
15 Mars 1939

N° 3 (Nouvelle série)

LA VÉRITÉ



organe théorique communiste internationaliste
(Bolchevik-Léniniste, pour la construction de la IV^e Internationale)



Prix : 6 francs

49, Rue du Faubourg St. Martin PARIS (X^e)

S O M M A I R E :

	Page
Editorial : Bâtir le Parti	1
Un des nôtres n'est plus : Paul Trocello	3
La répression	5
Marc Laurent : Nouvel équilibre ou guerre ?	7
Sonia : La cause de la débâcle d'Espagne	13
Un manifeste du P.O.U.M.	23
L. Trotsky : Pétrograd se défend	25
P. Frank : Crise de l'impérialisme français et du mouvement ouvrier en France	27
Notes sur le mouvement syndical	36
J. Desnots : L'heure des Etats Généraux de la Payannerie	37
Dans la Presse internationale	40
R. Molinier : Les bolcheviks-léninistes doivent adhérer au P.S.O.P.	41
Dans la Jeunesse Socialiste Ouvrière et Paysanne ..	54
R. et M. Binet : L'industrie du pétrole dans la Basse-Seine	55
Morgat : La presse stalinienne devant le problème de la guerre	65
 HISTOIRE :	
De la lutte contre la dégénérescence du Parti communiste à la lutte pour le nouveau Parti de la révolution prolétarienne	73
 DOCUMENT :	
Un organe pour la construction de la IV ^e Internationale pendant la révolution en Espagne : « Le Soviet » (n° 2, 20 janvier 1937)	75
« La Vérité »	79



EDITEURS
R. MOLINIER, P. FRANK.

La Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

13803

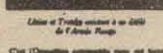
é d i t o r i a l

Aux Ouvriers Révolutionnaires

Avant des élections générales, l'Internationale Communiste est en contact avec des groupes et des clubs révolutionnaires et révolutionnaires et révolutionnaires. Elle a pour but de donner une impulsion à l'opposition révolutionnaire et de donner une impulsion à l'opposition révolutionnaire. Elle a pour but de donner une impulsion à l'opposition révolutionnaire et de donner une impulsion à l'opposition révolutionnaire.

Les élections du 17 août 1939 ont été une victoire pour le Front populaire. Elles ont été une victoire pour le Front populaire. Elles ont été une victoire pour le Front populaire. Elles ont été une victoire pour le Front populaire.

Le mouvement ouvrier français a obtenu de bons résultats. Le mouvement ouvrier français a obtenu de bons résultats. Le mouvement ouvrier français a obtenu de bons résultats. Le mouvement ouvrier français a obtenu de bons résultats.



Un des dirigeants du Front populaire

Le régime républicain des quatre dernières années a été un régime républicain. Le régime républicain des quatre dernières années a été un régime républicain. Le régime républicain des quatre dernières années a été un régime républicain.

C'est l'opposition communiste qui a permis de faire passer le régime républicain. C'est l'opposition communiste qui a permis de faire passer le régime républicain. C'est l'opposition communiste qui a permis de faire passer le régime républicain.

Le régime républicain des quatre dernières années a été un régime républicain. Le régime républicain des quatre dernières années a été un régime républicain. Le régime républicain des quatre dernières années a été un régime républicain.

Il faut reconnaître que le régime républicain des quatre dernières années a été un régime républicain. Il faut reconnaître que le régime républicain des quatre dernières années a été un régime républicain. Il faut reconnaître que le régime républicain des quatre dernières années a été un régime républicain.

Le régime républicain des quatre dernières années a été un régime républicain. Le régime républicain des quatre dernières années a été un régime républicain. Le régime républicain des quatre dernières années a été un régime républicain.

Le régime républicain des quatre dernières années a été un régime républicain. Le régime républicain des quatre dernières années a été un régime républicain. Le régime républicain des quatre dernières années a été un régime républicain.

EN Espagne, la contre-révolution républicaine, après avoir utilisé le stalinisme contre la montée révolutionnaire des masses, le jette maintenant en proie à Franco. Pour cette ultime besogne, « chefs socialistes » de l'U.G.T., dirigeants « anarchistes » de la C.N.T. sont aux côtés de Miaja-Casado. A cette nouvelle trahison, ces misérables cherchent une justification dans les excès, les crimes staliniens que les mêmes « anarchistes », « socialistes » ont toléré, favorisé, aidé.

La tragédie espagnole touche à sa fin ; de tous côtés, les chefs quittent le navire républicain après avoir — toutes tendances Front populaire unies — trahi et trompé les ouvriers et les paysans qui eux n'ont ni passeport ni avion et de front, après avoir été saigné de près d'un million de victimes, être marqués au fer rouge de la terreur franquiste.

Gluant du sang des travailleurs, le mécanisme de Front populaire va s'immobiliser ; c'est une mécanique merveilleuse pour avorter les révolutions libératrices.

*

La défaite sanglante des travailleurs espagnols doit servir de leçon afin que la défaite froide jusqu'ici des ouvriers français, également trompés par le Front populaire, puisse être surmontée.

B A T I R LE PARTI

Il y a, à notre point de départ, la conviction que le système soviétique renferme de grandes ressources et l'immense réserve, et la marche de l'opposition ne mène pas à l'effondrement du pouvoir soviétique, mais à son renforcement et à son développement.

L. TROTSKY.

Pour cela il faut en comprendre la cause, en étudier les conséquences, déduire de cette étude les moyens.

Pour cela, il faut dire la Vérité, qu'elle plaise ou non. Dans le premier numéro de notre « Vérité », nous disions, en 1929 : « Le mouvement ouvrier a besoin d'une cure de vérité ». Il en a plus que besoin en 1939. C'est pourquoi « La Vérité » continue sa tâche.

« La Vérité » est et sera la revue bi-mensuelle où s'exprimeront les bolcheviks-léninistes. « La Vérité » ouvrira ses colonnes à tous les militants qui veulent exprimer leur opinion sur les terribles leçons de la phase stalinienne, des défaites ouvrières, à tous les militants qui veulent rebâtir l'arme du combat : le parti révolutionnaire mondial. Pour ce faire, « La Vérité » demande à tous les bolcheviks-léninistes leur appui.

**

Le Parti révolutionnaire reste à bâtir. La longue lutte des bolcheviks-léninistes apporte au mouvement ouvrier un programme édifié à travers toutes les leçons des combats ouvriers, avant et après la dégénérescence stalinienne. Ce programme existe, c'est fondamental... mais l'organisation capable de le faire vivre dans les masses reste à créer.

C'est pour mener à bien cette tâche, pour réaliser le regroupement des cadres indispensables à sa réalisation que les bolcheviks-léninistes, qui étaient groupés dans le PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE ont adhéré au P.S.O.P. Les membres du P.O.I. ne tarderont pas à le faire.

Les bolcheviks-léninistes estiment qu'à l'étape actuelle, les tentatives multiples de construire un parti révolutionnaire n'ont pas abouti ; leur devoir est donc de favoriser le regroupement des forces révolutionnaires au sein du P.S.O.P.

Ce sont nos principes politiques qui ont déterminé la rentrée individuelle des militants du P.C.I. dans le P.S.O.P. Nous n'avons tenu compte d'aucune des embûches ; les questions de prestige ou de personnes n'ont jamais influé sur notre conduite politique. Le fait que l'on éloigne de toute activité des dirigeants du P.C.I. ne change rien aux données du problème qui est de favoriser le regroupement des forces révolutionnaires au sein du P.S.O.P. par le travail révolutionnaire commun qui comporte, pour être efficace, l'élaboration et la discussion politique constantes.

**

L'expérience de la lutte du prolétariat mondial et, tout récemment, l'expérience du Front populaire en France et du Front populaire espagnol, ont démontré à quel degré peuvent être pernicieuses pour l'avant-garde révolutionnaire et combien constituer des obstacles dangereux à la révolution prolétarienne, les conceptions centristes.

Les faits sont là. Ils sont inéluctables. Le plus grand danger serait de les masquer, de ne pas tolérer qu'on en tire les leçons. Ainsi seraient rééditées en France les fautes et les trahisons qui ont permis l'écrasement sanglant des masses ouvrières dans tant d'autres pays.

« La Vérité » ne prétend que continuer à apporter sa contribution à l'objectif essentiel de notre période : aider au développement et au rayonnement du programme et de l'organisation de la IV^e Internationale.

UN DES NÔTRES N'EST PLUS

PAUL TROCELLO

18 Avril 1906 - 14 Février 1939



A trente-trois ans, le 14 février 1939, l'ouvrier révolutionnaire Paul Trocello est mort. Le mal qui brisa son activité révolutionnaire avait trouvé un terrain favorable de développement dans l'état de privations résultant du chômage forcé de Trocello, renvoyé de l'usine Citroën à la suite des grèves du 30 novembre.

Jusqu'à sa dernière minute, la lucidité de Trocello fut complète et la seule chose qui comptait pour lui, c'était de rejoindre l'activité commune, retrouver ses camarades de combat, serrer fort et garder en sa main, une main de camarade.

Les communistes internationalistes ont accompagné son cadavre à Thiais, le 19 février. Voici les paroles prononcées sur sa tombe par notre camarade Raymond Molinier :

✽

« L'un des nôtres n'est plus.

Son activité révolutionnaire vient, en plein élan, d'être brisée.

Nous n'avons pas voulu rester face à son affreuse immobilité, gorges serrées, bras ballants ; nous ressoudons nos rangs autour d'un des nôtres dont l'ardente personnalité révolutionnaire avait, avec chacun d'entre nous, tressé des liens de solidarité, de sensibilité commune, d'autant plus étroits qu'était plus ferme la fidélité à notre programme à tous.

✽

La route est rude pour rebâtir le parti révolutionnaire, tâche à laquelle Trocello a sans compter consacré toutes ses forces.

Trocello était de ceux dont on savait, à travers tous les remous des batailles ouvrières, qu'il était toujours au combat, discutant, rédigeant, porte-faix sur le chantier, manœuvre à l'usine, propagandiste à la caserne, ses poches toujours pleines de matériel, ne revenant au centre que pour les remplir à nouveau et rapporter des brassées de nouvelles ; radieux d'avoir été compris, las d'avoir été hué ; mais l'extraordinaire vitalité qui était au service de sa passion révolutionnaire dépassait vite cette lassitude même.

Trocello, plus que tout autre, a senti peser sur lui l'atmosphère lourde, où, peu à peu se reconstitue le parti révolutionnaire : être isolé dans sa classe, chaque jour recommencer,

chaque jour reconquérir, s'aggriper par les ongles aux maigres résultats, être tenace dans le détail.

Cet ouvrier révolutionnaire, pétri d'enthousiasme, fait pour semer avec ardeur en terre fertile, devait plier son tempérament personnel aux nécessités d'un travail de serre ; il tendait, par son tempérament, à se jeter dans une mêlée... la situation du mouvement ouvrier le contraignait à soigner chaque pousse levée...

Des Jeunesses communistes au Parti communiste, puis à l'Opposition de gauche, en liaison avec elle au rayon de Saint-Denis (avant le passage de Doriot au fascisme), puis bolchevik-léniniste à la S.F.I.O., puis rompant, ainsi que nous, à la fois avec la S.F.I.O. et les néo-B.-L. ; puis membre du Parti communiste internationaliste et de son Comité central, Trocello a connu toute cette lutte fractionnelle où son intransigeance n'a pas failli. Ceci lui valut bien des calomnies, mais les philistins, Trocello savait les déceler.

**

L'ouvrier Trocello — et c'est là le côté le plus caractéristique de sa personnalité de militant — est passé peu à peu de la lutte du révolté à celle du révolutionnaire, par la discussion, par l'étude. Trocello se penchait sur les textes à chaque inquiétude dans un travail à faire, dans une tactique à suivre. Il n'étudiait pas toujours avant d'agir, mais il étudiait pour mieux agir et il puisait dans cette étude une exaltation nouvelle, une plus grande efficacité dans son activité.

Le révolté des Bat' d'Af', le militant de la besogne noire devint le militant de la direction révolutionnaire, toujours en tête de la besogne noire.

Au début des événements d'Espagne, sa volonté fut : « prendre un fusil » pour sa classe. C'est, pour un militant de cette vaillance, l'instant suprême. Il fallut bien des efforts pour le persuader que sa tâche était celle que le Comité central déciderait, que sa vie appartenait au Parti.

Il laissa Loubier partir seul.
Ces deux militants nous sont enlevés.

Toutes les formes de répression se sont abattues sur Trocello ; celle de l'ennemi de classe et sa justice, il en riait malicieusement ; celle des philistins qui voulaient, par leurs calomnies, faire, de ce paria dans la société, un paria dans les rangs ouvriers, ces calomnies l'atteignirent profondément. Il aurait voulu réagir et briser avec ses poings tous ceux qui s'acharnaient par crainte et veulerie à faire des communistes-internationalistes les pestiférés parmi les parias.

Il a contenu sa révolte. Pour les philistins en mal de nostalgie socialiste officielle, pour d'autres dont les mobiles sont plus troubles, Trocello nous lègue la juste haine d'un ouvrier révolutionnaire que l'on ne peut faire céder ni en le corrompant, ni en le menaçant, ni en le salissant !

Il fut le premier à se présenter en France aux élections de délégué sous le drapeau bolchevik-léniniste ; il recueillit alors le quart des voix chez Citroën-Epinettes, quelques semaines après la grève sur laquelle il avait écrit une grande partie de la brochure « Les métallos trahis ».

**

Toute légende serait vaine, les traits exacts de Trocello nous suffisent, nous constaterons pleinement le vide que crée cette mort quand, à la prochaine phase du combat, nous nous questionnerons, oubliant cette mort et son absurdité : « Et Trocello ? ».

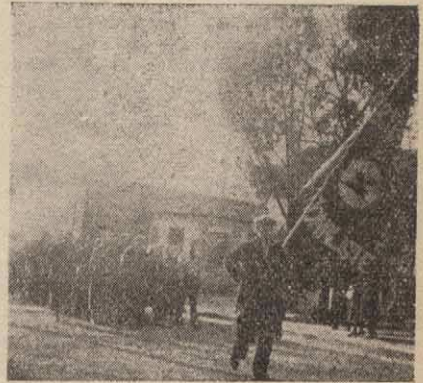
La place de Trocello est et restera vide.

**

C'est parce que de tels hommes surgissent des rangs ouvriers avec cette conscience de classe lucide et cette énergie farouche, que la continuité révolutionnaire subsistera malgré les trahisons, que la IV^e Internationale vaincra.

Serrons nos rangs. Que notre révolte devant son cadavre contribue à graver profondément en nous les principaux traits de notre camarade : l'abnégation, l'intransigeance.

De cette tombe, retournons à notre combat. »



Trocello, porteur du drapeau du P.C.I. aux obsèques de Léon Sedoff.

La répression

Poursuivis pour propagande contre les heures supplémentaires

DÉPUIS longtemps, la répression ne s'exerce avec tant de violence. La presse dite ouvrière s'en émeut à peine. Elle a surtout pour premier souci d'éviter des ennuis à ceux des bureaucrates qui, pour diverses raisons, risquent de ramasser une condamnation. Pour la défense de Timbaud, c'est Moro-Giafferi qui est chargé d'intervenir — et cet avocat, toujours en mal de publicité ou d'argent, a, si nous en croyons le compte rendu du « Peuple », émit quelques saloperies sur une « certaine IV^e Internationale ». Les staliniens ont payé pour faire cela le spécialiste qui convenait : le défenseur du tueur Weidmann.

Ceux qui sont encore aux postes les plus élevés de la République bourgeoise ne peuvent évidemment que laisser condamner et emprisonner les militants révolutionnaires.

Mais pourquoi donc, dans l'avant-garde, dans les organisations qui s'en revendiquent, fait-on aussi le silence sur certains cas. Ce n'est nullement adhérer aux syndicalistes, aux anarchistes ou aux objecteurs de conscience que de défendre ceux d'entre eux qui sont emprisonnés. La solidarité que nous affirmons avec les camarades du P.O.I. condamnés ne comporte nullement l'oubli de nos divergences. Bien que nous l'ayons informé, « Juin 36 » a fait le silence sur une condamnation à quatre mois de R. Molinier, comme gérant de « La Commune » (nous publions plus loin sa déclaration devant la Cour d'appel), ainsi que sur les poursuites contre Jeanne Martin, gérant du dernier numéro de « La Commune », pour « atteinte à l'intégrité du territoire », ainsi que les poursuites engagées contre des imprimeurs, afin de nous obliger à nous présenter nous-mêmes au tribunal pour éviter que de petits artisans, qui n'ont avec nous que des rapports de fournisseur à client soient inquiétés.

Et aussi pourquoi ce silence sur les poursuites engagées contre Brausch, R. Molinier et P. Frank pour un délit nouveau — de droit commun — créé par les décrets-lois Daladier-Reynaud du 12 novembre 1938 : « propagande contre les heures supplémentaires ». Le texte visé est celui-ci, paru dans « La Commune » du 1^{er} décembre :

« Daladier reste avec ses décrets-lois qui vont entrainer en premier lieu une augmentation du coût de la vie. Il faut tenir dans le plus délai une assemblée générale par entreprise et dresser des cahiers de revendications pour chacune d'elles, avec, au premier plan, l'augmentation des salaires, afin de mettre ceux-ci en rapport avec le coût de la vie. Il faut, par entreprise, s'opposer aux heures supplémentaires et œuvrer pour le réembauchage des licenciés. Quand la grève n'est pas immédiatement réalisable et qu'un lock-out est possible, il reste à se concerter pour diminuer le rythme de la production, pour produire moins. Cette lutte, avec toutes les modalités qu'elle comporte, doit être menée constamment en liaison avec ceux qui ont été renvoyés pour leur action de classe. »

Répétons : il ne s'agit pas d'un délit de presse, mais d'un délit de droit commun qui menace tout travailleur résistant aux prétentions patronales.

Face à la répression, nous continuerons plus que jamais à appeler les ouvriers à la lutte contre les heures que le capitalisme leur vole pour accroître ses profits.

Déclaration de R. Molinier à la Cour d'appel

« L'objet de ma condamnation est « provocation à la violence ».

J'ai été poursuivi comme gérant du journal « La Commune », organe du Parti Communiste Internationaliste, bolchévik-léniniste, partisan de la IV^e Internationale.

J'étais, en effet, gérant, à cette date, du journal « La Commune » lorsque parut un article dont l'extrait suivant est visé par la condamnation :

- « Doriot assassine !
- « Dormoy lui serre la main !
- « Pour leur défense, les ouvriers ne doivent compter que sur eux-mêmes, et s'armer ! »



En sus de ma responsabilité légale de gérant, je prends la complète responsabilité politique du

contenu de ce texte et je vais brièvement exposer les motifs de mon pourvoi devant la Cour d'Appel. »

A l'époque où cet article se situe, des bandes de Doriot et de la Rocque avaient frappé des militants ouvriers ou des responsables d'organisations ouvrières. C'était quelques jours après la tentative de lyncher Léon Blum.

Notre organisation, fidèle au marxisme révolutionnaire, appelait les travailleurs à organiser leur sécurité contre les bandes armées de Doriot, de la Rocque et d'autres en s'armant et en donnant à cet armement une cohésion par la création de milices ouvrières.

Nous ne considérons nullement, ainsi qu'il est exposé dans cet article, Blum comme un chef ou-

vrier. Nous considérons la haine des fascistes pour lui comme l'expression de leur haine contre le mouvement ouvrier, indépendamment de son rôle de valet, plus ou moins utile à la bourgeoisie.

*
*
*

Il ne me semble pas que l'appel à l'armement, qui est qualifié de provocation à la violence, puisse justifier une condamnation.

Chaque jour, en France, le gouvernement et tous ceux qui sont à son service invitent et contraignent les travailleurs des usines à redoubler d'efforts pour accumuler des armes, des munitions, des moyens de production d'armes et de munitions.

On exige des travailleurs qu'ils renoncent aux lois sociales qu'ils ont difficilement acquises ; les usines fonctionnent de 48 à 50 heures par semaine pendant que des millions de chômeurs sont rejetés dans la misère.

L'appel à l'armement n'est donc pas, dans ce cas, considéré comme une provocation à la violence ?

Les budgets de police, l'armement et le surarmement de ceux qui doivent les armes à la main assurer les privilèges des possédants — ne seraient-ce pas non plus une provocation à la violence ?

Ces armes, fournies par l'Etat-major aux bandes du C.S.A.R., qui accumulent mitrailleuses, bombes..., puis ensuite les indulgences successives des pouvoirs publics, lesquels n'ont pas l'habitude de se couper des branches auxquelles ils peuvent se rattraper... Cette indulgence signifie-t-elle que dans l'armement de ces bandes, il n'y aurait pas provocation à la violence ?

Lorsque les usines travaillent à plein, comme chez Rhône et Rhône à Paris, pour l'exécution de cellules d'avions qui sont ensuite livrées à l'Allemagne, il n'y a NI LOI, NI JUGEMENT, NI CONDAMNATION... Il n'y a que des bénéfices pour ceux qui possèdent les actions...

Lorsque les 4/5 des forces productives et des budgets équilibrés par les sacrifices énormes imposés aux masses travailleuses, sont destinées à un sur-armement et à la préparation d'une nouvelle guerre mondiale..., est-ce qu'il n'apparaît pas avec précision que tout ce système ne subsiste que par la violence et pour la violence ?

Ne serait-il permis aux travailleurs que de subir cet état de violence sans jamais chercher à utiliser cette violence pour y mettre un terme en instaurant une société équilibrée, où l'avidité de profits d'une minorité ne serait pas la loi ?

Ne serait-il permis aux travailleurs d'être armés que dans le cas seulement où Messieurs Doriot, Thorez, Daladier, Herriot auraient décidé, pour les profits du fameux Empire (synonyme de rapines) de les faire s'entretenir avec leurs propres frères des autres pays ?

En résumé, nous serait-il uniquement permis de concevoir le fascisme (qui est une forme autoritaire de gérer l'Etat capitaliste au moment de sa décadence) comme un produit « étranger » et de

rester désarmés devant ses manifestations en France ? »

L'avocat général. — Si vous voulez combattre le fascisme, allez à la frontière !

Mollinier. — Nous n'irons pas à la frontière. L'ennemi, a dit l'un de nos Maîtres, Liebknecht, est dans notre propre pays !

*
*
*

Il ne serait plus permis aux travailleurs que de produire à bas salaire et de laisser leur peau dans une guerre, sans salaire, pour garantir les profits de la classe exploiteuse.

Ce n'est pas notre opinion.

Lorsque nous appelons les travailleurs à l'armement, nous ne provoquons pas la violence... Elle existe... Nous invitons les travailleurs à donner à cette violence un développement qui corresponde aux intérêts de l'humanité, c'est-à-dire à la construction du socialisme.

Il s'agit pour nous d'éveiller la conscience de classe des travailleurs, d'armer chaque exploité de la volonté ardente de mettre fin à son exploitation !

De susciter en lui le désir ardent de s'armer, de se libérer de la pesante contrainte de ses exploiters !

De lui faire comprendre qu'entre ses exploiters et lui, c'est une question de force, en donnant à sa puissance le maximum de maturité.

*
*
*

Il y aurait, de la part des bolcheviks-léninistes qui restent dans la tradition marxiste, propagent l'armement des ouvriers, une provocation à la violence ?

Cette violence que l'on m'accuse de provoquer, est en réalité érigée en système.

Il s'agit pour nous que la violence serve au développement de l'humanité et non à sa décadence représentée par le système capitalisme et toutes ses formes de coercition, et les cinq heures d'attente que j'ai faites dans cette salle, le spectacle que j'y ai vu me confirme dans cette opinion.

Le travailleur doit trouver des armes, il les trouvera peu à peu dans une lutte décisive.

Les ouvriers de Pétersbourg les ont trouvées. Ils sont passés du chiffon de pétrole à la mitrailleuse. Avec les soldats, ils se sont pour un temps libérés.

Les ouvriers français retourneront les fameux progrès techniques que la bourgeoisie veut leur enseigner pour tuer leurs frères, afin de vaincre leurs exploiters.

C'est le sens de notre lutte, c'est aussi l'orientation inéluctable du développement historique.

C'est pourquoi, quelles que soient les vicissitudes de notre lutte et les difficultés de notre propagande, elle portera ses fruits.

La bourgeoisie a réussi à corrompre la II^e et la III^e Internationales.

La IV^e Internationale vaincra !

nouvel équilibre ou . . . G U E R R E ?

MARC LAURENT

LA Paix de Versailles est déjà bien loin, l'équilibre qu'elle avait créé est définitivement mort.

Versailles consacrait la défaite de l'impérialisme allemand mais aussi la défaite de l'Europe en face de l'Amérique et plus particulièrement la défaite de Londres vis-à-vis de New-York. Le capitalisme américain apparaissait le seul vainqueur du grand carnage et devenait créancier d'énormes dettes de guerre sur l'Europe. Ces avantages, New-York devait les exploiter autant qu'il pouvait en mettant l'Europe et le monde à la portion congrue, en augmentant sa richesse considérablement jusqu'au krach de Wall Street en 1929, prélude d'une crise mondiale particulièrement grave.

Pendant ces mêmes dix ans (1919-1929) l'impérialisme britannique s'était replié sur lui-même, avait cherché à panser ses plaies, à ressouder les liens avec les Dominions, à rétablir sa puissance financière sur la ligne de repli d'une dévaluation de la livre ; période douloureuse de réadaptation ou, patiemment, Londres parvint à se débarrasser, dans une certaine mesure, de la pression financière de New-York (aménagement des dettes de guerre, accords monétaires, etc...).

En Europe, fidèle à sa politique d'équilibre,

Londres donnait aussi quelques coups sur les ergots du coq gaulois, empêchant notamment, au moment de la Ruhr, le Comité des Forges de tirer de la situation des avantages trop importants.

Le recul de Poincaré dans la Ruhr, imposé tant par la pression révolutionnaire que par celle de la Cité fut la première grande défaite du capitalisme français dans sa tentative de prolonger son hégémonie en Europe, hégémonie fragile à base économique insuffisante, arrachée sous la pression militaire en 1919 et soutenue d'appuis financiers coûteux à d'infidèles seconds (Pologne, Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Roumanie).

Très adroitement, le capitalisme allemand, après avoir écrasé avec la complicité du capitalisme franco-anglais le mouvement révolutionnaire de 1919-1923, parvenait, en louvoyant, à remettre, grâce à l'apport de capitaux américains, son économie sur pied. Bien entendu, l'Etat allemand se déclarait, peu de temps après, en faillite, les crédits étrangers étaient proclamés « gelés », les versements prévus au Diktat de Versailles n'étaient pas effectués et les prestations en nature imposées réduites considérablement.

A l'image de l'Allemagne, la France refusait alors de régler ses dettes de guerre »

Londres et à New-York, Londres suivait partiellement le mouvement. Tous se souviennent de ces longs marchandages entre brigands alliés.

Les interventions de certains sénateurs américains sur l'absence de « loyauté » de l'Europe, les menaces de représailles économiques qui s'ensuivirent mettaient en pleine lumière « l'idéalisme » américain. Tout aussi répugnantes apparaissent alors les ripostes françaises. Nos banquiers, pour ne pas payer alignaient « leurs » millions de morts, les désastres de l'invasion, le tout était pélemêle jeté dans la « balance ».

Il serait faux de sous-estimer la perte considérable que subit le capitalisme américain du fait de la défaillance des Alliés et du gel plus ou moins définitif des dollars investis en Allemagne après guerre.

En 1929, la situation du capitalisme mondial se trouve fort consolidée et le rapport de forces déjà moins favorable à l'Amérique qu'en 1919.

L'Empire britannique s'est ressaisi, le capitalisme allemand a maté la révolution et repris place dans le jeu. Mais l'événement le plus important de cette période c'est incontestablement la défaite du mouvement révolutionnaire parti de l'U.R.S.S. en 1917 et qui fit tache d'huile non seulement en Europe mais dans le monde entier (Chine, Colonies).

**

La crise mondiale qui commença en 1929-1930 pour atteindre son maximum en 1932, devait porter l'impérialisme américain déçu de ses investissements en Europe à concentrer son attention sur l'Amérique et ses propres difficultés ; le courant « isolationniste » l'emporte alors.

La crise mondiale 1929-1936 et l'installation du fascisme modifient les rapports de forces

La crise mondiale commencée en 1929, terminée, pour certains pays en 1936, eut les conséquences les plus profondes ; il semble qu'elle ait approfondi la décadence du régime acculé à la guerre et au fascisme.

En 1932, la production mondiale avait diminué de 50 à 30 % suivant les pays, par rapport à 1929-30. Le chômage avait augmenté considérablement. Mais le développement de la crise ne fut pas identique dans les divers pays ; il favorisa au contraire de nombreuses différenciations sur le plan économique et social et le monde, en 1936-37,

Mais New-York ne s'était pas seulement intéressé à l'Europe, il avait pris en Chine quelques positions et s'était assuré le contrôle du marché japonais. Nous avons exposé (« La Vérité » n° 2) comment l'impérialisme américain tenait économiquement Tokio à sa merci.

Là encore, la crise qui débuta dès 1930, et surprit par sa durée le capitalisme, désorienta les banquiers yankees. Penchés sur leurs problèmes, ils laissèrent devenir menaçants deux grands ennemis : l'Allemagne et le Japon. Il serait faux de croire cependant que c'est par simple esprit à courte-vue que les Yankees ne profitèrent pas de la crise si violente au Japon en 1932-1933 pour ruiner définitivement, ils le pouvaient alors, cet adversaire devenu si gênant.

Ce serait tout aussi faux que d'affirmer que c'est par maladresse que le capitalisme, qu'il soit français ou anglo-saxon, a soutenu le relèvement de l'impérialisme allemand.

Dans l'un comme dans l'autre cas, il faut apprécier l'inquiétude du capitalisme mondial que telle ou telle victoire trop poussée n'amène chez les vaincus l'établissement de Soviets ou autre « Commune », préludes aux catastrophes irrémédiables. New-York savait fort bien que refuser, en 1932, par exemple, d'acheter la soie à Tokio, brisait la concurrence japonaise en Chine, mais il savait aussi que cela provoquerait la révolution au Japon et la ferait rebondir en Chine, etc., etc...

Le capitalisme dépérissant d'après guerre vit avec la hantise de la Révolution. Ce fait a souvent rendu tel ou tel groupe maladroit ou hésitant dans ses actions, il porta par ailleurs chacun à la prudence.

est déjà fort différent de ce qu'il était en 1929-30.

L'impérialisme américain à l'origine le plus atteint a surmonté bon nombre de difficultés, il rattrapait ou dépassait fin 1936 ses normes de 1929 sans parvenir par la suite à maintenir ces niveaux.

Sa situation est, en effet, très fragile. Les succès relatifs de la politique de Roosevelt, dont tout le secret réside dans une suite d'inflations massives, a permis de remettre « le pays au travail » suivant la formule consacrée. Mais les injections successives de

crédit perdent de plus en plus de leur effet de « choc » ; elles n'ont été possibles et ne peuvent être prolongées que sur la « confiance » qu'inspire aux capitalistes du monde entier l'Amérique. Ce sont les dizaines de milliards de francs, livres, florins, etc... expédiés aux Etats-Unis, « pays refuge », par tous les capitalistes du monde qui ont seuls permis le succès de la politique Roosevelt et peuvent seuls permettre qu'elle se prolonge. Que les luttes sociales se développent aux Etats-Unis ou qu'un nouvel équilibre présentant quelque perspective de durée s'élabore en Europe et cet or peut, en grande partie, fuir Wall Street. Ce peut être alors un nouveau krach genre 1929 aux conséquences incalculables.

Cela explique assez le sens des dernières interventions de Roosevelt dirigées contre les patrons rétrogrades compromettant la paix sociale et contre la « Paix allemande » en Europe. Non seulement cette paix pourrait compromettre la reprise américaine mais il est clair que l'hégémonie allemande en Europe, appuyant Tokio, pourrait signifier à plus ou moins longue échéance, la perte de l'hégémonie américaine dans le monde. Les richesses de l'Ukraine et de la Chine sont des éléments susceptibles de modifier bien des rapports de force.

L'Empire anglais, s'il est parvenu à se maintenir intact, non sans voir l'emprise américaine augmenter sur ses Dominions, a cependant vu sa puissance relative sérieusement ébranlée dans ces dernières années. Le fait que la « Home Fleet » n'était pas prête à la lutte pour empêcher la conquête de l'Abyssinie, le fait que l'Angleterre n'a pu défendre contre Tokio des avantages considérables en Chine, le fait que la Cité a dû capituler à Munich après avoir laissé Hitler réaliser l'Anschluss, le fait qu'elle a dû consentir un accord économique favorable à New-York ; le fait enfin que Chamberlain apporte à Mussolini ses vœux de paix parle avec éloquence. Quelle est la possibilité pour l'impérialisme britannique de remonter la pente, de renverser le rapport des forces, de se mieux défendre face à ses grands rivaux : Berlin, New-York, Tokio ? Il est difficile de le dire.

Certes, Londres dispose de moyens économiques extrêmement puissants, son réarmement bat son plein, mais l'Angleterre a-t-elle la puissance suffisante pour imposer sa politique qui est essentiellement de gagner du temps ? On peut en douter.

La politique anglaise dans ses louvolements doit constamment s'appuyer en effet sur quelque autre puissance.

Le rêve de Chamberlain était de s'appuyer sur un groupe de nations assez faibles, sur Paris, sur Rome aussi moyennant finances même ; mais voilà que l'axe Berlin-Rome fonctionne, que Mussolini a les dents longues et que Paris se refuse à faire les frais de l'accord. S'appuyer par ailleurs sur de grands rivaux est jeu dangereux. Sur Berlin, c'est impossible, le danger est très grand, on ne s'appuie pas sur un adversaire de ce dynamisme, la situation intérieure de l'Angleterre ne le permet pas non plus. S'appuyer sur New-York est également périlleux. La Cité n'oublie pas que l'oncle Sam vise les Dominions anglais, les positions anglaises en Chine et même aux Indes. S'appuyer sur New-York, c'est se mettre à sa merci. Par contre, Londres ne peut ni s'opposer sérieusement sans appui de Berlin ou de New-York, ni à New-York ni à Berlin. Voilà une position difficile qui explique les tiraillements au sein même du parti conservateur et les voyages de Chamberlain avec ou sans parapluie mais toujours avec un sourire optimiste : « Allons donc, je vais arranger cela ». Nul ne peut savoir si Londres gagnera encore beaucoup de temps et pourra, avec des forces accrues, jouer un jeu plus solide qu'aujourd'hui, mais il lui faudra cependant s'appuyer en tous cas sur l'un ou l'autre de ceux qui mènent le jeu, qui sont aujourd'hui à New-York et à Berlin.

Chacun se rappelle encore le « il faut savoir terminer une grève » de Thorez qui, en juin 1936, brisa la vague révolutionnaire en France, orienta le mouvement vers le compromis pour finir, de recul en recul, à le conduire au désastre de la grève sabotée de novembre 1938. Chacun se rappelle aussi les massacres des révolutionnaires espagnols par les agents staliniens, les journées de mai 1938 à Barcelone, le procès contre le P.O.U.M., toute cette longue politique de compromis et de misérables accords de somnifères entre les staliniens et les démocrates espagnols, anglais ou français. Et chacun constate aujourd'hui que les résultats de ces trahisons qualifiées « d'adroites manœuvres tactiques » se traduisent pour le prolétariat de France et d'Espagne, en 1939, par une défaite terrible.

Aujourd'hui, la III^e Internationale n'est plus qu'un instrument contre-révolutionnaire au service des intérêts de la bureaucratie stalinienne ; chaque parti communiste est nationaliste : en France, la folie chauvine des chefs staliniens bat les records de feu Déroulède. En Italie, en Allemagne, le peu de propagande clandestine possible n'a même plus de caractère de classe ; ce n'est pas, là non plus, le régime capitaliste qui est atta-

qué mais l'une de ses formes de domination, la forme fasciste.

Nul doute que la III^e Internationale s'efforcerait, si l'un des prolétariats de ces pays pouvait secouer le joug des cliques fascistes, d'orienter la révolution vers le retour aux formes de domination démocratique bourgeoise et de la détourner de la voie socialiste, de la prise du pouvoir, de la dictature du prolétariat contre le capitalisme quelle qu'en soit sa forme. Dans les pays dits démocratiques, le mot révolution est même banni : le but suprême est le renforcement de la démocratie bourgeoise, la défense de ses rapines et de ses intérêts nationaux.

Dans le jeu des luttes inter-impérialistes, la bureaucratie russe, après s'être mise volontiers à la disposition des démocraties, semble, depuis septembre 1938, chercher une politique plus indépendante orientée vers les intérêts nationaux de la classe bureaucratique au pouvoir.

C'est ainsi que l'U.R.S.S., tout en acceptant les avances de Londres et New-York, passe de très importants marchés de fourniture de pétrole avec Mussolini. Mais ne faut-il pas voir là un nouvel essai de dissocier l'axe Berlin-Rome et l'U.R.S.S. ne mène-t-elle pas ce jeu en accord avec la Cité et avec ceux qui rêvent d'un bloc polono-roumano-hongrois appuyé par Rome pour freiner la marche vers l'Orient de l'Allemagne ?

L'impérialisme français est en pleine crise; tous les discours sur l'Empire et le « redressement Raynaud » ne changent rien au fait que cet impérialisme stagne dans une crise

économique et sociale dont sa structure ne lui permet pas de sortir, malgré les 50 heures imposées pour le réarmement.

Actuellement les forces de l'Empire français lui permettent tout juste d'être à la remorque de quelque plus grand frère. Pour l'heure, c'est l'Angleterre qui mène le jeu, certains préconisent le « rapprochement » avec Berlin, d'autres avec New-York contre Berlin. De temps en temps, un frémissement remue de-ci, de-là, la tripe jacobine d'un Sarraut, d'un Daladier, d'un Herriot, et ce sont de beaux discours sur ce qu'on ne permettra pas, et qui se produit toutefois quelques semaines plus tard. Strasbourg ne sera jamais sous la portée des canons allemands (Sarraut), la France défendra la Tchécoslovaquie (Daladier), etc., etc... en attendant d'inévitables concessions à Mussolini en Espagne en Méditerranée, à Suez et à Djibouti, si l'Angleterre décide d'éviter coûte que coûte une guerre prochaine, ce qui ne peut encore être affirmé...

Le rapport des forces a complètement changé dans le monde face à l'Angleterre et à la France en plein recul, les impérialismes allemand, italien, japonais ont marqué, dans ces dernières années, des progrès. En Europe, le capitalisme allemand fait trembler les banquiers de Londres et Paris. Mussolini revendique la maîtrise en Méditerranée. Quant au Japon, il a déjà sérieusement profité de la faiblesse de ses adversaires. Les avantages qu'il tire de sa situation en Chine peuvent, si la paix japonaise parvient à s'établir, avoir des conséquences considérables.

Possibilités et impossibilités fascistes

Le régime fasciste allemand et italien, la dictature féroce des grandes banques japonaises alliées aux généraux sont suffisantes pour expliquer le renversement du rapport des forces depuis 10 ans à l'avantage des dictatures -

Que vaut ce renversement ? Quelle sécurité offre-t-il ? Ceci est une autre histoire !

Ce renversement de situation s'est produit et c'est cela l'élément essentiel, à travers la crise persistante du capitalisme déperissant. Cela souligne la fragilité des succès obtenus.

Si l'on examine le développement de l'impérialisme allemand qui vient de marquer à tous égards les succès les plus substantiels, on constate que tous les avantages obtenus ont eu pour base une productivité croissante dont la progression d'année en année a seule permis à l'équilibre économique autarcique du Reich de tenir. C'est par l'augmentation de la production d'une année sur l'autre que

l'Etat a pu payer l'inflation cachée considérable qu'il réalise et amplifie sans cesse.

Mais le caractère cyclique des développements capitalistes est bien connu ; les lois étudiées par Marx restent vraies, et cette économie tenue à bout de bras par un effort surhumain de 60 heures de travail ne présente aucune solidité. Le déséquilibre est partout et même entre les moyens de consommation accrus et l'impossibilité de les satisfaire par manque de produits de consommation. L'économie allemande (et jusqu'à un certain point l'économie japonaise) ne tient que par un « dynamisme » qui conduit à un rythme sans cesse accéléré à la conquête de marchés nouveaux. Mais ces marchés, des adversaires se préparent à les défendre — qu'il s'agisse des colonies, de l'Ukraine ou de la Chine.

Enfin la course aux armements pèse de façon angoissante sur tous les plans. Il n'y

a dans tout cela aucune marge de sécurité. Cette marge il va falloir, pour les pays totalitaires, la conquérir sans attendre. Mais le pourront-ils par la négociation ?

En fait, le fascisme facilite grandement la tâche du capitalisme qui l'adopte. Ce système qui tient chaque jour au service du capital sous la sujétion de l'Etat et du parti le pays tout entier et impose au prolétariat des sacrifices énormes donne évidemment, en temps de crise et temporairement, des possibilités de manœuvre plus grandes que les régimes démocratiques. Mais tout cela ne fait pas jaillir le pétrole, ne donne pas

de caoutchouc, ne permet pas la culture du coton, ni ne fait découvrir des mines en Italie. Ces richesses il faut les conquérir.

C'est par leur supériorité dans la préparation de la guerre, c'est par l'audace de leur politique et la menace militaire beaucoup plus que par des projets économiques durables que le triangle Berlin-Rome-Tokio a modifié le rapport des forces ; mais le jeu n'est pas sans péril, il ne peut durer longtemps, il faudra ou bien trouver un équilibre boiteux et courir le risque de voir ainsi la situation se retourner ou accepter la guerre avec tous ses aléas.

Le rôle de l'U.R.S.S.

Depuis l'heure où l'U.R.S.S., malgré ses conquêtes économiques, a cessé d'être le pays de la dictature du prolétariat et ne représente plus ce foyer révolutionnaire qui fit trembler le Capital, il faut constater que ce « 1/6^e du globe » ne joue plus qu'un rôle de second plan dans les luttes inter-impérialistes. Son rôle contre-révolutionnaire est par contre de première importance. C'est la bureaucratie russe et ses agents : les chefs des partis staliniens, qui furent les éléments déterminants de la dispersion de la dernière vague révolutionnaire en Espagne et en France (1936-1937).

Il semble à cet égard que les jeux soient faits : c'est New-York qui, sans doute, mènera la danse. Roosevelt s'est jeté hardiment dans la mêlée ces dernières semaines et les « démocrates » de se réjouir. Blum se disposait même à partir pour New-York, féliciter le grand ami de la Paix. En vérité, « l'ami de la Paix » souffle du feu : réarmement intensif, occupation d'îles du Pacifique

voisines du Japon, ultimatum à Londres et Paris : « résistez et nous serons avec vous ou bien nous changeons l'orientation de notre politique et vous abandonnons », rien n'y manque.

Le capitalisme américain prend peur à son tour devant le succès des impérialismes allemand et japonais et Wall Street entend défendre ses marchés ; les paysans et ouvriers des démocraties anglo-françaises lui semblent très indiqués pour faire barrage, même de leurs corps, aux visées du pangermanisme. Le moment semble d'autant mieux choisi que les organisations ouvrières syndicales et politiques embarquent les masses derrière leurs gouvernements bourgeois pour la défense de l'Empire, des voies impériales, etc., etc., sans oublier la défense de la « démocratie », bien entendu. Il ne restera plus, pense Wall Street, après la guerre du Droit et de la Liberté, qu'à présenter, comme en 1919, la facture et à reprendre le problème de la colonisation d'une Europe exsangue.

L'inévitable issue : révolutions - guerres

Un élément peut intervenir de façon décisive dans ces conjonctures. C'est le rapport des forces sociales ici ou là.

Il est clair que les expériences du capitalisme dépérissant, qu'il s'agisse du démocrate Roosevelt ou du fasciste Hitler, n'ont pu se développer que sur la défaite du mouvement révolutionnaire d'après guerre et la liquidation de la Révolution d'octobre en U.R.S.S.

Mais le prolétariat, s'il est encore privé d'une internationale révolutionnaire, s'il ne peut de ce fait immédiatement intervenir sur la scène mondiale pour balayer ce régime, reste vivant. Ses réactions sont imprévisibles en bien des circonstances et l'entrée en scène des prolétaires ici ou là peut faire craquer tous les plans et tous les calculs ;

même si cette intervention n'apparaît pas immédiatement comme un élément décisif.

Il serait vain de jouer sur ce terrain avec les hypothèses, mais il serait faux de tomber dans le pessimisme après les défaites accumulées de ces dernières années et encore si récentes en Espagne, en France.

Dans l'un et l'autre cas, c'est la trahison qui vainquit le prolétariat plus que l'ennemi de classe et la trahison démasque toujours plus ou moins les traîtres ; les terribles défaites si durables que soient leurs effets laissent toujours des leçons qui ne sont pas perdues.

Il semble que le capitalisme mondial se trouve conduit dans sa phase actuelle à os-

ciller de la course à la guerre à la course à la révolution sociale.

Tantôt, c'était par exemple le cas pour la France après Munich, la course au fascisme prend la direction, puis après les menaces italiennes bat en retraite et cède la place à la course à la guerre.

Il apparaît pour l'Europe dans les mois qui viennent que la course à la guerre doit conduire la danse.

Les prochaines semaines auront une très grosse importance et permettront de fixer l'orientation pour toute une période.

Rien n'autorise à penser cependant que le choc décisif soit inéluctable en 1939. Il est vraisemblable que le triangle Berlin-Rome-Tokio ne visera qu'à profiter de ses avantages pour améliorer pendant cette année ses positions.

En Méditerranée et dans les colonies (avec la victoire de Franco comme première étape), en Europe Centrale par le renforcement de la dépendance vis-à-vis de Berlin des petits Etats, en U.R.S.S. par une action intensive visant au démembrement fédéraliste, aux explosions fascistes internes, et en Chine par la consolidation des positions acquises.

Ruses et intimidations seront à l'ordre du jour. Il est impossible de déterminer si l'axe Londres-Paris poussera, en 1939, la résistance jusqu'à la guerre. Le règlement de la guerre d'Espagne montrera bientôt si quelque nouveau Munich ne peut provisoirement triompher; **solution éphémère du reste, le fond du problème étant la découverte d'un nouvel et large équilibre économique dont on n'aperçoit en rien les possibilités de réalisation pacifiques.**

En U.R.S.S.

UN nouveau congrès du Parti bolchevik vient de s'ouvrir. Nous en traiterons dans un prochain numéro.

Les exécutions, liquidations..., se poursuivent. Depuis un certain temps, le maréchal Blucher a disparu. Le correspondant du « Temps » est chargé de dire qu'il n'a peut-être pas commis de fautes politiques, mais qu'il a certainement fait des fautes militaires en Extrême-Orient...

Kroupskaïa, veuve de Lénine, est morte à 70 ans. Militante, organisatrice du travail illégal dans la période de formation du parti bolchevik, elle avait après un certain temps de participation au combat de l'opposition de gauche capitulé, et Staline avait exploité son nom. C'est l'attitude de Staline à l'égard de Kroupskaïa qui amena Lénine, sur la fin de sa vie, à rompre tout rapport avec Staline. Au moment où elle combattit Staline, Kroupskaïa déclara : « Si Lénine était encore vivant, il serait emprisonné ou déporté ».

✱

Nous ne pouvons parler de l'U.R.S.S. sans rappeler l'assassinat du jeune révolutionnaire soviétique Léon Sedoff, il y a un an, par le Guépéou à Paris. En dépit de présomptions si nombreuses qu'elles constituent une preuve : préméditation, absence de soins à la clinique, cours anormal de la maladie, rechute après d'étranges incidents, ..., un magistrat a conclu à une mort naturelle. Opposition est faite par notre camarade J. Martin à cette décision. Une fois encore la preuve est faite que l'impérialisme français peut détendre ses rapports diplomatiques avec l'U.R.S.S., mais police et justice des deux Etats s'entendent contre l'avant-garde révolutionnaire.



LA CAUSE DE LA DEBACLE D'ESPAGNE :

absence du parti révolutionnaire dans la guerre civile

LE fascisme a vaincu la Catalogne révolutionnaire. Les derniers 35.000 combattants de l'Armée populaire viennent de passer en France, et le drapeau franquiste flotte maintenant sur toutes les Pyrénées, de Port-Bou à San-Sebastien.

Les tribunaux militaires de Franco commencent à siéger à Barcelone, et vont anéantir les éléments révolutionnaires que Negrin n'a pas eu le temps de détruire. La vengeance du fascisme s'abat particulièrement sur le prolétariat révolutionnaire de première heure : le tribunal militaire est entré en fonction pour la première fois à Barcelone, en condamnant à mort des ouvriers qui furent les responsables des premiers comités d'usines de juillet 36 et la police vient d'arrêter Rebull et autres...

Negrin-Hernandez-C.N.T. veulent continuer la résistance dans le Centre. Que sera cette résistance et quelle sera sa durée ? La réponse dépend de la France et de l'Angleterre. De toutes façons, elle s'avère très difficile puisque l'Espagne républicaine se trouve cernée entre les fronts d'Andalousie, d'Estramadoure, du Centre, de Catalogne, et les Baléares, dont la dernière parcelle, Minorque, vient d'être livrée à Franco par les démocraties franco-anglaise.

Cependant, pour qui a suivi attentivement le déroulement de la guerre civile d'Espagne,

les derniers événements tragiques ne peuvent pas être une surprise.

Les défaites militaires subies ces derniers jours par l'Armée Populaire de Negrin-Diaz-Azana-C.N.T., sont les fruits de deux années et demie de politique de front populaire antifasciste — politique à laquelle se sont ralliés sans exception, en dépit de leur phraséologie « révolutionnaire » les partis et organisations « d'extrême-gauche » : C.N.T. - F.A.I. et P.O.U.M.

Grâce à cette politique antifasciste démocratique du front populaire (la même qui a laissé se préparer le soulèvement militaire-fasciste du 19 juillet) voulant se faire passer pour « pacifiste », la guerre civile d'Espagne menace de se transformer en un conflit mondial impérialiste, dans lequel la bourgeoisie des pays fascistes, et celle des pays démocratiques, aidée par ses laquais réformistes-staliniens dans l'union sacrée, veut entraîner les masses ouvrières, l'une au nom de la politique d'expansion et de « revanche » de 1914-1918 et l'autre au nom de la défense de la démocratie contre la barbarie fasciste, etc.

Le gouvernement contre-révolutionnaire, bonapartiste, policier Negrin, ne manœuvre que de façon à provoquer ce conflit, dans l'espoir de pouvoir ainsi dissimuler son incapacité de résister politiquement et militairement au fascisme.

Ce gouvernement, plus préoccupé d'exterminer l'avant-garde révolutionnaire de la

classe ouvrière d'Espagne que de combattre le fascisme, n'a fait qu'aplanir les difficultés à celui-ci.

Le « génie » de Negrin, vanté par « l'antifascisme » de tous les pays, et particulièrement par la social-démocratie italienne du « Nuovo Avanti » (14 janvier 1939), a con-

sisté surtout à faciliter la tâche sanglante du fascisme, en lui préparant une classe ouvrière exsangue, découragée et « résignée » par les longs mois de répression féroce, avant de lui livrer le terrain « républicain » conquis en juillet 36 par l'héroïsme des milices ouvrières.

La Gauche Communiste et la fondation du P.O.U.M.

PEUT-ON dire que toutes les responsabilités de la défaite en Catalogne, incombent au gouvernement Negrin, sans tenir compte des facteurs qui ont permis la formation de celui-ci ? Non. Certes, le gouvernement Negrin a joué dans le camp « républicain » le rôle le plus sanglant et contre-révolutionnaire, puisqu'il est né de la « défaite » des journées révolutionnaires de mai 37. Mais il faut remonter aux premiers mois de la guerre civile, pour rechercher les causes fondamentales de la défaite, et de la révolution démocratique qui devait trouver sa solution dans la victoire de la révolution prolétarienne et de la guerre contre le fascisme, c'est-à-dire sur le plan de la théorie de la révolution permanente.

Ces causes ont été : la politique contre-révolutionnaire du front populaire, la présence prépondérante de l'anarchisme « apolitique »... dont les chefs se sont intégrés d'une façon totale dans toute la plus abjecte besogne des différents gouvernements formés après juillet 36, qui ont tour à tour détruit toutes les conquêtes prolétariennes, et surtout l'absence d'un véritable parti révolutionnaire marxiste, devant prendre la direction de la classe ouvrière en armes et la conduire dans la voie de la victoire de la révolution socialiste.

**

D'aucuns diront : « Mais il y avait le P.O.U.M. ?... — Oui, il y avait le P.O.U.M., qui, bien que regroupant l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat d'Espagne, et particulièrement de Catalogne, n'était qu'un parti centriste incapable d'assumer politiquement le rôle de guide révolutionnaire, parce que né d'une fusion erronée entre le Bloc Ouvrier et Paysan (comprenant à son tour des éléments petits-bourgeois du parti com-

muniste des Baléares) et la Gauche Communiste (Bolchevik-Léniniste).

A la suite de cette fusion, les membres dirigeants de l'ex-gauche communiste déclaraient que l'opposition de gauche B.-L., et particulièrement le camarade Trotsky, avaient tort de qualifier leur action de trahison.

Cependant, voici, extraite de la revue théorique de la gauche communiste espagnole : « Comunismo », numéro 14, juillet 1932, l'opinion d'Andrés Nin sur le Bloc Ouvrier et Paysan, avec lequel il devait fusionner deux années plus tard :

« La politique du Bloc ouvrier et paysan de Catalogne, n'a pas été plus cohérente (Que celle du P.C.E., n.d.l.r.).

Au fond, elle a été aussi schématique et anti-dialectique que celle du Parti communiste. Si celui-ci se basait sur les abstractions de Moscou, le Bloc se laissait emporter par les mots d'ordre plus ou moins ingénieux, mais tout aussi arbitraires, lancés par Maurin. Le résultat de ceci a été la création d'une organisation extrêmement confuse au point de vue idéologique, qui a fait un tort incalculable au mouvement communiste ». (Andrés Nin : « L'étape actuelle de la révolution et la tactique qui s'impose ».)

La fusion de la gauche communiste avec le Bloc ne pouvait donc que former une organisation encore plus « confuse » : le P.O.U.M., puisque des militants tels que Nin, Andrade, etc..., devaient abandonner la perspective révolutionnaire internationaliste bolchevik-léniniste de la révolution mondiale, pour s'adapter bon gré mal gré, eux et les militants B.-L. en formation, à la politique centriste catalaniste du nouveau P.O.U.M. dominé par la fraction Maurin.

Les journées de Juillet 36 et le problème de l'État

IL est clair que sans envisager la scission entre la fraction de gauche et la centriste, un parti comme le P.O.U.M. ne pouvait pas, après la tournure prise par les événements de juillet 36, indiquer à la classe ouvrière la

voie juste à suivre ; et la participation trois mois plus tard, du P.O.U.M. au nouveau gouvernement de la Généralité de Catalogne, ne fut ni une « particularité de la situation espagnole » ni une « collaboration à un gouvernement révolutionnaire » ni encore

une « situation que beaucoup qualifient de trahison sans en comprendre le sens », mais bel et bien ce qui s'appelle en toutes les langues : collaboration de classe avec la bourgeoisie, la petite-bourgeoisie et les couches réactionnaires à leur service : réformisme-stalinisme, collaboration qui n'était que la conséquence de toute la ligne politique opportuniste centriste et non-révolutionnaire de ce parti, désirant se maintenir dans le cadre de la légalité démocratique antifasciste.

« En Catalogne, après le 19 juillet, toutes les organisations ouvrières et républicaines incluses étaient d'accord sur une chose : c'était l'heure de la révolution prolétarienne ; la guerre et la révolution sont inséparables.

Plus tard, au mois d'octobre 1936, quand se constitua le gouvernement de la Généralité avec la participation de toutes les organisations ouvrières et syndicales, le P.O.U.M. y entra. Andrés Nin occupa le Conseil de Justice. Ce gouvernement, à sa formation, fit la déclaration suivante : La guerre et la révolution sont inséparables et la vie nouvelle se construira sur des bases socialistes. De cette ligne politique découlent plus ou moins tous ses décrets ». (Extrait de la brochure « Autour du procès du P.O.U.M. », éditée par « Independent News », 1938.)

Par conséquent, le P.O.U.M. soutient donc encore aujourd'hui, après la tragique expérience, que le décret de dissolution des Comités révolutionnaires suivi de la reconstitution du Gouvernement de la Généralité faisait partie de la « construction de la vie nouvelle sur des bases socialistes », alors que ces Comités étaient les seuls organes d'un futur pouvoir prolétarien, et constituaient une dualité de pouvoir en face du pouvoir ébranlé de la bourgeoisie. Il est impossible de croire que la fraction de gauche du P.O.U.M. l'ignorait. Comme il est absurde d'admettre que cette même fraction était persuadée qu'un gouvernement présidé par Companys, et constitué avec des éléments républicains, réformistes, staliniens, anarchistes, pouvait songer au socialisme, alors que sa première tâche fut de détruire les plus importantes conquêtes prolétariennes de juillet.

**

Dans le cours des événements qui suivirent les journées de juillet 36, tandis que la classe ouvrière était armée, et les rapports de force favorables à celle-ci, aucune organisation « révolutionnaire », ni le P.O.U.M., parti « marxiste », ni la C.N.T. - F.A.I. « anti-étatiques », n'a songé au problème fondamental, dont dépend en toutes circonstances et

en tous pays, le sort d'une révolution prolétarienne : le problème de la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la Dictature du prolétariat.

« Le 19 juillet, autant le gouvernement de Madrid que celui de Barcelone cessèrent pratiquement d'exister. Ce fut la classe ouvrière qui, pour son propre compte, organisa la lutte contre le fascisme, et l'ordre de la vie nouvelle sur des bases socialistes ». (« Independent News », Autour du procès du P.O.U.M.)

Les gouvernements « cessèrent pratiquement d'exister ». Mais l'Etat bourgeois existait-il oui ou non ? Sans aucun doute, oui, quoique ébranlé par l'ampleur inattendue des événements. Et cet Etat fonctionnait prudemment, mais fonctionnait. Les banques, les ministères, les corps armés de la bourgeoisie continuaient d'exister : la « Guardia civil » avait simplement changé de nom, mais était armée et toujours prête à défendre l'Etat bourgeois.

Et c'est en présence de l'Etat bourgeois, qu'ils avaient aidé à se ressaisir avec leur collaboration au pouvoir, que le P.O.U.M. et la C.N.T. parlaient qui de « révolution socialiste », qui de « communisme libertaire ».

Toutes les falsifications et toutes les tentatives de justification ne pourront pas effacer ceci : la marche de la révolution a été déviée dès son début par les mêmes partis qui se flattaient, en paroles, de la conduire à la victoire.

Les fautes terribles de tactique révolutionnaire et d'organisation commises par les camarades B.-L. du S.I. sur les événements d'Espagne, sont venues s'ajouter à l'incapacité, à l'opportunisme et aux trahisons de la C.N.T. et du P.O.U.M., abandonnant ainsi la classe ouvrière au destin que lui avait déjà préparé la bourgeoisie « antifasciste » qui fomentait la contre-révolution.

Dans la mesure où il leur était possible d'intervenir politiquement dans la guerre civile, les B.-L. et le S.I. ont aussi leur part de responsabilités, non en ce qui concerne la victoire immédiate de la révolution socialiste — celle-ci étant impossible à concevoir sans la présence d'un parti révolutionnaire possédant une longue tradition marxiste et une solide expérience — mais en ce qui concerne la création d'un jeune parti armé idéologiquement et capable, dans une prochaine étape, d'assumer le rôle de guide révolutionnaire du prolétariat. Cette tâche pouvait être réalisée plus facilement dans une situation révolutionnaire telle que celle de juillet 36 à mai 37, qu'actuellement, après l'étrangle-

ment de la révolution, la décimation de l'avant-garde de la classe ouvrière, et la victoire du fascisme.

**

En mars 1937, après l'exclusion du P.O.U.M. du gouvernement, « Le Soviet », né de la scission des B.-L. de Barcelone, écrivait sur le problème de l'Etat :

« Le désaccord théorique historique entre l'anarchisme et le marxisme révolutionnaire a consisté, de la part des anarchistes, à nier toute forme d'Etat, de pouvoir, de gouvernement en toute époque. Mais quelle coïncidence historique... devant la « réalité » des problèmes de la révolution, l'anarchisme et le syndicalisme anti-étatiques, anti-autoritaires, etc..., se sont convertis ; ils ont fini par admettre l'Etat et l'autorité. La gravité consiste en ce qu'ils l'ont fait, non vis-à-vis d'un Etat ouvrier ou de l'autorité de la dictature du prolétariat, mais vis-à-vis de l'Etat bourgeois, et de la dictature de la république démocratique de M. Azana. » (« Le Soviet », mars 1937, n° 6.)

Mais de leur conversion en instruments de l'Etat bourgeois et en complices du gouvernement Negrin dans les assassinats des militants révolutionnaires d'avant-garde, les dirigeants anarcho-syndicalistes préférèrent ne pas parler. Il leur est beaucoup plus aisé de faire de continuelles diversions à épisodes... sur Cronstadt (« Le Libertaire ») que de parler de leur trahison. Seul Santillan, grand théoricien de l'anarchisme espagnol et ex-ministre de la Généralité, a tenté d'expliquer (« Le Libertaire ») que ceci avait été une « erreur ». Mais la soi-disant « erreur » continue encore actuellement, et les Garcia Oliver, Vasquez, Montseny et Segundo Blanco ne se sont pas encore décidés à abandonner le gouvernement contre-révolutionnaire Negrin.

Dans le même numéro du « Soviet » on peut lire :

« Le P.O.U.M. qui se réclame du marxisme révolutionnaire et se disant lui-même la continuation du Parti bolchevik de Lénine et Trotsky en Espagne, non seulement n'a pas donné d'importance au problème de la destruction de l'Etat, mais il a fait exactement le contraire, en participant à un gouvernement de coalition,

dont la mission était de renforcer l'Etat miné de la bourgeoisie. »

Le P.O.U.M., parti marxiste, n'a pas songé que le marxisme-léninisme enseigne que la classe ouvrière doit démolir l'appareil de l'Etat bourgeois, pour construire sur ses ruines un Etat prolétarien socialiste. Il n'a pas songé non plus que le devoir d'un parti révolutionnaire était de dénoncer les dirigeants anarcho-syndicalistes, lors de leur participation au pouvoir de la bourgeoisie, comme des traîtres ayant abandonné leurs principes de dizaines d'années de lutte contre l'Etat.

Au lieu de démontrer aux ouvriers anarcho-syndicalistes trompés la trahison de leurs dirigeants, le P.O.U.M. a imploré sa propre collaboration au gouvernement, après avoir félicité les anarchistes de la leur. Plus tard, les dirigeants du P.O.U.M. ont expliqué leur participation au pouvoir en disant que le gouvernement de la Généralité constitué après les journées de juillet, était « un gouvernement révolutionnaire, puisqu'il comprenait des membres de toutes les organisations ouvrières ».

Après son exclusion du gouvernement, le P.O.U.M. a essayé de se rattraper en lançant le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier-paysan », mais sans parler de la destruction de l'Etat bourgeois... qui est la première phase de la construction d'un gouvernement ouvrier et paysan — élu par les comités, conseils ou soviets des ouvriers, des paysans et des soldats, sur la base d'une véritable démocratie prolétarienne — et seul capable de forger son arme invincible de combat contre le fascisme et le capitalisme : l'Armée Rouge.

Qu'on le veuille admettre ou non, la collaboration, qui est devenue une soumission des partis et organisations « révolutionnaires » C.N.T. - F.A.I. - P.O.U.M. au pouvoir de la bourgeoisie, a servi de premier signal à la marche en avant de la contre-révolution.

La défaite de la guerre civile sur le terrain militaire n'est actuellement que la conséquence inévitable de la défaite de la guerre civile sur le terrain social et politique, défaite favorisée par la politique contre-révolutionnaire du front populaire, et la politique confuse et opportuniste du P.O.U.M. et de la C.N.T.

La dissolution des comités, première étape de la contre-révolution

A PRES la dissolution des Comités, seuls véritables ennemis de classe de la bourgeoisie, celle-ci peut se préparer à la contre-révolution. Ses agents sont au travail. Les locaux du P.O.U.M. ont

été envahis à Madrid par les « brigades de choc » du stalinien Santiago Carrillo ; au front, les avions envoyés par Staline mitraillent les lignes du P.O.U.M. et de la « colonne Durruti ». La C.N.T. n'en souffle mot, et le

P.O.U.M. se tait pour « ne pas se prêter à la provocation ».

Le stalinisme, qui a déjà asséné un premier coup mortel dans le dos du prolétariat espagnol, en assassinant la vieille garde bolchevique, vend, après trois mois de guerre civile, des armes à la république démocratique d'Azana, et obtient en échange son intervention dans la politique du pays. Le P.S.U.C. est constitué en Catalogne, et hurle à la mort contre la classe ouvrière armée en demandant, au nom de la défense des institutions démocratiques : « un gouvernement fort, un gouvernement qui gouverne », une « Armée populaire » (« Treball », février 37), etc., etc...

Largo Caballero, alors ministre de la Guerre, président du Conseil et secrétaire de l'U.G.T. réformiste-stalinienne, déclare en mars 37 (« La Vanguardia ») : « la république espagnole conservera certainement sa forme politique d'avant la révolution ».

Les dirigeants de la C.N.T. l'approuvent en publiant cette déclaration en première page de leur journal (« Solidaridad Obrera », février 1937) et ajoute même : « notre révolution doit être espagnole et doit avoir un caractère national ».

Le P.O.U.M. lance des mots d'ordre d'alarme, « révolution en danger » ; « gouvernement ouvrier et paysan de la Généralité » (« L'Hora » du 5 mars). Nin déclare dans

La "Semaine de Mai"

FORTE de tous ces facteurs qui lui redonnent son autorité un moment menacée, la bourgeoisie charge ses sbires stalinien et réformistes de trouver un prétexte pour déclarer la guerre au prolétariat révolutionnaire de Catalogne, afin de le désarmer, l'encadrer dans la lutte pour la « démocratie » contre le fascisme..., mais surtout pour démontrer à ses alliés démocratiques de tous les pays, qu'elle est capable d'écarter le danger de révolution prolétarienne.

L'assaut de la Centrale téléphonique de Barcelone, le 3 mai 37 (précédé par d'autres provocations dans la campagne catalane, Fatarellas, etc...) par les forces de la contre-révolution, est le signal de la lutte armée.

La contre-révolution bourgeoise-réformiste-stalinienne, se heurte à une riposte farouche de la classe ouvrière :

« Avec ce premier mouvement, on est entré dans la seconde phase de la guerre civile, imprégnant à celle-ci le caractère

« La Batalla » du 5 mars : « Devant le danger de la contre-révolution, le moment de réagir est venu » ; mais sans dire que la seule façon de le faire est encore de regrouper les forces de la classe ouvrière et les mener à la lutte pour la préparation de la prise du pouvoir, la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la Dictature du prolétariat, seule capable de sauver la révolution en danger. Seule, cette politique révolutionnaire internationaliste pouvait mobiliser le prolétariat international contre la montée contre-révolutionnaire en Espagne, et le pousser à intervenir en faveur de la révolution en exigeant la levée du blocus des démocraties, et en agissant en tant que classe révolutionnaire contre sa propre bourgeoisie.

Au lieu de suivre cette voie qui était toute la clé de la victoire et de la sauvegarde de la révolution, les dirigeants du P.O.U.M. ont cru bon de faire les « anti-trotskyistes » cent pour cent, afin d'essayer d'éviter les coups de la réaction... « A la porte les « trotskystes », nous ne sommes pas « trotskystes », etc., etc..., criaient alors les membres de l'ex-gauche communiste.

Et le signal d'alarme du P.O.U.M. décrétant la « révolution en danger » n'a pas dépassé les limites des bavardages sur les « possibilités révolutionnaires » d'un tel ou tel autre gouvernement, mais sans jamais mentionner l'unique perspective révolutionnaire juste : celle de la prise du pouvoir par une seconde insurrection armée prolétarienne.

socialiste de tout le mouvement. Le mouvement commencé le 3 mai n'est pas un mouvement « antifasciste » confus et sans perspective de classe comme celui du 19 juillet 36 : ce mouvement est la lutte pour le pouvoir, entre deux classes de la société : bourgeoisie et prolétariat. La classe ouvrière est sortie de la phase confuse de l'antifascisme, des illusions et des trahisons du front populaire et est entrée dans la phase prolétarienne, socialiste de la guerre civile actuelle. La garantie de poursuivre la lutte pour le pouvoir est le fusil à l'épaule des travailleurs et la construction d'une direction révolutionnaire. » (« Le Soviet », 5 mai 1937, n° 9.)

Pendant quatre jours, le prolétariat tient les barricades, dressées contre la bourgeoisie contre-révolutionnaire et ses laquais, en dépit de n'être dirigé ni par la C.N.T., ni par le P.O.U.M., qui se battent, mais sont à la remorque de la classe ouvrière.

« La réponse magnifique faite à la con-

tre-révolution par le prolétariat en armes de Barcelone, est d'une signification profonde : la classe ouvrière a répondu avec toute sa conscience de classe, et à la bourgeoisie et ses chiens sanglants réformistes-staliniens, et à la trahison des dirigeants des partis « révolutionnaires ». Si, par manque d'une direction révolutionnaire capable, la classe ouvrière a répondu

à la provocation et a été vaincue pendant les journées de mai, elle n'en a pas moins démontré d'une façon indiscutable que les partis « ouvriers » ont perdu la confiance des masses travailleuses : la C.N.T. et l'U.G.T. ont renouvelé deux jours de suite « l'arrêt du feu » et la « reprise du travail », sans que ces ordres aient trouvé d'écho. » (« Le Soviet », juin 1937, n° 10.)

La contre-révolution bourgeoise-staliniste-réformiste du Front Populaire écrase le prolétariat dans le sang

PAR l'absence d'une direction révolutionnaire, la « semaine de mai », qui marquait la première étape de la révolution prolétarienne est réprimée dans le sang et les trahisons. Le prolétariat catalan est désarmé, les patrouilles de contrôle dissoutes, les derniers comités révolutionnaires existants sont exterminés, l'Armée populaire est constituée ; les locaux du P.O.U.M., des « Jeunesses libertaires », des « Amis de Durruti » sont saccagés. La contre-révolution prend le dessus et assassine les ouvriers révolutionnaires par centaines. Les jeunes prolétaires particulièrement, dont les récentes expériences feront des militants d'avant-garde de demain sont les plus sauvagement frappés.

Un nouvel ordre va régner... c'est celui du bonapartisme policier du gouvernement Negrin. Les chacals staliniens et réformistes crient victoire. « Le gouvernement Negrin complètera l'Armée populaire, implantera un ordre antifasciste, désarmera l'arrière-garde et l'épurera de tous les contre-révolutionnaires », dit « Treball », organe du P.S.U.C. « C'est un gouvernement contre-révolutionnaire », crie « Solidaridad Obrera », organe de la C.N.T., ce qui n'empêche pas les dirigeants anarchistes de prêter leur appui à celui-ci quelques jours après. Le P.O.U.M. demande un gouvernement Caballero « plus démocratique » ; il maintient son centrisme habituel.

Cependant Negrin se met au travail : le P.O.U.M. est mis hors-la-loi, le C.E. est mis en état d'arrestation et transféré à Madrid. Andrés Nin a disparu : on apprend bientôt qu'il a été assassiné. La répression s'abat féroce sur les groupes d'avant-garde, assassinant ou faisant « disparaître » des militants B.-L. : Tosca, volontaire depuis août 36 dans la colonne internationale du P.O.U.M. sur le front de Huesca, Moulin, Wolff, etc. Le stalinisme est intervenu de toutes ses forces dans l'étranglement de la révolution, implantant les méthodes du Gué-

péou en Espagne et préparant des procès à l'instar des « procès » de Moscou.

Cependant que le gouvernement Negrin s'ingénie à persécuter, à traquer la classe ouvrière et à étouffer la moindre opposition prolétarienne, les défaites militaires se succèdent : le mont d'Aragon s'écroule, les hordes de Franco s'emparent de Costellon, de Lerida, citadelle révolutionnaire où les militants du P.O.U.M. emprisonnés par ordre de Negrin-Prieto sont abandonnés dans les prisons ou assassinés, par les staliniens.

Commandée par les Miaja, les Rojo, Cabrera, Pozas, Burillo, généraux traîtres qui n'ont fait que suivre l'exemple de leurs prédécesseurs à la Villalba, etc., passés à Franco après avoir livré Malaga, Bilbao, les Asturies, etc., et les Modesto, Lister, agents du Guépéou qui viennent de livrer Barcelone et toute la Catalogne au fascisme, l'Armée populaire est considérablement affaiblie, non seulement par la disproportion d'armement d'avec l'ennemi, soutenu par Mussolini et Hitler, mais surtout par son manque de base et par son rôle réactionnaire au service du réformisme, du stalinisme et de la démocratie de l'impérialisme international, qui la privent du soutien de la classe ouvrière et des paysans.

Après la rupture du front d'Aragon, Negrin fait opérer le « retrait des volontaires des brigades internationales », réduisant ainsi à zéro le caractère internationaliste de la guerre civile, bien que les « Brigades internationales » commandées et organisées par le réformisme et le stalinisme des Marty-Gallo-Nenni, etc..., ne fussent plus les mêmes qui opérèrent aux fronts d'Aragon et de Madrid, aux côtés des milices ouvrières.

L'Etat-major « républicain » fait déclencher l'offensive en Estramadure alors que Franco avance, entre à Tortosa, à Tarragone et arrive aux portes de Barcelone, dont Negrin veut faire une « seconde Madrid ».

Devant la menace grandissante, la C.N.T. et l'U.G.T. lancent le mot d'ordre de mobilisation générale. « Tous aux fortifications » ; « No pasaran ».

Le P.O.U.M. lance un appel (voir « Inde-

pendent News ») dans lequel il reprend son mot d'ordre d'août 36 : « Hasta vencer o morir », indiquant ainsi qu'il a toujours été pour une politique antifasciste abstraite et rien de plus.

Le gouvernement Negrin-Guépéou livre la Catalogne révolutionnaire au fascisme

LES chefs des fronts populaires, les Cachin-Thorez, qui ont déployé toutes leurs forces pour l'écrasement de la révolution prolétarienne ; les Blum-Nenni-Attlee qui ont été avec Eden-Staline les artisans de la « non-intervention », en pleine période révolutionnaire (Blum ne s'est-il pas vanté d'avoir « laissé prendre Irun et San Sebastian »), tous espèrent au miracle de Barcelone. Mais Barcelone n'est plus la même qui repoussa le fascisme en juillet 36, elle n'est plus la forteresse révolutionnaire de la semaine de mai 37 : ses meilleurs combattants sont tombés ou sous les balles fascistes ou assassinés et emprisonnés par les sbires de Negrin-Guépéou. Le prolétariat révolutionnaire de Barcelone a été frappé à mort par la contre-révolution favorisée par les dirigeants de ses organisations de classe qui l'ont trahi, et l'ont conduit à l'abattoir qui, pour « la défense de la patrie envahie » qui pour « gagner d'abord la guerre contre le fascisme et faire ensuite la révolution », et qui pour combattre « hasta el fin » sans autre perspective que la lutte antifasciste, insuffisante aux intérêts de la classe ouvrière.

Sans combat, après des bombardements terribles, Barcelone est « tombée » et avec elle succombe toute la Catalogne révolutionnaire.

Le charlatanisme de Negrin, déclarant qu'il « sauvera la situation » parce que « la République dispose maintenant de combattants qui sont dans une forme parfaite, de matériel de guerre en abondance et de courage à revendre »... n'a pour but que de cacher aux yeux des ouvriers trompés par les belles phrases du front populaire, la banqueroute de celui-ci, que même « Le Peu-

ple » du 2 février qualifie de « débâcle ».

**

Devant l'avance du fascisme, le gouvernement Negrin-C.N.T.-Guépéou n'a pas eu la force de maintenir ses accusations infâmes d'« espionnage et de haute trahison » contre les militants d'avant-garde emprisonnés. Il a ouvert les prisons, dévoilant ainsi l'odieuse machination des amalgames staliniens, faisant partie du plan de la contre-révolution et destinée seulement à exterminer le mouvement révolutionnaire, afin d'écarter tout danger de révolution prolétarienne.

Le front populaire, érigé sur les cadavres des travailleurs révolutionnaires d'Espagne s'est décomposé. Les « héros » qui ont favorisé les plans du fascisme : Martinez Barrio, Giral, Largo Caballero (qui laissa s'organiser la provocation des « journées de mai 37 ») prennent la fuite. Les désaccords sont grands entre les membres même du gouvernement de la république démocratique. Azana demande l'armistice ; Companys se plaint de la répression exercée « par les Castillans sur les Catalans » ; Negrin, soutenu par les Hernandez-Comorera-Diaz du P.C. et du P.S.U.C., veut continuer la lutte et s'installe à Madrid.

Cette comédie de résistance désespérée de la part des étrangereurs de la révolution ne fera que prolonger encore la longue agonie de la guerre civile, sans apporter la victoire des « armes républicaines »... mais ne pourra pas faire oublier aux ouvriers du monde entier le barrage de sang qui se dresse entre la démocratie bourgeoise et ses complices réformistes, staliniens, etc... et le prolétariat révolutionnaire d'Espagne.

La politique de trahison du Front Populaire a donné naissance à la non-intervention

TANDIS que Mussolini et Hitler célèbrent la « victoire » de Franco en Catalogne, tout l'antifascisme, la II^e et la III^e Internationales, l'anarcho-syndicalisme et le centrisme, etc..., sont d'accord pour expliquer que la défaite de l'Armée populaire a été une question de manque d'armement. « L'Humanité », super-patriote, demande : « des avions et des canons pour la défense de notre frontière »

(27 janvier 39) ; Blum, qui a si « loyalement respecté la non-intervention » (« Populaire », 18 janvier 39), reconnaît aussi la supériorité d'armement des troupes franquistes ; les anarcho-syndicalistes lancent des appels signés par Mariano Vasquez et Pedro Herrera, demandant des armes (« S.I.A. », 26 janvier 39) ; « Le Libérateur » (26 janvier 39) demande « l'ouver-

ture de la frontière » ; Marceau Pivert, qui vota la « non-intervention » avec Léon Blum, en plein processus révolutionnaire en Espagne, qualifie celle-ci d'erreurs à son début, et demande « du blé et des armes » (« Juin 36 », 20 janvier 39).

Il serait absurde de penser que le manque d'armement n'a pas été une des causes de la défaite de l'Armée populaire ; mais le problème militaire doit être considéré en même temps que le problème politique, et il ne faut pas oublier l'exemple de l'Armée rouge de Lénine et Trotsky, qui vainquit les armées coalisées du capitalisme international, beaucoup plus puissantes en armements. Il ne faut pas oublier non plus que, dans le cours de la guerre civile en Espagne : Monte Aragon, Estrecho Quinto, Guadalajara, la défense de Madrid, qui ont été les seules véritables victoires du camp « antifasciste », ont été remportées par les milices ouvrières démunies d'armement en face d'un matériel fasciste plusieurs fois supérieur. Notre camarade Tosca, combattant au front de Huesca, et assassiné par le Guépéou à Barcelone, écrivait :

« Sur ce front, on occupa Monte Aragon et Estrecho Quinto alors qu'existait encore le Comité central des milices antifascistes. Cette victoire nous coûta un grand nombre de victimes, pendant dix jours de combat, mais qu'importe, l'objectif fut atteint. Il fut atteint, non par nos moyens techniques de combat, extrêmement inférieurs à ceux des fascistes, mais par notre enthousiasme révolutionnaire, parce que nous étions convaincus de lutter pour la révolution socialiste. » (« Le Soviét », n° 5, février 37).

Certes, nous sommes de toutes nos forces pour la lutte contre le fascisme et nous sommes d'accord sur la question d'envoyer des armes à l'Espagne « républicaine ». Mais il est nécessaire de préciser : à qui envoyer ces armes et dans quel but, car le mot d'ordre stalinien-réformiste : « Ouvrez la frontière » favorise les projets de guerre de l'impérialisme et prépare l'union sacrée pour la défense de la démocratie contre le fascisme. Il ne faut pas envoyer des armes à Negrin en lui faisant confiance, car ces armes lui serviront plus à persécuter le prolétariat révolutionnaire qu'à combattre le fascisme.

D'autre part, ces armes ne doivent pas être demandées à la république de M. Daladier qui emprisonne les volontaires internationaux d'Espagne et brime les miliciens espagnols dans les camps de concentration, mais doivent être envoyées par les ouvriers de France qui n'aideront efficacement les

prolétaires d'Espagne qu'avec leur action révolutionnaire de classe contre leur propre bourgeoisie.

On objectera sans doute : « mais il n'y a pas pour cela le temps nécessaire ; ce sont là des « conseils trotskystes », etc... C'est faux. Pour sauver une révolution trahie, il est nécessaire de se délimiter des traîtres et ne pas suivre leur voie qui a préparé ou facilité la défaite. Il faut envoyer des armes à l'Armée populaire, mais préparer en même temps sa désagrégation, en tant qu'armée au service de la bourgeoisie démocratique, et la remplacer par la seule armée capable de vaincre le fascisme et le capitalisme : l'Armée rouge des ouvriers et des paysans. Il faut envoyer des armes au gouvernement républicain, mais en même temps, une lutte politique sociale sans merci doit être engagée à l'arrière et au front, afin de le renverser et préparer la lutte pour la prise du pouvoir, la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan, élu par les comités d'ouvriers, de paysans et de soldats, sur la base d'une véritable démocratie prolétarienne et avec les mots d'ordre : tout le pouvoir aux comités (soviets) ; terre aux paysans ; liberté des minorités nationales, liberté au Maroc, liberté de presse, d'organisation, etc.

Cette politique révolutionnaire fera des « ravages » dans l'armée de Franco, et dans le territoire soumis à la terreur du fascisme ; elle fera relever la tête aux ouvriers ployés sous la dictature fasciste ; elle fera réveiller les instincts de classe chez les soldats, fils d'ouvriers et de paysans, trompés, qui ne tarderont pas à rejoindre leurs frères ouvriers dans la lutte commune, classe contre classe, contre le fascisme et le capitalisme.

La victoire de la guerre civile contre le fascisme ne peut pas être une victoire purement militaire, mais avant tout, une victoire sociale et politique.

« Seul le prolétariat peut lutter efficacement contre le fascisme. Il le fera en menant une guerre acharnée contre sa propre bourgeoisie, génératrice de fascisme et de guerres ; il dira : pas de front unique antifasciste avec la bourgeoisie, mais front unique de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et le fascisme. » (« Le Militant rouge », organe théorique et historique des insurrections, n° 11, novembre 1926).

Le dilemme ne peut pas être « démocratie ou fascisme » comme le soutiennent les traîtres de la II^e et de la III^e Internationales, il ne peut pas être non plus « fascisme ou socialisme » comme le soutiennent les cen-

tristes, dont la politique s'est avérée une expérience sanglante, ni encore moins « barbare ou civilisation », qui est la thèse de l'anarcho-syndicalisme, mais le dilemme de l'époque actuelle ne peut être que : capita-

lisme ou socialisme ; dictature bourgeoise ou dictature du prolétariat. Toutes les autres théories, qui ne sont que des parlottes petites-bourgeoises et opportunistes, viennent de faire faillite en Espagne.

L'anarcho-syndicalisme et le centrisme ont aplani les difficultés à la contre-révolution

SI, dans le camp antifasciste, tout le monde est d'accord pour reconnaître que la défaite de Catalogne a été la conséquence de la pénurie d'armes, aucun parti ou organisation se disant d'avant-garde (à l'exclusion naturellement des partis stalinien et réformistes de la II^e et III^e Internationales, dont les dirigeants sont désormais passés maîtres dans l'art de trahir la classe ouvrière) ne veut comprendre ou reconnaître que cette défaite est principalement due à l'absence d'une direction révolutionnaire.

Les traîtres et les opportunistes, responsables de la victoire de Franco en Catalogne s'efforcent, par des versions diverses, de dévier l'attention de la classe ouvrière mondiale.

Le stalinisme et le réformisme, qui ont été les exécuteurs de la bourgeoisie contre-révolutionnaire et les agents directs du fascisme, déclinent les responsabilités, en accusant la « non-intervention », la politique de Largo Caballero, l'action des « trotskystes » du P.O.U.M, et la cinquième colonne, etc., etc...

L'anarcho-syndicalisme reproche au prolétariat international « sa passivité » et le rend responsable de la défaite.

Le centrisme mentionne aussi cette soi-disant passivité du prolétariat international, et accuse les stalinien d'être les véritables responsables.

La vérité est toute autre : ce qui a manqué au prolétariat révolutionnaire d'Espagne, devant la trahison de ses dirigeants, a été un parti révolutionnaire capable de le diriger à la victoire, contre le fascisme et le capitalisme.

Dans tout le cours des événements de la guerre civile, l'absence du parti révolutionnaire s'est faite cruellement sentir. En juillet

1936, le P.O.U.M. et la C.N.T. - F.A.I. ont fait faillite en tant qu'organisations « révolutionnaires », en ne tenant compte d'aucune règle de la guerre civile, et en participant au pouvoir avec la bourgeoisie.

Avec l'expérience d'Espagne, la théorie de l'anarcho-syndicalisme officiel est passée de l'autre côté de la barricade, devenant l'alliée de la bourgeoisie démocratique contre la classe ouvrière.

Quant au centrisme, qui a été incapable de suivre une autre voie que celle de la trahison tracée par les dirigeants anarchistes, il s'est révélé tel qu'il est : opportuniste et impotent.

Le prolétariat révolutionnaire de Catalogne a fait, en mai 37, un suprême effort pour se dégager des chaînes qui le rivaient à la démocratie bourgeoise antifasciste et pour trouver enfin la voie de son émancipation. Il n'a pas réussi ; une fois de plus il a été trahi par les partis et organisations d'avant-garde.

La classe ouvrière de Catalogne est maintenant soumise à la terreur sanglante du fascisme, après avoir été soumise à celle de la contre-révolution de Negrin ; la « victoire » totale du fascisme dans le reste de l'Espagne n'est plus qu'une question de temps. Mais cette victoire sera momentanée. Le prolétariat révolutionnaire d'Espagne a beaucoup appris pendant ces longs mois de guerre civile. Il a été décimé, il va être traqué et assassiné par les hordes de Franco ; mais de nouvelles forces renaîtront qui le feront se relever et remporter une victoire foudroyante sur le fascisme et le capitalisme en faisant triompher la révolution socialiste.

La condition de cette victoire est la lutte pour la construction du parti révolutionnaire, qui n'a pas surgi de tous les événements de la guerre civile.

La voie juste est celle du bolchevisme : la construction de la IV^e Internationale

A PRES la tragique expérience d'Espagne, le centrisme et quelques « théoriciens » de l'anarcho-syndicalisme veulent faire semblant de réviser leur politique sur le problème du pouvoir et de l'Etat, en disant que « la prochaine fois », le

prolétariat devra démolir l'appareil de l'Etat bourgeois.

Les prolétaires d'avant-garde ne doivent pas se laisser tromper : le pouvoir ne peut être conquis, ni l'Etat bourgeois démoli que par une insurrection prolétarienne armée, di-

rigée par un parti bolchevik. Envisager la destruction de l'Etat, sans envisager le problème de la construction d'une direction révolutionnaire bolchevik-léniniste, signifie, de la part du centrisme et de l'anarcho-syndicalisme, tromper les ouvriers d'avant-garde et les empêcher de s'engager dans la seule voie juste aboutissant à la destruction de l'Etat bourgeois : celle primordiale de la construction du parti.

La tâche historique de construction des nouveaux partis révolutionnaires appartient à l'avant-garde du prolétariat, représentée à l'époque actuelle par les bolcheviks-léninistes, qui possèdent une longue tradition de lutte révolutionnaire marxiste, et qui sont les seuls continuateurs des principes de la victoire d'Octobre 1917.

Les trahisons et la dégénérescence de la II^e et de la III^e Internationales ont créé la nécessité de forger un nouveau plan de lutte, devant être l'arme de la victoire de la classe ouvrière sur ses oppresseurs. Historiquement, ce nouveau plan révolutionnaire de combat ne peut être représenté que par le programme de la IV^e Internationale.

Les crimes commis et le sabotage fait contre le programme de la IV^e Internationale par les différents secteurs du mouvement ouvrier : stalinisme, réformisme, anarcho-syndicalisme et centrisme, n'empêcheront pas le processus de construction des nouveaux partis révolutionnaires de se développer.

Les B.-L. ne failliront pas à leur tâche historique. Ils jetteront à la face de leurs adversaires d'aujourd'hui le résultat de leurs luttes de plusieurs années qui se résumeront dans la victoire de la révolution prolétarienne.

Au stalinisme et au réformisme, qui calomnient et assassinent les B.-L., nous répondrons : « Vous attaquez de toutes vos forces et par tous les moyens le programme de la IV^e Internationale, parce que ce programme est pour vous et votre politique un spectre menaçant votre emprise contre-révolutionnaire sur les masses travailleuses ».

Au centrisme, qui représente actuellement le principal obstacle pour le regroupement de l'avant-garde révolutionnaire sur des bases précises et qui ironise sur les forces de la IV^e Internationale, nous dirons : « Vous avez créé des partis numériquement supérieurs aux minuscules groupes B.-L. éparpillés dans le monde ; mais votre politique centriste a fait faillite en Espagne ; votre phraséologie « révolutionnaire » a trompé les prolétaires révolutionnaires et a empêché l'essor de l'avant-garde de la classe ouvrière vers la construction du guide de la révolution. Au-

jourd'hui encore, après la tragique expérience, votre ligne politique n'a pas été modifiée. Devant les ouvriers, vous essayez de critiquer et de ridiculiser le « trotskysme », parce que vous savez qu'il est synonyme de marxisme révolutionnaire, et parce que ceci vous fait peur. »

Quant aux B.-L., s'ils ont fait des lourdes fautes de tactique et d'organisation, gênés par la politique opportuniste du centrisme, ils sauront les corriger.

Nous répétons ce que nous avons toujours dit et que les prolétaires d'avant-garde comprendront tôt ou tard : seuls les bolcheviks-léninistes combattent à l'époque actuelle, sur un plan révolutionnaire précis : celui du regroupement des forces révolutionnaires de la classe ouvrière sur le plan de la IV^e Internationale. Seuls, les B.-L. et surtout le camarade Trotsky ont vu clair dans les événements d'Espagne ; dès août 1936, Trotsky affirmait dans « Les premières leçons de l'Espagne » que la classe ouvrière d'Espagne ne pouvait pas sortir victorieuse de la guerre civile, parce qu'il lui manquait une direction révolutionnaire.

Dans tous leurs aspects, les événements de la guerre civile lui ont donné raison, non pas parce « Trotsky est un prophète », comme le disent ironiquement les centristes, mais surtout parce que le camarade Trotsky est un marxiste révolutionnaire internationaliste

Et c'est dans la voie de la construction de cette direction révolutionnaire, qui manque au prolétariat international, que nous avons toujours lutté et luttons encore, avec Trotsky, quelquefois contre lui, mais jamais sans ses enseignements ni sans tenir compte de sa perspective révolutionnaire, qui est la seule appropriée, actuellement, à la lutte pour la victoire de la révolution prolétarienne.

Pour les B.-L. officiels, ou non-officiels, parce qu'exclus de l'organisation démunie de démocratie prolétarienne, une tâche existe, dont dépend l'avenir de toute la classe ouvrière. Il ne faut pas sacrifier cet avenir — qui, sans la présence des nouveaux partis révolutionnaires, apparaît bien sombre, — à la politique de haine, de prestige et d'autorité personnels. Cette politique a laissé la classe ouvrière d'Espagne payer de son sang les trahisons des dirigeants de ses organisations de classe, sans pouvoir se redresser. Cette même politique a eu des conséquences néfastes en France, lors de la grève du 30 novembre, qui s'est terminée par un échec, dû à l'absence d'une direction révolutionnaire. La division des rangs B.-L. dans le monde entier a créé un certain découragement chez

les militants d'avant-garde qui se sont détachés des partis de la II^e et de la III^e Internationales, et qui s'orientent maintenant vers le centrisme, malgré la politique erronée et opportuniste de celui-ci.

En présence des dangers croissants de guerre impérialiste, devant la victoire presque totale du fascisme en Espagne, devant les luttes décisives qui se préparent en France, les bolcheviks-léninistes ne doivent plus attendre. Il faut rejeter les méthodes employées jusqu'ici, qui n'ont eu pour effet que de désagréger et discréditer le mouvement pour la IV^e Internationale. Il est grandement temps de préparer un Congrès mondial de toutes les forces de la IV^e Internationale, afin de donner au prolétariat son véritable Etat-major. Un travail commun doit être réalisé entre les B.-L. officiels et les exclus, afin de pouvoir propager les idées de la IV^e Internationale, sans que les adversaires de celle-ci puissent invoquer le prétexte de la division, pour en écarter les militants d'avant-garde.

En France, le P.S.O.P. représente presque ce que le P.O.U.M. était en Espagne. La situation n'est évidemment pas la même, mais les B.-L. ne doivent pas commettre les erreurs qui se sont vérifiées en Espagne. C'est en France que se joue maintenant le sort de la classe ouvrière d'Europe. Si un parti révolutionnaire se dégage en France, la montée révolutionnaire deviendra irrésistible et atteindra les pays soumis à la dictature fasciste et en particulier l'Espagne, qui vient de faire l'expérience la plus tragique du mouvement ouvrier international.

Le seul moyen d'aider le prolétariat révolutionnaire de Catalogne et d'Espagne à se relever de sa terrible défaite, est de lutter avec acharnement pour la construction des nouveaux partis révolutionnaires dans le monde. Les bolcheviks-léninistes sauront démontrer qu'ils continueront leur tâche jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au triomphe de la révolution prolétarienne.

Le 20 février 1939.

Après la défaite

Un manifeste du P.O.U.M. aux travailleurs espagnols

LA critique marxiste exigée par ce premier manifeste du P.O.U.M. après la défaite de Catalogne, est trop importante pour n'y consacrer que quelques lignes. Dans le prochain numéro de « La Vérité » nous consacrerons à ce document toute l'attention qu'il mérite, puisqu'il reflète la « nouvelle » ligne que le C.E. se propose d'adopter.

Il est cependant utile de dire tout de suite, que deux années et demie de guerre civile n'ont pas obscurci la mémoire des ouvriers révolutionnaires au point de leur faire « oublier » que les Comités, les collectivisations et toutes les autres conquêtes révolutionnaires, n'ont pu être « liquidés », exterminés par la bourgeoisie démocratique, que grâce à l'appui prêté à celle-ci par les directions des organisations : C.N.T. - F.A.I. - P.O.U.M.

Si le C.E. du P.O.U.M. met en garde les travailleurs d'Espagne contre « leurs chefs ouvriers » qui les ont trompés, il devrait aussi reconnaître ses propres responsabilités et ajouter que le P.O.U.M. se trouvait, lui aussi, à la direction de la classe ouvrière...

Il n'est pas suffisant de dire que la politique du Front populaire a préparé les conditions pour la défaite, en « oubliant » d'indiquer que le P.O.U.M. se trouvait lui aussi dans le premier Front populaire, côte à côte avec les Caballero, Araquistain, Garcia Oliver, Azana et les agents du Guépéou qui ont laissé progresser la contre-révolution aboutissant à la semaine sanglante de mai 37.

Aujourd'hui, le journal du P.S.O.P. publie une lettre d'Araquistain qui est toute une tentative de justifier la politique du gouvernement Caballero, le gouvernement responsable de la contre-révolution, et qui a facilité le travail du Guépéou stalinien en Espagne, etc. Araquistain et Caballero ont été les alliés du stalinisme et de la contre-révolution en Espagne ; ils ne peuvent en aucune façon être justifiés et ne méritent que le mépris et la haine du prolétariat révolutionnaire.

Si le P.O.U.M. a été persécuté, il l'a été pour d'autres raisons que pour celles d'avoir pratiquement défendu les intérêts de la classe ouvrière ; le P.O.U.M. n'a « dénoncé » la contre-révolution, qu'après avoir facilité la marche de celle-ci en participant au pouvoir de la bourgeoisie contre-révolutionnaire, et après en avoir été chassé.

Quant à la thèse de la possibilité de défense de Barcelone (thèse que l'on retrouve dans les « reportages » de la « Lutte Ouvrière »), elle indique toute une ligne politique sans principes et d'aventurisme confondant les problèmes de la révolution prolétarienne avec la stratégie militaire la plus inconsciente.

Le document du C.E. du P.O.U.M. fait ressortir aussi l'accueil de « la France ouvrière et paysanne », etc...

Le C.E. du P.O.U.M. ignore-t-il que les ouvriers et les paysans de France sont trompés et trahis par les partis des deux Internationales, et que pour bon nombre de raisons ils n'ont pas pu intervenir ?

Probablement que les dirigeants du P.O.U.M. mesurent la solidarité prolétarienne à travers leur personne, et qu'ils considèrent les milliers de détenus, persécutés, les milliers de miliciens renvoyés à Franco, les centaines de morts de faim et de froid dans les camps de concentration, comme étant « reçus à bras ouverts »...

L'exemple de la tragédie des révolutionnaires d'Espagne, jetés dans les camps de concentration, brimés et traqués, sans que la classe ouvrière de France puisse intervenir, est un problème qui doit faire réfléchir les militants d'avant-garde.

Dans toute son activité politique, le centrisme a

fait faillite en Espagne. La tâche de l'avant-garde révolutionnaire consiste plus que jamais à construire l'Etat-major de la révolution, le Parti, sur le programme de la IV^e Internationale, qui, seul, donnera à la classe ouvrière la possibilité d'intervenir comme le facteur principal et décisif.

Parler de victoire, comme le fait encore le C.E. du P.O.U.M., en continuant la même politique désastreuse qui a caractérisé ce parti pendant tous les événements de la guerre civile, et sans indiquer la seule voie juste à suivre, signifie tromper une fois de plus la classe ouvrière et empêcher le nouveau regroupement des forces révolutionnaires.

Voici le manifeste du P.O.U.M. aux travailleurs d'Espagne :

Camarades,

VOUS avez été battus, mais non vaincus. Les travailleurs espagnols ont lutté comme des lions pendant deux années et demi, contre un ennemi formidablement supérieur en moyens matériels. Cependant vous avez su résister et même contre-attaquer. Les fascistes espagnols et leurs alliés italiens et allemands savent très bien de quelle façon se bat le prolétariat espagnol ; ils le savent parce qu'ils l'ont senti dans leur propre chair. Ils ont été vainqueurs, mais ils ont payé chèrement leur triomphe.

Leur règne ne durera pas longtemps ; la revanche viendra bientôt. Vous avez laissé pour toujours, en Espagne, beaucoup de vos frères d'exploitation et de lutte ; certainement aussi beaucoup d'amis et de parents ; cependant, rappelez-vous que le prolétariat n'a pas de patrie. Vous n'en avez jamais eu. La classe ouvrière est fille du Monde.

La France ouvrière et paysanne vous a accueilli les bras ouverts, organisant un mouvement de solidarité d'une ampleur sans précédent. Le prolétariat de tous les pays se mobilise aussi pour vous apporter l'aide que la solidarité révolutionnaire internationale exige. Cette solidarité ne vous manquera en aucune occasion, de même que pendant la guerre vous avez compté avec la sympathie active de la classe ouvrière mondiale.

Franco a déjà transformé Barcelone en une immense potence où sont exécutés chaque jour d'excellents militants. Il est avide du sang du prolétariat catalan qui, tant de fois, fit mordre la poussière à la bourgeoisie. Nous connaissons tous l'ambition des franquistes de dévorer Barcelone ouvrière.

Et Barcelone est tombée sans résistance. Barcelone, et avec elle toute la Catalogne ont été livrées par le gouvernement Negrin aux hordes de Franco. Barcelone a été livrée parce qu'on n'organisa pas la défense, parce que le gouvernement l'évacua tandis qu'existaient encore de grandes possibilités de résistance, parce qu'il n'adopta aucun moyen effectif pour contenir l'avance.

Rappelez-vous des journées de juillet 36 et des dernières journées vécues à Barcelone. Le 19 juillet, dans un effort impulsif, le prolétariat en armes

vainquit les militaires soulevés. Ce fut le prolétariat, uniquement la classe ouvrière consciente, qui en finit rapidement avec le soulèvement et passa en fait à la direction.

En peu de temps, la contre-révolution réalisa des progrès formidables. En Espagne, la contre-révolution s'est appelée Front populaire. Elle liquida les Comités ouvriers, annula les collectivisations, rétablit les privilèges, persécuta et emprisonna les meilleurs éléments prolétariens, etc., enlevant tout contenu de classe à notre lutte.

Le P.O.U.M. a toujours dénoncé la contre-révolution. Pour ce fait, le P.O.U.M. a été persécuté. Le P.O.U.M. a été calomnié, accusé d'espionnage, dissous. Mais le P.O.U.M. a toujours défendu vos intérêts, la révolution prolétarienne.

La défaite ne peut faire naître chez vous ni découragement, ni désespoir. Vous devez vous armer du désir de revanche. Cependant vous devez aussi réussir à en tirer les enseignements politiques.

Ce n'est pas seulement le manque d'armements, qui a été à l'origine du désastre. C'est la politique du Front populaire qui a préparé les conditions pour la défaite.

Depuis le 14 avril 1931, on vous a demandé votre vote, pour vous trahir ensuite ; depuis le 19 juillet 1936 on vous a demandé votre vie pour vous conduire enfin à la défaite. Vous vous êtes laissés diriger par des ennemis de votre classe parce que vos chefs ouvriers vous ont trompés.

L'expérience a été trop grande pour que vous n'ayiez pas appris. L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Mais la lutte des travailleurs doit être aussi uniquement pour la défense de leurs intérêts exclusifs de classe.

Le P.O.U.M. ne promet pas de vous donner la victoire, parce que ceci dépend surtout de vous ; mais il vous indique le chemin de la victoire et il promet de ne reculer devant aucun sacrifice pour l'obtenir.

Adhérez à notre Parti, pour lutter pour le prochain triomphe de la révolution dans notre pays.

Le Comité Exécutif du P.O.U.M.

PETROGRAD SE DÉFEND !

Février 1939, Barcelone est tombée sans combat. Vingt ans auparavant, les troupes blanches menaçaient Pétrograd. A Barcelone était au pouvoir la bourgeoisie appuyée par le réformisme, le stalinisme, l'anarchie ; la révolution prolétarienne était écrasée, la démocratie se livrait ignominieusement au fascisme.

Petrograd 1919. Le pouvoir appartient aux Soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats, dirigés par une organisation révolutionnaire clairvoyante et audacieuse. Le parti bolchevik charge Trotsky de la défense de Pétrograd. Il y arrive avec son célèbre train, donne immédiatement sous la forme de l'appel que nous publions ci-dessous les conseils pour la résistance, s'adresse aux ouvriers de Poutiloff (le Renault pétersbourgeois) qui, par milliers, prennent les armes. La bataille sera livrée devant Pétrograd, Youdenitch sera écrasé.

Pétrograd 1919 - Barcelone 1939. La distance entre le bolchevisme et... tout ce qu'on voudra ; la distance entre la victoire sur le capitalisme et la capitulation devant ses bandes.

I L ne s'agit pas seulement de défendre Pétrograd, mais d'en finir une fois pour toutes avec l'armée du nord-ouest.

A ce point de vue, il serait plus avantageux pour nous, sous le rapport purement stratégique, de laisser les bandes de Youdenitch envahir la ville, car il n'est pas difficile de faire de Pétrograd un guet-apens formidable pour les troupes blanches.

Pétrograd n'est ni Yambourg, ni Louga. La capitale septentrionale de la révolution ouvrière occupe une superficie de 91 verstes carrées. Elle renferme près de 2.000 communistes, une importante garnison et des ressources immenses, presque inépuisables, en génie et en artillerie.

Une fois entrés dans cette ville géante, les gardes-blancs se trouveront dans un labyrinthe de pierre dont chaque maison sera pour eux soit une énigme, soit une menace, soit un danger mortel. D'où leur viendront les coups ? Des fenêtres ? Des greniers ? Des caves ? Des coins de rues ? De partout. Nous possédons des mitrailleuses, des fusils, des revolvers, des grenades à main... Nous pouvons encercler certaines rues d'un réseau de fils de fer barbelés, laisser ouvertes certaines autres qui

seront autant de guet-apens. Il suffit pour cela de quelques milliers d'hommes fermement décidés à ne pas rendre Pétrograd.

Quelles sont les forces de l'adversaire? Admettons qu'ils soient 5.000, 10.000 même. Ils ne pourront avancer dans les rues ni en masses compactes ni en colonnes déployées. Ils devront se diviser en petits groupes et détachements qui, dépourvus de liaison régulière, se perdront dans les rues de Pétrograd, environnés de dangers de toutes parts.

Tout l'appareil de liaison intérieure demeurerait entre nos mains. Occupant une position centrale, nous rayonnerions du centre à la périphérie en portant chaque fois nos coups sur le point le plus important. Nos forces seraient décuplées par la possibilité d'exécuter des mouvements continuels et l'abondance de moyens de transport. Chaque combattant se sentirait soutenu par une base bien organisée et un grand nombre de réserves mobiles.

Même si les blancs réussissaient à amener de l'artillerie à une distance assez rapprochée de nos fortifications, ils n'obtiendraient aucun résultat. Le bombardement de Pétrograd pourrait évidemment endommager quelques édifices, tuer un certain nombre d'habitants, de femmes, d'enfants. Mais les quelques milliers de combattants révolutionnaires dissimulés derrière les fils barbelés, les barricades, dans les caves ou dans les greniers ne courraient qu'un risque insignifiant par rapport à l'ensemble des habitants et au nombre des obus lancés.

Par contre, chacun des blancs qui pénétrerait dans la ville serait directement exposé aux coups dirigés par les défenseurs de Pétrograd de derrière les barricades, les fenêtres, les coins de rues.

En ce cas, les cavaliers offrirait une cible plus étendue et leur cheval constituerait pour eux une charge embarrassante.

Il suffirait de deux ou trois jours de combats de rues pour transformer les envahisseurs en un troupeau de lâches terrifiés et abrutis prêts à se rendre isolément ou par groupes à des passants inoffensifs et même à des femmes.

Il importe avant tout de résister au premier choc. On a dit depuis longtemps qu'une grande ville est une grande panique. Sans doute, il existe à Pétrograd un grand nombre de résidus petits-bourgeois et serviles à l'ancien régime, sans volonté, sans énergie, sans idéal, sans courage. Ces mollusques humains ne sont capables de rien par eux-mêmes. Mais, au moment critique, il leur arrive de faire boule de neige en répandant autour d'eux les émanations de la panique grégaire dont ils sont saturés.

Heureusement pour la révolution, il existe aussi à Pétrograd des hommes d'une trempe et d'un esprit tout différents : ce sont les prolétaires avancés et, en premier lieu, la jeunesse consciente de la classe ouvrière. C'est à ces éléments qu'a été confiée la défense intérieure de Pétrograd ou, plus exactement, la destruction des bandes blanches, si elles avaient l'intention de forcer les portes de la capitale prolétarienne.

Certes, les combats de rues ne se passent pas sans quelques sacrifices, sans la destruction de quelques trésors de la civilisation. C'est là une des raisons qui obligent l'état-major à prendre toutes les mesures propres à empêcher l'ennemi d'arriver sous les murs de Pétrograd. Mais si nos troupes se trouvaient impuissantes à remplir cette tâche et ouvraient à l'envahisseur la route de la capitale, cela ne marquerait nullement la fin de la lutte sur le front de Pétrograd. Au contraire, cette lutte se ferait plus concentrée, plus acharnée, plus décisive. Les blancs assumeraient alors toute la responsabilité de la mort de victimes innocentes et des ruines inutiles. Pour nous, la destruction complète des bandes du nord-ouest serait le prix de notre lutte énergique, intrépide, sans merci dans les rues de Pétrograd.

Prépare-toi, Pétrograd !

L'histoire témoigne que les journées d'Octobre ont été plus d'une fois de grandes journées pour toi. Cette fois, la destinée t'invite à inscrire une nouvelle page, la plus glorieuse peut-être, dans l'histoire de la lutte prolétarienne.

16 octobre 1919.

L. TROTSKY.

CRISE...

DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS ET DU MOUVEMENT OUVRIER EN FRANCE

PIERRE FRANK

PENDANT ces dernières années, le capitalisme français s'est heurté à trois ordres de difficultés principales, reliées entre elles par les conditions dans lesquelles se débat cet impérialisme. Il a subi de lourds échecs sur le plan international (Anschluss, Espagne, Tchécoslovaquie...) et est menacé d'échecs plus lourds encore (Tunisie, Djibouti...) ; il est acculé financièrement et recourt, provisoirement, à des solutions sans efficacité, qui ne lui éviteront pas demain des solutions extrêmement rigoureuses ; et pour appliquer celles-ci, il doit mener une lutte acharnée contre les travailleurs de ce pays qui, depuis juin 36, malgré les trahisons dont ils ont été l'objet, et la défaite du 30 novembre 1938, ne sont pas revenus à un état de soumission permettant de les réduire aux conditions d'existence nécessaires au capitalisme pour obtenir une production à bon compte.

Un examen rapide de ces trois aspects de la crise du capitalisme français doit d'abord mettre en relief la condition qui donne à la crise du capitalisme français dans la crise mondiale ses aspects spécifiques.

A son deuxième, comme à son troisième Congrès, le Parti Communiste Internationaliste avait défini la situation en France comme « révolutionnaire, c'est-à-dire devant se terminer par la victoire de la révolution prolétarienne ou de la contre-révolution fasciste, et comme étant dominée par le danger de guerre ». C'est sans aucune réticence que la bourgeoisie française fait aujourd'hui dépendre toute son activité de la menace de guerre.

Nous examinerons donc en premier lieu la situation de la France au point de vue inter-

national ; puis nous aborderons la politique économique de l'impérialisme français ; en dernier lieu nous donnerons un aperçu du mouvement des masses et de l'état de la classe ouvrière.

Le problème de la guerre qui domine le développement de toutes les nations, occupe en France une importance d'autant plus lourde qu'il s'y combine à une crise sociale d'une profondeur qui n'avait jamais été connue depuis la grande Révolution française.

Si la crise de l'impérialisme allemand, avant 1914, puis de 1918 à ce jour, trouvait son origine dans les entraves politiques, les barrières nationales qui nuisaient à un fonctionnement normal (dans le cadre capitaliste) de ses forces productives, la crise de l'impérialisme français a, au fond, un point de départ strictement inverse : les forces productives de l'impérialisme français, usé, déclinant, se montrent trop faibles pour supporter sans difficultés les obligations de son rang politique dans l'Europe et dans le monde.

Le déclin de l'impérialisme français s'était déjà manifesté avant 1914. Son caractère usurier avait été souligné (voir Lénine, « L'Impérialisme »). Le caractère foncièrement réactionnaire de sa politique en était la conséquence.

La guerre de 1914-1918 sembla apporter un terme à cette décrépitude lente et sans gloire, comme le fut celle de l'Espagne. La victoire militaire, le traité de Versailles qui en fut la conséquence première, mit un carcan au cou de l'impérialisme allemand et donna à la France la première place sur le continent. Il donna ou plutôt sembla donner,

car l'impérialisme français devait sa victoire au concours de l'Angleterre et des Etats-Unis. A cette époque, l'impérialisme français se croyait tout possible en Europe, où il s'exerçait à jouer le rôle de gendarme.

Dans ses premières années, dans sa période glorieuse de clairvoyance marxiste et d'élan révolutionnaire, l'Internationale Communiste dévoilait l'état réel de l'impérialisme français, exposait les contradictions essentielles de celui-ci et annonçait l'inévitabilité de la crise de régime. C'est ainsi que le Manifeste du deuxième Congrès de l'Internationale Communiste (1920) s'exprimait dans les termes suivants :

« Enivrée par son chauvinisme et par ses victoires, la bourgeoisie française se voit déjà maîtresse de l'Europe. En réalité, jamais la France n'a été à tous les points de vue dans une dépendance plus servile vis-à-vis de ses rivales plus puissantes, l'Angleterre et l'Amérique. La France prescrit à la Belgique un programme économique et militaire, et transforme sa faible alliée en province vassale, mais vis-à-vis de l'Angleterre, elle joue, en plus grand, le rôle de la Belgique. Pour le moment, les impérialistes anglais laissent aux usuriers français le soin de se faire justice dans les limites continentales qui leur sont assignées, faisant ainsi retomber sur la France l'indignation des travailleurs de l'Europe et de l'Angleterre même. La puissance de la France, saignée à blanc et ruinée, n'est qu'apparente et factice ; un jour plus tôt ou plus tard, les social-patriotes français seront bien obligés de s'en apercevoir. »

Quand la III^e Internationale faillit à sa mission révolutionnaire et devint une agence mondiale de la bureaucratie soviétique, suivant les besoins de cette bureaucratie, la France « était entrée des deux pieds dans la troisième période » (Molotov, 1929) (1), pour finir par devenir un Etat dont « M. Staline reconnaît qu'il doit accroître sa puissance au niveau des nécessités de sa défense nationale » (mai 1935). Il n'est plus question de révolution, mais de la démocratie à perfectionner et principalement dans le sens de la réalisation de sa mission historique dans le monde (voir Congrès d'Arles, 1937). Pendant ce temps, les bolcheviks-léninistes, d'abord comme fraction de la III^e Internationale, puis comme partisans de la IV^e In-

ternationale, ne manquèrent pas de montrer combien l'analyse du deuxième Congrès de l'Internationale Communiste se vérifiait au fur et à mesure que, le rapport des forces se modifiant dans le monde, l'Allemagne brisait successivement les clauses du traité de Versailles.

C'est à dater du 7 mars 1936, lorsque l'Allemagne hitlérienne remilitarise la rive gauche du Rhin, du jour où « Strasbourg fut à nouveau à portée des canons allemands », que la crise qui avait ébranlé la France comme tous les autres pays, y empoigna littéralement toutes les couches de la population, que chacun comprit qu'une situation nouvelle existait, dont l'issue était incertaine.

**

Quelle situation ?

Rien n'est aussi dégoûtant que le chauvinisme des Thôrez, Gitton, Duclos et autres agents stipendiés du Guépéou, soufflant dans le clairon de Déroulède. La bureaucratie soviétique a empiriquement adopté cette politique (pour avoir un allié qui ne connaisse pas la lutte de classes), mais son empirisme lui a fait appuyer sur une touche d'une sensibilité particulière dans la période présente : la nation française ne peut plus tenir la place d'une grande puissance. L'avenir laisse prévoir la perte d'une partie très importante de l'empire colonial. Déjà la France n'a plus la possibilité de mener une politique extérieure propre. Elle est si bien à la remorque de la Grande-Bretagne que Mussolini, avec une certaine apparence de raison, pouvait dire de la France que c'est un « dominion ». La France ne pourrait rompre avec l'Angleterre qu'à condition de se mettre à la remorque d'une autre puissance, par exemple l'Allemagne.

Il n'y a pas d'exagération à dire que le problème posé est celui de l'existence indépendante de la nation française. Bien entendu, ce n'est pas une colonisation à la manière des Indes ou de l'Indochine, ni une annexion à la manière de l'Autriche qui sont prévisibles. Mais ce qui attend la France dans le cadre d'un monde capitaliste, c'est une place de second ordre, telle l'Espagne ou certaines nations balkaniques, dans la gamme des Etats impérialistes.

Une telle « rétrogradation » implique une formidable réduction du niveau de vie de toutes les classes, plus particulièrement des classes travailleuses des exploités de la ville et de la campagne, réduction qui doit être imposée par la violence des armes. La cause la plus profonde de la rupture de l'équilibre

(1) Période où l'insurrection armée était à l'ordre du jour.

social, celle qui aura l'action la plus persistante, c'est précisément la résistance de la nation devant un tel sort, c'est la tentative de trouver une solution assurant au moins la conservation du niveau de vie existant.

**

Chacun à leur façon, les partis « français », depuis l'extrême-droite jusqu'au Parti communiste que l'inertie situe encore à l'extrême-gauche, ont exprimé et cette crainte devant l'avenir et une velléité de se défendre. Dans les débats au Parlement sur la politique extérieure, d'un orateur à l'autre, la même préoccupation se retrouve, que ce soit chez Flandin qui détaille les faiblesses de la France, ou chez P. Reynaud qui se dresse sur ses ergots pour affirmer théâtralement : « La France ne démissionnera pas ». On n'a que l'embarras du choix quant au cri de détresse.

Mais autre chose est d'apporter une solution. Et pour cause : dans la jungle capitaliste, c'est la raison du plus fort, économiquement, techniquement, qui l'emporte : l'Angleterre a dû céder la première place dans le monde aux Etats-Unis, et son déclin n'est pas achevé ; la France, elle aussi, devra céder du terrain.

**

Dans la situation révolutionnaire où se trouve la France, l'organisation qui a le plus contribué à arrêter la marche du prolétariat, à démoraliser les travailleurs, à fausser en eux tous les critères de classe, le Parti Communiste, avait fait sa fortune politique dans le Front Populaire en se présentant à la fois comme le meilleur défenseur de la nation et le meilleur défenseur des ouvriers dans la nation, le tout en conservant le statut capitaliste. C'est par rapport à ce programme que se manifeste la faillite complète du stalinisme sur tous les plans, et cela précisément parce qu'il a rompu avec le programme de la révolution prolétarienne.

Le Parti Communiste français (comme les autres sections de l'Internationale Communiste) avait abandonné la lutte pour les soviets, pour la dictature du prolétariat, la préparation de l'insurrection armée, afin de lui substituer la défense de la nation, de l'indépendance de la nation. Et, dans ce cas, aux moments décisifs, ce n'est plus la bureaucratie de Moscou qui commande, mais le grand capitalisme français. C'est pourquoi, depuis

des mois, à chaque aggravation de la conjoncture, à chaque moment important, non seulement le Parti communiste n'a pu entraîner la bourgeoisie sur sa politique extérieure, mais il a dû soit accorder la confiance aux gouvernements qui pratiquaient la politique opposée, soit se satisfaire d'une protestation verbale. Le Parti communiste ne lutte plus pour la révolution prolétarienne, il veut maintenir l'impérialisme français, il est donc solidaire des serviteurs de l'impérialisme pour entraîner la nation dans la ruine.

Il n'y avait là nul paradoxe ; la lutte pour l'indépendance de la nation dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, passe, comme la théorie de la révolution permanente nous l'enseigne, par la lutte pour la dictature du prolétariat.

Certes, on ne peut répéter mot à mot ce que nous avons défendu pour la Chine ou l'Indochine, ce que nous défendons pour l'Afrique du Nord, pour la France. Il n'y a pas d'impérialisme chinois ou indochinois ou nord-africain ; par contre il y a un impérialisme français qui exploite féroce ment l'Indochine ou l'Afrique du Nord.

Cet impérialisme est en plein déclin. Il devra perdre une bonne partie de son empire. Il en résultera donc une situation économique très aggravée dans la métropole de cet empire. La bourgeoisie française résistera, défendra ses positions plus ou moins énergiquement. Mais sa résistance sera limitée par la crainte des travailleurs, de la révolution prolétarienne ; elle acceptera une place de second rang plutôt que de risquer la perte de ses profits. Elle acceptera donc de ne pas avoir une véritable « indépendance nationale » afin d'avoir un appui contre la lutte révolutionnaire du prolétariat.

Seule la révolution prolétarienne pourra mettre un terme à cette situation : d'abord en anéantissant l'impérialisme français, en libérant les peuples opprimés par celui-ci, ensuite en faisant de la nation française un des éléments d'une Fédération des nations socialistes d'Europe. En délivrant les peuples opprimés par l'impérialisme français, les travailleurs de France auront œuvré à leur propre libération.

Ils auront, dans cette Europe ravagée, déchiquetée, réduite à la misère par la division provoquée par les frontières entre Etats nationaux bourgeois, ouvert à nouveau la voie de la révolution prolétarienne ; la voie des Etats-Unis socialistes d'Europe, seule garantie de paix et d'un renouveau économique.

La politique économique de l'impérialisme français

Le déclin de l'impérialisme français se manifeste depuis des années dans sa crise financière. Comme partout, le budget traîne le lourd boulet des armements. Mais le budget porte aussi de lourdes charges subsistant de la guerre précédente (dettes intérieures : pensions, retraites, amortissements, charges des emprunts..., et dettes extérieures : emprunts à l'Angleterre et aux Etats-Unis). L'impérialisme français a accordé des prêts à plusieurs puissances, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie, Pologne, mais il n'en tire aucun revenu financier, et même le profit politique en est aujourd'hui perdu ou des plus aléatoires. Même avec beaucoup d'aménagements, les colonies peuvent n'améliorer qu'extrêmement peu la situation économique de l'impérialisme français (encore faudrait-il qu'il n'y ait aucune crise politique : en Afrique du Nord, la crise sociale agit en sens absolument contraire).

Ce qui lui a créé des difficultés formidables, ce sont les conquêtes arrachées par la classe ouvrière en juin 36. Pour reconquérir le terrain perdu, le capitalisme n'a pas hésité dans bien des occasions à accentuer la désorganisation de son économie ; mais il n'y a là que des mesures limitées, à objectifs précis, restreints.

Dans les couches dirigeantes de l'impérialisme français, tout un système de mesures a été et est envisagé ; le mode de réalisation, les gens chargés de le faire sont matière à contestation. Mais l'ensemble des mesures a pour la première fois été rassemblé dans un document présenté par Blum au Parlement. Dans l'exposé des motifs par lesquels Blum sollicitait les pleins pouvoirs, l'importance de la question de la « défense nationale » a été à nouveau soulignée avec une insistance toute particulière. Le bruit fait autour de certaines des mesures prévues visait à peine ces mesures. La bourgeoisie voulait le remplacement du ministère Blum, la rupture du Front populaire au Parlement, l'orientation vers un « gouvernement de salut public ». Le bruit ainsi suscité a permis que la critique des mesures prévues soit effectivement escamotée, notamment dans la presse dite ouvrière.

Or, le plan proposé par Blum, c'est celui que suivra, à quelques variantes secondaires près, l'impérialisme français. Le plan soumis par Blum, c'est celui d'une économie de guerre. L'aveu en est fait sans aucun détour. On y trouve même une apologie de l'économie de guerre allemande, de l'autarcie du Dr Schacht et du maréchal Goering.

La presse bourgeoise s'est bien gardé de relever ce passage, comme elle s'est bien gardé, en général, de mettre en cause les principales mesures du plan. Pas vous, a-t-elle dit à Blum.

Quant aux principales mesures elles-mêmes, elles sont bien celles d'une économie de guerre :

Maintien de l'encaisse-or. — Le marché des devises étrangères est strictement limité aux nécessités du commerce extérieur — celui-ci devant être profondément transformé par une révision totale des tarifs douaniers et la dénonciation de nombreux traités commerciaux — repliement sur « l'empire français », politique que plusieurs mois après Daladier en dépit des critiques de Blum, s'efforce de mener.

Ainsi donc, avec l'extérieur des rapports réduits au strict minimum vital, il reste à trouver dans la propre substance de la nation les forces pour assurer le programme de réarmement.

Le prélèvement sur le capital ? La mesure n'a absolument rien de socialiste ; il n'y a aucune expropriation des expropriateurs au bénéfice de la société ; il y a un simple sacrifice demandé à ceux dont il s'agit de défendre le restant de leur propriété. Blum accordait des délais, des latitudes d'estimation du capital, des avantages ; il se montrait même, sur ce plan, beaucoup plus timoré que Mussolini ou Hitler ne l'ont été. La bourgeoisie a commencé avec Reynaud par une mesure frappant plus rapidement les travailleurs, la contribution des 2 %.

Blum proposait aussi l'inflation. Mais pas seulement l'inflation de la planche à billets, trop grossière, qui pourrait faire cabrer. La principale inflation devait consister dans des traites tirées sur l'Etat, au début sur les travaux du plan d'armements, ensuite sur tous travaux d'Etat, et très probablement enfin, sur la lune, simplement pour dissimuler l'impossibilité d'assurer les échéances. Inflation sans aucune limite ; les traites s'accumuleront par paquets.

Le capitalisme français n'a pas voulu, semble-t-il, laisser courir à la catastrophe le franc, cette monnaie que l'économie bourgeoise présente comme le symbole de la stabilité et de la richesse. Reynaud a commencé par faire une certaine « déflation » des dépenses et surtout par une déflation masquée des salaires. Mais cette mesure n'a pas été dictée par des considérations doctrinales. Demain il jettera par-dessus bord

ses doctrines économiques et pratiquera, par nécessité, l'inflation, car le capitalisme sait bien que ses doctrines économiques ne sont que jeux d'universitaires pédants. Et il sait aussi que la seule source de richesses nouvelles, c'est le travail, il sait que toutes ses combinaisons sur la monnaie sont des moyens de dépouiller le travailleur de la part du produit fabriqué qu'il lui laisse.

Aussi, la plus importante mesure pour assurer la défense du capital, c'est l'allongement de la semaine de travail, la suppression des 40 heures arrachées par les travailleurs en juin 36, lors de l'occupation des usines.

Les luttes ouvrières et la résistance au "plan français"

Rarement on vit une confusion politique comparable à celle d'aujourd'hui. La tendance à l'union nationale s'accompagne, dans et contre cette union, à une pléthore de groupements, de systèmes, de publications. Nous laissons ici de côté tout ce qui est pour l'union nationale.

La tentative d'union sacrée entreprise par Blum le jour où Hitler effectuait l'Anschluss fut repoussée par la bourgeoisie parce que « prématurée » ; on n'était pas encore au « 2 août ». Parce qu'on n'était pas encore au « 2 août », à côté des marxistes révolutionnaires, des bolcheviks-léninistes, seuls opposants irréductibles véritables à l'union nationale, se rencontre un grouillement d'oppositions à l'union sacrée. Ces oppositions ne sont fortes ni par leur clairvoyance, ni par leur cohésion politiques ; ce sont plutôt le produit de réactions sentimentales, d'une crainte d'un anéantissement total. Aussi trouve-t-on toute une bigarrure de groupes et de personnes « anti-guerre » qui possèdent des recettes plus ou moins mirifiques (1), mais qui ne voit que ce qui a le plus contribué à prolonger la paix, ce fut la poussée ouvrière en France, les occupations d'usines, les grèves qui ont affaibli l'impérialisme français, qui lui ont valu ainsi qu'à son allié anglais, de lourdes défaites à Vienne, puis à Prague, luttes qui avaient réveillé des espoirs dans les masses travailleuses d'Italie, luttes qui, si elles n'avaient pas été brisées,

(1) La plus à la mode, en l'année 1938, fut l'embarco sur le pétrole, le mazout et autres combustibles liquides, à destination des pays totalitaires. On ne peut pas toujours prêcher l'enseignement universel de l'esperanto ou la suppression de l'enseignement de l'histoire des guerres, comme moyen d'assurer la paix universelle. Quelle recette mirifique apportera 1939 ?

Toute la logomachie de Blum, des dirigeants du Front populaire, d'un Daladier ou de qui que ce soit, ne pourra faire des miracles. Pour faire des obus, des canons, des tanks, des avions, des masques à gaz, des abris, au moment où il n'y a pas d'argent dans la caisse de l'Etat et où l'on ne veut pas toucher à la propriété capitaliste, il n'y a qu'une solution : faire travailler les ouvriers tant et plus, et les payer en monnaie de singe. Le capital recevra du travail effectif, il paiera avec une monnaie dont il diminuera la valeur par ses combinaisons fiscales, douanières, etc...

auraient ranimé la lutte de classes en Allemagne ?

Dans la mesure où les oppositions à la guerre ne se tournent pas vers la IV^e Internationale, vers la « bête trotskyste », où elles ignorent la lutte ouvrière dans l'entreprise, la bourgeoisie française ne leur accorde qu'une médiocre attention. Ce qu'elle a voulu éviter à tout prix, ce fut un renforcement, une solidification des liens politiques et d'organisation entre la lutte de la grande masse ouvrière dans les usines et le programme de la IV^e Internationale.

Une marche directe au fascisme, un coup de force à la Franco ou du genre du 6 février 1934 présentaient le danger de stimuler la classe ouvrière et de donner naissance à une nouvelle poussée à gauche des masses, bien au delà de celle de 1935-36. Aussi la bourgeoisie recourut à une formation bonapartiste, c'est-à-dire de bascule entre la classe ouvrière et les forces fascistes. Là est l'essence de la politique de Daladier : développer l'appareil militaire et policier sur la société dans laquelle les fascistes ne pourraient se développer que dans les limites utiles au capital, et ramener la classe ouvrière à des positions tout à fait réduites. En premier lieu, il fallait lui faire perdre les positions que celle-ci avait acquises dans l'usine par le mouvement de juin 36.

Le chien de garde du capital dans l'usine, ce fut, pour un certain temps, le Parti communiste. La bourgeoisie ne l'a pris que pour un chien de garde, provisoirement, faute de mieux. Il devait faire sa besogne et rentrer dans sa niche, ce n'était pas lui qui commandait dans la maison. S'il s'avisait même d'être trop bruyant, on lui donnait encore quelques coups de trique.

Déjà la bourgeoisie qui a repris tout le terrain perdu en juin 36, le traite comme quantité méprisable.

Mais sa besogne de chien de garde, il l'a effectuée comme vient de le montrer une fois de plus la grève du 30 novembre, avec une perfection rare. Le Jouhaux de 1920 et des vagues d'assaut est nettement surclassé.

La grève du 30 novembre, la défaite ouvrière qui la marqua n'a pas surgi d'un coup, soudainement, à la surprise de ce qu'il est convenu d'appeler les dirigeants, aussi bien ceux de la politique bourgeoise que ceux des organisations et des partis ouvriers. La défaite prolétarienne fut préparée par les uns et par les autres. Il suffira de rappeler à grands traits les événements pour que cela ne puisse être mis en doute par personne.

Au début de l'été 38, Daladier annonce dans des discours à grand fracas une offensive anti-ouvrière de la part du gouvernement, il élimine de son cabinet les « mous » comme Frossard, que la bourgeoisie garde en réserve pour le cas où l'opération apporterait des mécomptes, où la situation nécessiterait de donner aux masses un « ministère de gauche ». Arrive la crise internationale de septembre pendant laquelle se poursuivent les préparatifs de l'offensive antiouvrière. Après Munich, Daladier obtient, le 4 octobre, les pleins pouvoirs. Mais des discours n'ont pas donné au gouvernement la force qu'il n'a pas. Attaquer de front la classe ouvrière est une rude besogne. Au sein du gouvernement même, les avis sont partagés, quant aux moyens de battre les ouvriers. J'ai choisi ma route, affirme Daladier au congrès radical de Marseille, et trois jours après, il remplace son ministère des Finances. On parvient ainsi au milieu de novembre. Pendant près de six semaines, le gouvernement avait les « pleins pouvoirs », mais il ne savait pas trop comment s'y prendre. Il s'y résoud enfin parce que la bourgeoisie ne peut plus différer, sa situation exige que des mesures soient prises, même d'un effet provisoire. Ces mesures, les délégués qui arrivent le 16 novembre à Nantes, pour le congrès de la C.G.T., les reçoivent comme une provocation : suppression de fait des 40 heures ; suppression des 5x8 ; heures supplémentaires sans restriction ; renvoi, amendes et prison pour ceux qui résisteront ou préconisent la résistance ; augmentation du coût de la vie et des transports parisiens ; camps de concentration pour les travailleurs immigrés ; etc... Et, pour les capitalistes, des dégrèvements, la suppression de contrôles déjà insignifiants.

La classe ouvrière fut aussitôt prête à s'y opposer ; il fallait une direction à sa bataille : elle attendit les décisions du Congrès de Nantes où se trouvaient réunis les cadres de la plus forte organisation ouvrière du pays, groupant les travailleurs de toutes les tendances. Mais ces cadres étaient déterminés

par des intérêts autres que ceux de la classe ouvrière. Les uns sont les hommes de la bureaucratie soviétique et obéissent aux moindres volontés de celle-ci. Les autres, de conception réformiste, sont, avec des nuances nombreuses, attachés à l'impérialisme français, à son Etat démocratique d'aujourd'hui, dont ils sont en fait des fonctionnaires officiels. Depuis la réalisation de l'unité syndicale, ces deux groupes principaux se sont disputé l'hégémonie dans la C.G.T., tantôt sourdement, tantôt ouvertement. Depuis des mois, ces deux groupes préparaient Nantes comme un règlement de leurs comptes. Il en fut des décrets-lois Daladier-Reynaud comme de tous les autres événements ; les deux groupes ne cherchèrent qu'à les exploiter pour des fins fractionnelles. A ceux qui, des heures durant, firent de l'exégèse syndicale sur « l'indépendance du syndicalisme », les stalinien répondaient : « Vive l'indépendance du syndicalisme, mais à bas Munich et sus aux décrets-lois ».

Jouhaux, avec une fraction groupée autour de la Fédération des Fonctionnaires, jouait le rôle de tampon afin d'empêcher la C.G.T. de prendre une position caractérisée pour ou contre la fraction staliniste ; Jouhaux, serviteur zélé du capitalisme français, avait un objectif pour lequel il était sûr de Belin comme de Fraçon : briser les reins à la résistance ouvrière, empêcher toute action vigoureuse, immédiate, décisive, qui eut non seulement balayé les décrets-lois, mais mis en cause l'ordre capitaliste en France. Tacticien éprouvé, chaque jour du Congrès, il fit différer celui-ci sur les décisions à prendre contre les décrets-lois. Puis, en fin de Congrès, il fit adopter un texte prévoyant un avertissement sous forme de réunions et manifestations le samedi 26 novembre, et restant dans le vague au sujet d'autres actions ultérieures pour le cas où l'avertissement serait sans effet.

La lutte des cliques syndicales sert à renvoyer au mardi 22 novembre la réunion du Comité National Confédéral et au vendredi 25 celle de la C.A. confédérale qui doivent prendre les dispositions définitives.

Mais des grèves éclatent dans le Nord, dans la Basse-Seine, dans la région parisienne dès le début de la semaine qui suit le Congrès de Nantes. La direction confédérale et des Fédérations ou Syndicats (dont ceux des Métaux parisiens qui ont une responsabilité directe dans le déclenchement des grèves) désavouent les mouvements « prématurés ». Le 23, Renault débraye, l'usine est occupée ; le soir même, le gouvernement, utilisant des milliers de policiers, des gaz (des grenades lacrymogènes), procède à l'évacuation de

l'usine Renault, blessant des centaines de travailleurs, en emprisonnant plus de 300.

La direction confédérale cherche à calmer la colère ouvrière ; on fait rentrer certaines boîtes d'aviation (« Des avions pour la France », n'est-ce pas ?), et décide une grève générale de 24 heures pour le mercredi 30 novembre. Cette grève doit être pacifique, sans piquets de grève, sans réunions ni manifestations, sans pointage. Et quoi qu'il arrive ce jour-là, le travail, déclare la décision confédérale, devra reprendre le 1^{er} décembre. Pendant les cinq jours qui vont précéder la grève du 30 novembre, le gouvernement, encouragé par la peur qui suinte des décisions de la C.G.T., procède à des réquisitions, à des mobilisations, menace fonctionnaires et cheminots, stimule la résistance patronale et fasciste, exploite la radio, en un mot fait flèche de tout bois pour frapper la préparation du mouvement et en assurer ainsi l'échec. Pendant que le gouvernement avance, les dirigeants syndicaux cherchent comment on pourrait à la fois éviter la grève et la faire, ils cherchent à implorer le gouvernement de trouver un compromis, utilisent Frossard à cet effet, et égarent les prolétaires dans des subtilités qui n'en sont pas.

Aussi, le 30 novembre, ce fut la défaite. La C.G.T. faisait valoir ses cinq millions de syndiqués ; il est douteux qu'il y en eut seulement trois. Sur ce nombre, les cheminots, les P.T.T., les services publics, les fonctionnaires..., ne répondirent qu'en nombre tout-à-fait restreint à la grève. Dès 7 heures du matin, la C.G.T. donnait toute latitude à chacune de ses Fédérations pour annuler l'ordre de grève. Echec chez les employés. Grève partielle rapidement terminée des taxis. Pourcentage de grévistes important uniquement dans la Métallurgie, le Bâtiment et le Livre. Le nombre des grévistes ne fut certes pas insignifiant, mais la « grève générale » avait échoué. En province, dans un certain nombre de centres, le mouvement fut important ; mais l'échec général des fonctionnaires, cheminots, services publics pesa partout.

Dès le lendemain, gouvernement et patronat procèdent à des licenciements massifs : délégués d'atelier et militants sont plus particulièrement visés. Le certificat de renvoi du 30 novembre leur ferme les portes des usines.

Le mouvement a persisté au lendemain du 30 novembre dans quelques centres de province et dans l'aviation parisienne. Mais les dirigeants syndicaux n'ont qu'un souci : arrêter le mouvement à tout prix. Hâtivement convoqué, le Comité National Confédéral voit les deux cliques publiquement s'entendre pour ne pas discuter le passé, pour faire cesser

les mouvements et pour chercher, tâche suprême, à empêcher une dégringolade des effectifs syndicaux trop accentuée, car la diminution des cotisants obligera à une diminution du nombre des permanents syndicaux. Et surtout, pour les conceptions de ces messieurs, pour « l'intérêt national », il faut, selon la formule de Jouhaux, que « les ouvriers soient prisonniers des syndicats ».

Jadis, la presse ouvrière s'en prenait fréquemment à la « grande presse », à ses méthodes de mensonge et de déformation des faits au profit de la classe capitaliste. De tels articles ne se lisent plus que rarement dans « l'Humanité » ou « le Populaire » ainsi que dans « le Peuple », ce journal que payent les syndiqués mais qu'ils ne lisent pas. Et pour cause : ces journaux trouvent le moyen de dépasser la grande presse dans le mensonge. Au lendemain du 30 novembre, ils crièrent à la victoire ! Mais la réalité exigeait autre chose, il fallait une ou plusieurs explications de la défaite qui ne portent pas trop atteinte au prestige de l'appareil syndical. Au fur et à mesure que les jours passent, les cliques rivales de « La Vie Ouvrière » et de « Syndicats » se sont rejeté la balle : « les Fédérations liées à « Syndicats » étaient contre la grève » ; « l'agitation communiste depuis 1936 a nui à la véritable activité syndicaliste ». Enfin l'argument qui peut le mieux toucher le brave bougre qui aime les explications simples qui ne demandent aucun effort de compréhension on a donné trop de temps au gouvernement pour préparer ses mesures de répression. Les dirigeants syndicaux avaient cru bien faire en prenant quelques jours de plus pour préparer la grève générale ; ils ont fait une erreur tactique ; à qui n'arrive-t-il pas de faire des erreurs ? Ainsi le tour serait joué... jusqu'à la prochaine occasion de commettre de pareilles « erreurs ».

Aucun de ces arguments ne tient. Il n'est pas vrai que la classe ouvrière était avachie, qu'elle ne voulait pas se battre : chez Renault, à Clermont-Ferrand, à Toulouse, on a vu que la classe ouvrière ne reclinait pas au combat. Il n'est pas vrai que la répression gouvernementale, ou plutôt la seule menace de répression, explique la défaite : en plus d'une circonstance, la classe ouvrière a fait preuve d'un courage admirable, les exemples de lâcheté, de pleurerie sont bien plutôt l'apanage des directions. (Il faut avoir le courage d'être lâche, écrivait le chef du P.S. italien, Turati, en 1922, devant la marche sur Rome). Il n'est pas vrai qu'un des clans soit responsable et que l'autre soit sans reproche : cheminots avec Sémard, P.T.T. avec Giroux, ont été également carents ; métaux

avec Croizat et travailleurs du livre avec Largentier ont participé à la grève dans une proportion aussi importante.

Non, ce ne sont pas des « erreurs » tactiques, techniques qui ont provoqué la défaite du 30 novembre, C'était la conclusion inévitable, recherchée, préparée avec le « il faut savoir terminer une grève » (Thorez, juin 1936), avec « l'arbitrage obligatoire », avec la « pause ».

Le déclenchement des grèves avant le 30 novembre par les staliniens, c'était aussi, dans une situation où la colère de la classe ouvrière grandissait, un des moyens de l'appareil du P.C. de conserver le contrôle sur cette classe et de mieux parvenir à briser la poussée révolutionnaire par des interventions qui ne permettent pas à la classe ouvrière dans ses luttes de les comprendre, d'élever sa capacité politique et ainsi de progresser sur la voie de la conquête du pouvoir. En juin 36, toute la classe ouvrière était en lutte, toute la classe ouvrière occupait les entreprises, les directions socialiste, staliniste et cégétiste lui escamotèrent le problème de la conquête insurrectionnelle du pouvoir. Depuis juin 36 jusqu'au 30 novembre 1938,

Et maintenant ?

La crise de septembre 1938, la défaite de novembre 1938 ont désorienté la classe ouvrière. Les événements de Catalogne vont agir dans le même sens. Le capitalisme français a les coudées plus libres pour établir ses plans et les réaliser..., mais seulement par rapport à la classe ouvrière. Car, comme nous l'avons montré au début de cet article, sur le plan international il est loin, très loin de pouvoir faire ce qu'il veut. 1939 verra l'Italie et l'Allemagne poser de nouvelles revendications, pas sur la Tchécoslovaquie du Traité de Versailles, mais sur l'empire français, sur les voies de l'impérialisme britannique.

Un nouveau Munich ou une politique de fermeté ? C'est encore par ce dilemme que les fripons qui mènent la classe ouvrière vont chercher à la désorienter davantage. Le jeu vient de recommencer à la veille de nouvelles tensions internationales et d'un effort du bloc des fractions dirigeantes de Grande-Bretagne et de France pour franchir, sans engager la guerre, les mois où ils espèrent rétablir leur supériorité d'armements.

Autour de la question d'Espagne, les regroupements étaient beaucoup plus nets qu'au sujet de la Tchécoslovaquie. Aux côtés de Chamberlain-Daladier, il y a ouvertement, par les intermédiaires de de Monzie et Del-

d'importantes couches de la classe ouvrière se dressèrent face à la contre-offensive du patronat. Les mêmes dirigeants de la classe ouvrière évitèrent chaque fois d'unifier la résistance du prolétariat ; au contraire, ils recoururent à des manœuvres savantes et tortueuses (les staliniens plus que les autres parce que disposant de l'influence sur les catégories les plus décisives et les plus combatives) pour freiner ici pendant qu'ils poussaient ailleurs, pour arrêter les mouvements à mi-chemin ou pour en prolonger d'autres sans espoir, pour morceler tout mouvement, etc., etc... Non, il n'y avait pas d'erreur, c'était la trahison organisée méticuleusement. Sans aucune équivoque, le fait a été reconnu par l'organe du Parti Ouvrier belge et de la C.G.T. belge. A la veille de la grève, le 26 novembre, « le Peuple » de Bruxelles qui s'y connaît aussi très bien en cette matière, déclarait :

« Devant l'ampleur croissante du mouvement gréviste, la C.G.T. a pris la décision de canaliser, discipliner et enrayer le mouvement en proclamant pour mercredi prochain, une grève générale de protestation de 24 heures. Après quoi le travail doit être repris partout dans l'ordre. »

mas, l'équipe « Syndicats », le Centre d'Action Syndicale contre la Guerre, quelques groupements pacifistes, et il y aussi mais dans l'ombre, depuis le congrès de Montrouge, le clan Paul Faure du Parti Socialiste. Et, de l'autre côté, dans le camp des défenseurs de « l'Espagne républicaine », viennent se ranger avec les staliniens, leurs satellites, les hommes à leur solde, les prostaliniens Zyromski, Ferrat, la direction du « Libérateur », les anarchistes des loges, et avec autant d'ardeur qu'il préconisa la non-intervention, Léon Blum.

Le revirement de celui-ci permet de saisir le fond même du problème. Ce bourgeois décadent a été pour la non-intervention aussi longtemps qu'il espérait, par le jeu parlementaire, revenir au pouvoir. Mais le jour où il s'est aperçu que ses espérances étaient vaines et, ce qui était encore plus grave, que la bourgeoisie française avait mis le cap sur une politique internationale qui impliquait, à l'intérieur, une politique autoritaire privant peu à peu d'air la bureaucratie du parti socialiste (et tout ce qui vivait de la machine parlementaire), ce jour-là, Blum a viré à 180° : la guerre, survenant avant cette transformation du régime, obligerait la bourgeoisie à recourir aux bons services de la bureaucratie socialiste pour faire l'union sacrée.

Thorez, Duclos et autres Gitton comprennent cela non moins bien. Toutes les phrases sur la démocratie à défendre, le droit à respecter, etc., ne sont que boniments pour assurer les moyens de leur conservation.

Quant au courant « munichois », il prépare — aussi bien du point de vue matériel que du point de vue idéologique (lire notamment à ce propos les articles de Belin dans « Syndicats ») — l'intégration de l'organisation économique de la classe ouvrière dans un système renforcé de l'Etat capitaliste.

*
**

La pensée, l'organisation révolutionnaire n'ont pas pu, dans la formidable tornade des événements, s'incruster bien fortement dans la classe ouvrière. Les partisans de la IV^e Internationale, divisés, subissant la crise, plus exactement l'inexistence effective, en dehors de la personne de Trotsky, d'une organisation internationale, n'ont pu attirer la minorité qui rompt à gauche du Front populaire ; la formation d'une organisation à programme confus, dont la direction titube politiquement à chaque situation grave, a imposé aux bolcheviks-léninistes une nouvelle tactique pour travailler à la création du parti révolutionnaire. Les perspectives sont très sombres. La classe ouvrière subit sa défaite; mais il serait erroné de croire que tout est désormais fini.

La période pré-révolutionnaire a commencé en France avec le coup de force révolutionnaire du 6 février 1934. Les camps se sont polarisés pendant plus de deux années avant qu'un renversement de vapeur se soit fait et que les masses ouvrières, par l'occupation des usines en juin 1936, aient ouvert la période révolutionnaire, période qui n'ira pas en ligne droite jusqu'au choc décisif, mais qui passera par des alternatives de flux et de reflux. L'exemple de la Révolution espagnole commençant en 1930 nous donne un élément de comparaison plus exact du rythme des événements que l'histoire si condensée dans le temps de février à octobre 1917 de la Révolution russe. Les conquêtes dues à la victoire de juin 1936 ont été presque toutes perdues au cours des trois années qui se sont écoulées. Mais les forces prolétariennes subsistent, la situation reste aussi grosse de conséquences. La progression de la classe ouvrière n'est pas plus graduelle en ce qui concerne celle-ci dans son ensemble que son avant-garde elle-même. La crise du capitalisme français n'est pas résorbable par la voie froide. L'avenir est loin d'être fermé pour la classe ouvrière.

La victoire de juin 1936 s'est transformée en défaite de novembre 1938. Cette défaite, les bolcheviks-léninistes l'utiliseront pour rassembler les conditions de la victoire de demain.

Notes sur le mouvement syndical

JUIN 36 fut la ruée vers les syndicats. Si le chiffre de 5 millions d'adhérents était forcé, il y eut cependant environ 4 millions de syndiqués, ce qui suffisait à faire de la C.G.T. la plus forte des organisations en France, indépendamment de l'objet de celles-ci ou de leur composition sociale. **Combien y aura-t-il de syndiqués en 1939 ?**

Pour ne pas que les ouvriers balayent la société capitaliste, les bonzes syndicaux ont préféré amoindrir les organisations qu'ils dirigent. Aujourd'hui ils poursuivent entre eux une querelle où les intérêts ouvriers n'ont rien à voir.

Union Départementale du Nord. — Toute la presse bourgeoise s'est occupée du Congrès de la plus importante union départementale après celle de la Seine. Tendances « Syndicats », dirigée par Dumoulin et tendance staliniste se serraient de très près. Résurrection de syndicats disparus, contestation de mandats, tout ce qui est tradition des congrès syndicaux pour assurer ou déplacer une majorité a été employé par les uns et par les autres.

Les staliniens ont été battus de justesse ; ils ne lâcheront pas et on peut s'attendre à des « incidents » au cours des semaines et des mois à venir. Il y a déjà pour cela le conflit chez les mineurs au sujet de Kléber Legay.

La victoire de Dumoulin, au nom de « l'indépendance du syndicalisme », c'est non pas la libération des prolétaires du Nord de l'emprise stalinienne, mais surtout un renfort aux agents du gouvernement Daladier-Bonnet dans la classe ouvrière, dont Delmas avait été le porte-parole. Sur la question espagnole, Dumoulin a exploité la débâcle du Front populaire. Etes-vous sûrs, a-t-il demandé, que la majorité du peuple espagnol est encore avec le Front populaire ?

Intervention peu ferme des camarades du Cercle « Lutte de Classes ».

Les banquets de « Syndicats ». — Au dernier, on n'a vu ni Roche, ni Frossard, ni quelques autres « syndicalistes purs » du même type. Mais Delmas parle aussi bien : d'accord avec Chamberlain pour Munich... et

pour la course aux armements. Pour les mêmes raisons, en France, effaçons la vieille division entre droite et gauche. Allons avec ceux qui sont pour la paix... et qui ont le sens national selon Bélin.

Le capitalisme français, pour ne pas recourir à la solution fasciste, cherche à balancer forces réactionnaires et forces ouvrières. Du côté ouvrier, le courant révolutionnaire est faible ; mais le courant stalinien trouble encore le jeu de la bourgeoisie française jarcé qu'il obéit à la bureaucratie soviétique. Résorber le courant stalinien et avoir un mouvement ouvrier bien en mains, voilà l'objectif de Daladier. L'équipe « Syndicats » est là pour faire sa besogne.

Chez les Mineurs. — Les staliens sont en minorité dans cette Fédération. Ils cherchaient à manœuvrer contre la direction au moyen du Syndicat d'Anzin. La grève du 30 novembre a entraîné un désastre dans ce bassin. La Fédération a chargé Kléber Legay de réparer les pots cassés. Celui-ci a proposé au secrétaire stalinien Melchour de lui sauver sa place moyennant un abandon du P.C. Celui-ci s'exécute, offrit aussi ses services à la Préfecture et à la Compagnie des Mines... et resta au P.C. pour que celui-ci lance ses foudres contre Kléber Legay.

Un jury d'honneur va fonctionner. Quel honneur ? Le stalinien s'est basement vendu ; le Kléber Legay sert d'une façon considérée « honorable » les compagnies et le gouvernement.

Dans les Métaux parisiens. — Ce syndicat, « le plus beau de la C.G.T. », devrait, à raison de 5 fr. par adhérent, recevoir pour ses 250.000 membres, une somme mensuelle de 1.250.000 francs.

Les rentrées du mois de janvier seraient, d'après des déclarations faites verbalement par un permanent à Courbevoie, d'environ 150.000 francs, soit 10 % environ.

Mais les métallos parisiens connaissent la semaine de 45 heures, et dans certains cas, de 48, de 50 et même de 60 heures.

Fédération des Techniciens. — Son Congrès s'est récemment tenu à Lyon. Les techniciens staliens avaient, en 1937 et 1938, abandonné cette Fédération pour se grouper dans les Fédérations ouvrières (Métaux, Bâtiment, Produits chimiques). La Fédération avait tenu le coup. Sa direction était dans l'équivoque. Pour le Congrès, dans les derniers moments, une différenciation s'est faite entre les sympathisants et partisans du Cercle « Lutte de Classes » d'une part, et les partisans de « Syndicats » avec le secrétaire fédéral sortant Bécat, sur qui les militants bolcheviks-léninistes qui l'ont connu jadis au Parti communiste et à l'Ustica n'avaient guère d'illusions.

Au Congrès, Bécat a été battu, la tendance révolutionnaire l'a emporté. Aussitôt, le cordon sanitaire a été tendu autour d'elle. Bécat a refusé tout poste. Les difficultés vont être grandes ; indépendamment de l'étouffement cherché par la bureaucratie, il se trouve le fait qu'un mouvement syndical chez les techniciens a besoin de s'appuyer sur un fort mouvement syndical chez les ouvriers. Et nous en sommes loin.

Union des Syndicats de la Région parisienne. — Le Congrès de l'Union la plus importante de la C.G.T. se tient les 9, 10 et 11 mars. Le stalinisme qui y a sévi depuis l'unification de 1935 l'emportera encore. Reynaud-Hénaff n'ont aucune crainte à ce sujet.

Mais quel est l'état des organisations syndicales ? Nous avons dit plus haut un mot du Syndicat des Métaux, le Bâtiment ne va guère mieux, les Employés nous donneront l'occasion d'en traiter une autre fois plus longuement, etc., etc... Les rapports pour le Congrès esquivent le problème. Le nombre des timbres pris en 1938 y est pris comme mesure de l'importance de l'Union. Mais pas un mot sur la reprise des cartes 1939 qui subit le contre-coup de la grève du 30 novembre.

Il est vrai que, dans le bavardage stalinien, celle-ci n'est pas un échec. Mais qu'est-ce donc ? Voici la trouvaille de ce petit crapaud de Reynaud :

« Le 30 novembre n'est qu'un épisode » (page 8).

Un épisode avec des centaines de milliers de licenciés, des milliers d'emprisonnés. Pas un mot dans ce rapport sur l'évacuation de Renault par les gaz. Mais la défense nationale revient à chaque page.

Nous avons dit que Reynaud et Hénaff étaient sûrs du résultat du Congrès. Mais cela ne veut pas dire qu'ils sortiront renforcés.

Un petit fait dont « Syndicats » s'est vanté, mais assez modérément. Le mois dernier, il y a eu élection à la Commission paritaire de placement départemental. Le corps électoral est constitué par près de 80 permanents syndicaux. Les staliens en constituaient à une voix près la majorité. Leur candidat, présenté par l'Union, devait passer. Froideval, de « Syndicats », fait acte de candidature. Il est élu par plus de 40 voix alors que le candidat officiel n'en a qu'une trentaine. Voilà ce qu'a donné un vote secret de l'appareil syndical : signe que chez les bureaucrates staliens il y en a qui émarquent aussi ailleurs ou qui cherchent à assurer leur pitance pour l'avenir.

L'heure des Etats - Généraux de la Paysannerie

C'EST un plaidoyer en leur faveur qu'il faudrait présenter, car l'idée d'une convocation de véritables Etats de la paysannerie travailleuse en France — qui est l'aboutissant logique d'une politique paysanne révolutionnaire que nous défendons depuis 1920 avec plus de persévérance que de succès, mais que les événements justifient — se heurte à des murailles d'indifférence ou d'hostilité.

Cette idée rencontre des adversaires et compte des partisans. Les premiers feignent de l'ignorer pour ne pas courir le risque de la combattre publiquement ; un grand nombre des seconds feignent de l'oublier pour ne pas avoir à la réaliser. L'atonie révolutionnaire est un auxiliaire précieux de la réaction. En conséquence de quoi le mouvement paysan — au bas mot 8 millions d'ouvriers agricoles et de paysans travailleurs qui pourraient seconder décisivement la force prolétarienne des usines — avec toute la puissance libératrice qu'il porte en lui, est dans un état de pagaye indescriptible dont profitent le fascisme vert, l'oligarchie terrienne et industrielle, la tourbe plus vile encore des politiciens de tout acabit plantant leurs jalons en prévision de la prochaine grande parade électorale de 1940.

C'est sur ce marécage que se dressent une partie des bastions de l'Etat bourgeois ; c'est dans ce marécage que naviguent les Thorez et les Daladier, les Bergery et les Zyromski, les Renaud Jean et les Monnet, et avec eux tous les sergents recruteurs de l'armée bourgeoise et tous les maltôtiers de la gabelle républicaine.

Que sont donc ces Etats de la paysannerie dont nous voudrions qu'ils fussent assez importants pour justifier le titre d'Etats Généraux : Rien d'autre que la représentation directe et extra-parlementaire, à une date donnée et après une préparation donnée, du prolétariat agricole et de l'artisanat rural et paysan. Quoique dans la réalité, les Etats de la paysannerie ne valent que par l'impulsion et l'orientation que des militants seront capables de leur imprimer et peuvent ainsi être

la meilleure ou la pire des choses — la pire si cette impulsion fait défaut, l'exemple de Châteauroux en est une cruelle démonstration — cette définition leur confère cependant un contenu social et un dynamisme révolutionnaire propres à effrayer les bourgeois réactionnaires et les petits-bourgeois aux phrases jacobines.

Pour les réaliser, nous avons envisagé une campagne restreinte — restreinte parce que proportionnée à nos moyens et à nos forces — près d'un certain nombre de militants paysans de base, pourvus ou non de fonctions syndicales ou coopératives, afin de recueillir des adhésions de principe et de constituer avec eux un Comité provisoire d'organisation plus large par conséquent que notre groupement initial. Ce comité provisoire devant lui-même décider et accomplir le travail nécessaire pour toucher une nouvelle zone élargie d'ouvriers agricoles et de paysans travailleurs afin de céder la place à un comité paysan désigné démocratiquement et dont l'importance croîtra à mesure que de nouveaux comités de base se constitueront et y manderont leur délégué.

La session des Etats paysans repose donc essentiellement sur le regroupement spontané ou provoqué des travailleurs d'un même village ou d'une même entreprise agricole, indépendamment de toute affiliation ou tendance, et les Etats généraux paysans eux-mêmes seront la généralisation d'une série de manifestations d'unité d'action à la base, dont le point de départ peut être particulier — (c'est le cas de revendications locales) — et doit toujours être rattaché aux mots d'ordre généraux de la lutte contre la guerre et le fascisme par le front révolutionnaire des ouvriers et des paysans. C'est ce que le camarade Maurice Thorez, secrétaire général du Parti communiste français, qualifiait aimablement de « monstrueuse conception ».

Le démarrage a commencé ; nous n'éprouvons aucune honte à reconnaître qu'il est laborieux et devons souligner nettement qu'il serait grandement facilité si toutes les tendances se réclamant de l'avant-garde révo-

lutionnaire — qui peuvent sans difficulté aucune s'accorder sur un certain nombre de revendications paysannes et sur l'orientation générale de leur action au village — apportaient à la réalisation d'un « Front ouvrier et paysan » l'ardeur qu'elles ont mise à en élaborer la formule.

Quelques objections sont soulevées, trop timidement à notre gré, car une large discussion ne peut que servir le mouvement révolutionnaire.

a) Etats généraux paysans, c'est une concession fâcheuse à l'opportunisme et au légalisme. Est-ce de l'opportunisme que de prendre les travailleurs des champs tels qu'ils sont, et tels que soixante années de « démocratie » capitaliste les ont façonnés ? Le mot d'ordre des Etats généraux paysans est dynamique ; il est accepté ; cela nous suffit.

b) Des camarades nous reprochent de sous-estimer le rôle du parti révolutionnaire. Répondons simplement que nous ne séparons jamais l'action individuelle du militant et l'action générale de son parti. La première doit être fonction de la seconde, et le parti révolutionnaire ne remplira sa mission que s'il est capable d'exercer une influence réelle sur les masses, et de soumettre ses mots d'ordre à l'épreuve des masses travailleuses. Les Etats généraux paysans seront, pour les partis, les programmes et les militants un puissant moyen de sélection.

c) Syndicalistes, voilez-vous la face ! les Etats généraux paysans ne font aucun cas des organisations syndicales ou coopératives. Ils agissent indépendamment de tout clan, de toute clique, de tout bonzisme arbitraire, servile et desséchant. Réponse : Nous faisons le plus grand cas des organisations de base que nous ne séparons pas de la masse travailleuse à laquelle nous nous adressons directement. Quant aux organisations centrales, l'expérience nous suffit largement. Entre les mains d'états-majors fascistes, stalinien ou politicien, elles sont toutes sans exception pourries de légalisme et de parlementarisme ; aucune ne représente une direction réellement démocratique, soumise à l'élection et au contrôle. Si un tel oiseau rare existe, les Etats généraux le mettront en évidence, mais jusqu'à preuve du contraire, nous soufiendrons que l'organisation centrale doit être faite pour les travailleurs, et non pas les travailleurs pour cette organisation.

d) La plus sérieuse objection : Il ne faut pas lancer l'idée d'Etats généraux, mais constituer patiemment des comités paysans de village, lesquels, spontanément, décideront d'un Congrès des Comités.

Réponse : C'est l'idée même de Comités

de village constitués artificiellement qui serait monstrueuse. D'autre part, nous n'avons aucun goût pour ce travail de Pénélope et savons par expérience que nous devons compter avec la bourgeoisie, laquelle se charge de détruire ou de dissocier la trame patiemment tissée. Il faut non seulement encourager, mais susciter les réalisations de l'unité d'action au village, être capable de les populariser immédiatement (ce que M. Léon Blum appelle précieusement la vertu d'exemplarité) et de les coordonner.

Restreints ou généraux, les Etats de la payannerie travailleuse sont actuellement le seul levier capable d'arracher le monde paysan à l'ornière légaliste et parlementaire dans laquelle le Front populaire a puissamment contribué à l'enliser, et par voie de conséquence de le placer directement sur la route montueuse qui, au delà des luttes contre la guerre et l'exploitation de classe, pour la prise du pouvoir, mène au socialisme.

✱

Hors de cette plate-forme progressive qui peut rallier les travailleurs de la terre parce qu'elle les associe directement aux tâches et aux responsabilités d'élaboration, de décision et d'exécution et qui, pour la première fois, les considère en hommes et non pas en troupeau, que pourrait opposer l'avant-garde révolutionnaire au flot montant du fascisme, du stalinisme et du bonapartisme ?

Pense-t-on un seul instant que les travailleurs de la terre ne portent pas inscrits dans leur chair par des années de misère, de privations et d'exploitation féroce les expériences politiques et gouvernementales auxquelles ils sont soumis depuis 1918 ?

Imagine-t-on que le même jeu parlementaire pourra indéfiniment recommencer avec les mêmes personnages ?

Et, sinon, quelles propositions pratiques formule-t-on pour dresser le barrage massif des travailleurs devant la guerre et sa préparation, devant le fascisme et ses organisations, devant le stalinisme et sa formidable entreprise de corruption, de calomnie et de répression qui feront de l'avant-garde révolutionnaire le P.O.U.M. nouveau d'une nouvelle Espagne ?

Il est peu probable que les paysans fassent confiance à l'entreprise frontiste de Bergery-Scapini-Leroy-Ladurie, dont les premiers objectifs sont, eux aussi, d'ordre électoral, mais des ramifications visibles relient déjà une partie des radicaux au néo-radicalisme fascisant de Bergery. Devant eux évolueront les cadres stalinien pendant que la S.F.I.O.

mènera une laborieuse campagne tendant à justifier son rôle dans le défunt Front populaire et, si possible, à ranimer temporairement ce dernier. Tout cela peut durer le temps d'un ballottage et rien ne sera résolu. L'heure est à une affirmation marxiste et révolutionnaire sur la base d'un programme. C'est pourquoi les Etats généraux paysans doivent être mis à l'ordre du jour.

Ils s'imposeront persuasivement aux ouvriers agricoles de la C.G.T. et aux paysans travailleurs de la C.G.P.T. et de la C.N.P., que les congrès respectifs de Saint-Quentin, d'Avignon et de Montluçon ont achevé de décevoir.

La Fédération de l'Agriculture — C.G.T. — est dirigée en fait par des parlementaires staliniens et sa politique étroitement subordonnée au souci de concilier au Parti Communiste les bonnes grâces du capitalisme agraire (La région du Nord édite chaque mois un numéro spécial de « l'Enchaîné », adressé gratuitement aux agriculteurs de la région).

La C.G.P.T. n'est qu'un fantôme d'organisation destiné à justifier l'existence d'un état-major. Depuis longtemps, le Parti communiste a manifesté sa volonté de noyauter les organisations agricoles et de les influencer directement. L'on sait dans quel sens.

La C.N.P. de Calvayrac porte le lourd handicap de l'attitude observée par ses dirigeants à la remorque du Front populaire.

Il faut pouvoir rappeler aux ouvriers agricoles que le vote par la Chambre de mesures en leur faveur reste sans effet tant que la puissance organisée des agrariens, basée sur la possession du sol et des usines transformatrices, appuyée sur la complicité d'un Sénat « profondément républicain » et Renaud

Jean, peut répondre à la loi par la force et tenir en échec les grévistes agricoles.

Il faut rappeler aux paysans producteurs que la revalorisation de leurs produits est un mot vide de sens tant que le surarmement, le fisc, la rente foncière et le coût de la vie réduiront à l'extrême leur pouvoir d'achat.

Il faut rappeler aux ouvriers et aux paysans que la courbe de production agricole s'élève à mesure que la consommation décroît. On mange moins en France parce qu'on doit payer trop cher ce qu'on achète. De 1936 à 1938, la consommation diminue de 30 % sur la meunerie, de 10 % sur le lait et la viande, de 24 % sur le sucre, de 25 % sur les confitures, de 40 % sur les conserves.

Il faut encore rappeler l'accroissement des impôts de consommation qui caractérisent les budgets réactionnaires. Les impôts indirects constituaient 36 % des ressources fiscales sous la Première République, 70 % en 1830, 80 % en 1938-1939 !

Alerter ouvriers et paysans sur l'augmentation envisagée par le Conseil Municipal de Paris concernant les droits d'octroi : Plus de 67 millions et demi de francs par majoration des taxes anciennes et création de taxes nouvelles sur les denrées agricoles menacent producteurs et consommateurs si une réaction énergique n'intervient pas.

Le problème agraire est étroitement lié aux problèmes socialistes d'organisation et de répartition, ainsi qu'à la question du pouvoir. Seul un parti révolutionnaire peut le poser dans toute son ampleur ; seul un parti révolutionnaire pourra le résoudre, en s'appuyant sur les masses paysannes travailleuses et ces perspectives constituent une justification de plus en faveur des Etats Généraux de la Paysannerie.

**NOUS INVITONS NOS LECTEURS A LIRE,
CHAQUE MOIS :**

« LA COMMUNE PAYSANNE »

**A LA FAIRE CONNAITRE DANS LES MILIEUX
DE PAYSANS PAUVRES.**

S'adresser à :

J. DESNOTS, La Queue-les-Yvelines (S.-et-O.).

Lu dans la presse internationale

Le congrès des "travailleurs et syndicats" du Canada exclut les "C.I.O. Unions"

L'exécutif du Congrès des « Syndicats et Travailleurs » du Canada vient de voter l'exclusion des syndicats C.I.O. de l'A.F. of L. Cette décision a été prise à la suite des ordres de la Convention de Houston de l'A.F. of L. qui a menacé d'abolir toutes les chartes des syndicats canadiens et ont fait adopter l'exclusion.

L'ordre d'exclusion a été pris d'une manière typiquement bureaucratique. La base avait exprimé le désir de poursuivre l'unité décidée à la récente Convention du Niagara. La séparation de 30.000 membres du C.I.O. est un coup terrible porté à la classe ouvrière dans sa lutte contre le patronat canadien.

(Extrait de « Workers' Voice », organe de la « Ligue pour un Parti révolutionnaire des Travailleurs », N° 1, janvier 39, à Toronto (Canada).

La loi du cadenas

LA POLICE PREVIENT LES PROPRIETAIRES D'AVOIR A CHASSER LES ROUGES

Dans ces dernières semaines, la police de Montréal a fait pression sur les propriétaires, pour que ceux-ci chassent les révolutionnaires de leurs maisons, ou faute de ce faire elles seraient fermées. Le résultat fut que 12 membres du mouvement ouvrier — ceux que Duplessis appelle Communistes — sont aujourd'hui expulsés de leurs maisons, n'ayant nulle part à aller, devant ou dormir dehors tout l'hiver ou chercher refuge dans une autre province de notre dominion si démocratique ! Nos démocrates crient contre la cruauté des Nazis ; mais les nazis peuvent-ils être incriminés de quelque chose de plus bestial que cela ?

REFUGIES DE QUEBEC ?

Le cas du Canadien-Français, le travailleur Lessard, est encore frais à notre mémoire... Il fût jeté hors de sa maison avec sa femme et ses enfants parce que la police ignorante avait trouvé de la littérature « communiste » dans sa maison. La situation est devenue plus critique encore depuis ce temps. Aujourd'hui, les chiens sanguinaires de Duplessis n'ont même pas besoin de l'« évidence ». Ils peuvent « arranger » des preuves en jetant l'effroi dans l'esprit des propriétaires. Les révolutionnaires et leurs familles sont placés dans l'alternative d'avoir la liberté de mourrir de froid dans une province où toute maison leur est fermée ou de chercher refuge dans un autre pays. Le Canada aurait-il, lui aussi, maintenant, un « problème de réfugiés ».

La cruauté impudente de la réaction capitaliste à Québec n'a pas rencontré d'autre opposition, jusqu'à présent, que des pétitions et des suppliques. Le mouvement ouvrier à Québec était trompé par l'illusion que le roi démocratique abrogerait la « loi du cadenas ».

Mais, hélas, le « bon » roi capitaliste se repose sur l'église catholique pro-fasciste et ainsi la loi du cadenas n'est pas supprimée.

L'ACTION DES TRAVAILLEURS S'IMPOSE.

La seule force capable de porter un coup à la loi du cadenas dépend de l'action de la classe ouvrière. Il faut organiser une campagne de meetings en plein air et de démonstrations dans tout le Canada pour forcer la main des gouvernements de province et fédéraux. Ce sont les seules méthodes efficaces. Les droits démocratiques dont les travailleurs jouissent au Canada ont été conquis au travers des luttes des militants et ne peuvent être conservés que par leur lutte.

Jusqu'ici, il n'y a pas une large organisation pour mener le combat contre la loi du cadenas et contre le fascisme d'une manière révolutionnaire. Il faut réunir une conférence des différentes organisations de la classe ouvrière pour mener la lutte contre le fascisme ; cette conférence s'impose.

(Extrait de « Workers' Voice », organe de la « Ligue pour un Parti révolutionnaire des Travailleurs », N° 1, janvier 39, à Toronto (Canada).

Les bolcheviks-léninistes

doivent adhérer au

P. S. O. P.

La décision de dissolution du P.C.I. et d'entrée au P.S.O.P. fut prise à la suite d'une longue discussion et d'un referendum entre les adhérents du Parti Communiste Internationaliste.

Les raisons militent pour l'entrée au P.S.O.P. furent rassemblées dans le texte que nous republions ci-dessous d'après un Bulletin intérieur, paru en octobre 1938, avec quelques compléments sur novembre 1938, mais sans changements essentiels. Nos lecteurs tiendront donc compte de la date de ce document, ainsi que de son caractère, avant tout de sa rédaction, destinée aux camarades participant au débat et nullement à un article de revue. Mais nous pensons sa publication utile pour les camarades qui suivaient nos efforts dans « La Commune ».

1) nous ne révisons pas notre programme fondamental

NOUS L'APPLIQUONS

LES membres du P.C.I. en affirmant leur attachement à leur programme fondamental ne donnent pas à cette affirmation de principe le sens d'une « formalité » derrière laquelle ils s'esquiveraient. Tout au contraire, c'est cet attache-

ment aux principes qui détermine la tactique objet de ce referendum. Les B.-L. du P.C.I. considèrent que leur programme doit vivre par l'action des larges masses d'ouvriers et de paysans. Chaque possibilité pour y parvenir doit être étudiée sérieusement par eux.

2) la lutte de classes, moteur progressif de l'histoire

LES B.-L., face aux courants révisionnistes, affirment que la seule méthode se vérifiant aux heures présentes, permettant aux cadres prolétariens de s'orienter dans la situation la plus trouble, c'est la méthode marxiste du matérialisme historique qui explique le développement de l'humanité par la lutte de classes, qui met en lumière le caractère progressif de la lutte de classes à travers le développement de l'humanité, dictant l'inéluctable nécessité d'abattre la classe des exploités et son Etat pour dresser un système socialiste; un Etat de dictature prolétarienne seul ca-

pable de supprimer les classes ennemies, leur pression dans les rapports économiques et politiques.

L'Etat prolétarien devant ensuite évoluer de la dictature nécessaire à sa suppression par le communisme libertaire.

La lutte des marxistes a un caractère mondial comme la classe dont ils représentent les intérêts et la classe qui opprime ; les frontières politiques et douanières sont par nous considérées comme des moyens de profits, des obstacles au développement de l'humanité,

3) le problème de l'état

LA notion de l'Etat est pour les bolcheviks-léninistes l'axe de leur programme, l'élément fondamental de leur compréhension du développement du monde, des classes et des rapports de celles-ci.

Du système économique qui règle les rapports des hommes, découle que la classe capitaliste impose ses privilèges par le moyen de sa dictature ; le mécanisme de cette dictature, c'est la loi capitaliste qui a été im-

posée sous toutes les latitudes par la force des armes. L'organisme qui assure la défense et la continuité des privilèges, qui coordonne les moyens de les défendre, c'est le système étatique basé sur la loi de la propriété privée. Ce système d'oppression capitaliste est un tout, quelles que soient les formes correspondant aux situations qu'il adopte (fascisme ou démocratie). Les marxistes n'envisagent aucune conciliation avec l'Etat capitaliste quelles que soient sa forme, ses crises de décomposition.

4) état et parti prolétarien

LES communistes internationalistes constituent un des noyaux opposés irréductiblement à l'Etat capitaliste ; toute leur lutte consiste à développer la nécessité de l'abattre pour y substituer l'Etat de la dictature prolétarienne. Cette nécessité se combine avec celle de créer l'instrument de cette lutte : le parti des masses exploitées, l'organisation qui concentre la conscience marxiste des cadres du prolétariat, leur volonté de combat, qui anime la lutte de classes pour porter les masses exploitées sur des positions correspondant à leurs intérêts historiques, qui coordonne le combat de ces masses et les dirige vers l'insurrection victorieuse.

C'est autour de ce parti que devront se rassembler les masses en lutte pour abattre l'Etat bourgeois, c'est autour de lui que s'édifiera l'Etat socialiste ; c'est lui qui sera l'axe de la dictature prolétarienne. A ceux qui voient dans le terme « Etat-major de la révolution » une formule prétentieuse, les

communistes internationalistes répondent que la conscience de classe de chaque révolutionnaire doit tendre à bâtir le Parti apte à être cet état-major indispensable à sa classe, non pour la « diriger » mais lui faire développer son action sur la base de ses intérêts historiques fondamentaux.

La « modestie » des centristes sur ce problème du Parti abrite en réalité une grande confusion sur le problème de l'insurrection et de la dictature du prolétariat. Ne voyant pas clairement la tâche, les centristes bafouillent « modestement » sur l'outil précis qu'il faut pour l'accomplir. Il faut savoir séparer « le bon grain » que composent ceux qui comprennent la tâche à mener et, en conséquence, sont partisans du parti comme « état-major de la révolution », tout en faisant de justes critiques contre une conception artificielle et pédante de cet état-major — il faut séparer ceux-là des adversaires de l'insurrection rongés par le crétinisme syndicaliste ou parlementariste.

5) de la lutte quotidienne à la lutte pour l'insurrection

TOUTES les formes de la lutte quotidienne de classe : la revendication ouvrière sous la forme économique (salaire, lois sociales, droits, vie chère), forme primaire du combat de classe, les communistes internationalistes ne les négligent pas, ils tendent à relier toutes ces formes de lutte aux buts historiques du prolétariat en développant la conscience des ouvriers par l'expérience de ces luttes ; les communistes internationalistes font de ces luttes l'école du parti et tendent, dans les conjonctures favorables, à les porter au niveau d'une lutte politique révolutionnaire. Le rôle dirigeant du parti n'est pas conçu comme un ultimatum mais comme une tâche historique dont le Parti doit être digne. Pour

les communistes internationalistes, tout ce qui lutte contre les conséquences de la misère prolétarienne (syndicats, coopérative) à différents degrés, doit être un moyen d'élever la lutte contre les conséquences, à la lutte contre la cause même, le régime capitaliste.

La conception du Parti comme seul outil décisif de la Révolution détermine notre conception du rôle important des syndicats comme moyen et du caractère réactionnaire de leur « indépendance ».

Loin de tourner le dos aux organisations qui luttent contre les conséquences, les communistes internationalistes agissent dans ces organisations en serviteurs dévoués de la classe ouvrière, afin de porter le maximum

des membres de ces organisations (syndicats, coopératives) vers une compréhension des

nécessités de la lutte d'ensemble contre la cause, de les amener au Parti.

6) le parti révolutionnaire n'existe pas actuellement

Le parti est un moyen de lutte. Pour contribuer à bâtir le parti révolutionnaire qui portera en lui l'espoir des masses, leur volonté de combat et leurs forces de libération, les communistes internationalistes se sont refusés à constituer un cercle d'études et de propagande ; ils se sont constitués en une organisation qui s'est appelée parti et ont combattu avec leur classe sur leur programme dans des conditions très difficiles : ils ont raffermi leurs cadres dans ce combat, ont acquis une cohésion plus grande. Mais prétendre qu'ils constituent le parti révolutionnaire et que c'est autour d'eux comme cadres et comme organisation que se regroupera la classe, serait une fatuité fatale. Au Parti Communiste Internationaliste existe un noyau sérieux de militants marxistes, mais ce noyau se déséchèrerait dans une prétention sectaire et immotivée, s'il se situait sur les positions d'attente des masses et s'il ne comprenait pas que sa conscience de la nécessité de bâtir

le parti doit s'exprimer par des efforts constants pour regrouper les forces révolutionnaires et influer sur ce regroupement et son développement politique.

Après l'ère du stalinisme, il était inévitable que les forces révolutionnaires soient éparses ; elles doivent se regrouper autour d'un programme de classe. Mais pour qu'elles se regroupent autour de ce programme de classe, la fraction de l'avant-garde qui a déjà ce programme de classe, doit trouver à chaque période une tactique correspondant aux tendances de regroupement de ces forces. La classe ne prend pas, dans son ensemble, conscience des nécessités de la révolution par le simple fait de l'exploitation qu'elle subit ; à un autre degré, les militants qui acquièrent une conscience révolutionnaire ne passent pas immédiatement sur le programme de la révolution. Pour y parvenir, il faut dans la classe comme dans l'avant-garde, l'action constante, coordonnée, inlassable d'un noyau révolutionnaire.

7) la crise b-1 et le regroupement

LE regroupement des forces révolutionnaires est d'autant plus impérieux que les méthodes du centre officiel pour la IV^e Internationale ont provoqué et entraîné un éparpillement des forces des bolcheviks-léninistes à travers le monde. Les militants communistes internationalistes ont résisté à cet éparpillement et ont défendu comme principe fondamental les méthodes d'organisation issues d'une conception prolétarienne de la démocratie.

Les communistes internationalistes considèrent, en effet, que plus la situation est trouble, plus les problèmes sont nombreux, plus il est nécessaire que les cadres prolétariens restent fermes et pour cela soient avisés. Les cadres surgissent des masses ouvrières ; la bourgeoisie, ses valets de la II^e Internationale, les agents de la III^e Internationale ont nourri l'ignorance ou les mensonges dans ces masses. Dans une semblable période, l'existence de la démocratie prolétarienne, de ses méthodes loyales d'information, d'investigation, de contrôle et de discipline a une influence décisive. Plus la lutte contre le courant est difficile, plus il faut, pour agir efficacement, être trempé et avoir une vue d'ensemble des problèmes du mouvement ouvrier. C'est dans ce but qu'une information, l'action disciplinée, sont des facteurs de développement des cadres.

N'agit pas efficacement et durablement

celui qui ne comprend pas le sens général de sa lutte.

La crise des partisans de la IV^e Internationale souligne la nécessité de cette démocratie prolétarienne pour le regroupement. Les méthodes centristes, pour plus cauteleuses, n'en sont pas moins erronées et néfastes.

Pour les communistes internationalistes — marxistes révolutionnaires — la classe ne peut se libérer seulement par le poids de l'exploitation capitaliste ; sa lutte doit être guidée par les cadres éduqués (parti) ; l'importance que nous attachons aux problèmes du parti se combine donc avec l'importance pour le parti d'une démocratie réelle lors du regroupement des forces qui doivent le constituer. Notre lutte contre les méthodes du centre officiel pour la IV^e Internationale n'a jamais entraîné de notre part une lutte sans principes contre celui-ci. Nous n'avons pas besoin de sous-estimer l'immense appui politique de L. Trotsky ; nous avons besoin d'y puiser ; nous n'avons pas besoin non plus de construire des légendes d'infailibilité ; la personnalité politique du compagnon de Lénine n'a pas besoin, pour impressionner, du vernis fragile des légendes. Notre solidarité n'a pas besoin de ce vernis pour être vivace ; nous combattons Léon Trotsky quand nous ne distinguons pas la corrélation entre certaines méthodes et ses leçons.

8) bolcheviks-léninistes

NOTRE conception du développement du monde, c'est celle des marxistes. Les méthodes de préparation et de réalisation de la lutte insurrectionnelle que nous préconisons sont celles des bolcheviks. Nous sommes fidèles contre le stalinisme à l'aile léniniste du bolchevisme, dans notre conception de l'Etat prolétarien, de l'internationalisme et de la démocratie prolétarienne.

Tous les problèmes tactiques qui se posent chaque jour dans le mouvement ouvrier ont leurs solutions dans la conception et l'expérience bolchevik-léniniste.

Qu'il s'agisse de « l'indépendance du syndicalisme », notion qui entrave tout travail révolutionnaire dans les syndicats et dans les entreprises : Cette conception erronée des centristes, syndicalistes ou anarchistes a ses racines dans leur conception erronée de l'Etat et du rôle du Parti, épine dorsale de toute la stratégie révolutionnaire. La lutte des B.-L. en 1925 contre le bloc des chefs — Comité anglo-russe — est un point décisif de notre expérience sur ce plan.

Qu'il s'agisse de la conception du Front populaire, conception du bloc des classes (trahison des travailleurs chinois par l'entrée du P.C. dans le Kuomintang, à la suite de quoi une aile bolchevik-léniniste se constitua dans le monde entier).

La « tactique » du « bloc des classes » (Kuomintang, Front populaire, cartels, participation du P.O.U.M. au pouvoir, expérience Zeigner en Saxe en 1923) a son origine dans la croyance en un compromis avec une certaine fraction de l'Etat bourgeois (démocrates), qui ne font en réalité que participer à une division du travail avec l'autre partie (réactionnaires, fascistes) ; le sort de l'un et l'autre clan dépend du sort de cet Etat ; on ne peut soutenir l'un contre l'autre mais

abattre les deux avec une tactique appropriée comportant comme base intangible, l'indépendance absolue de la classe qui veut abattre l'Etat bourgeois sous toutes ses formes.

Qu'il s'agisse d'extrême-gauchisme stérile : Les bolcheviks-léninistes ont pris position contre l'idéologie « troisième période » du stalinisme.

Le stalinisme était une variante du centrisme, ses oscillations de gauche à droite préluadaient à sa fixation nationaliste présente ; à l'époque, les B.-L. s'opposaient à la tactique de la troisième période par laquelle les staliniens coupaient les avant-gardes communistes des masses influencées par les social-démocrates et les démocrates. La « troisième période » suivait de deux ans la période du Kuomintang où Staline avait fait du prolétariat chinois la coolie de la bourgeoisie nationale.

Les B.-L. sont pour la défense des conquêtes ouvrières, le front-unique prolétarien, l'action commune sur une base minimum où le meeting commun est subordonné à un accord systématique d'action ; mais le Parti doit conserver une indépendance complète d'organisation à l'égard des partis bourgeois ou social-bourgeois et une permanence d'action.

Qu'il s'agisse du rôle des centristes (exemple des premières années de direction staliniste de l'I.C., exemple du S.A.P.) : Les bolcheviks-léninistes ont dénoncé le danger des conceptions centristes. Toute la lutte récente du Parti communiste internationaliste a affirmé notre doctrine sur ce point.

La doctrine du P.C.I. c'est celle du bolchevisme appuyé sur les leçons de la révolution russe et de la contre-révolution stalinienne. La doctrine du P.C.I., c'est un tout que l'on ne peut sans trahir, disloquer.

9) les bolcheviks-léninistes et la situation mondiale

Il n'y a pas de super-impérialisme.

IL n'y a pas une stabilisation du capitalisme ; l'état de son économie, les crises multiples, révèlent la décomposition du capitalisme. Cette situation de déclin aurait dû permettre au prolétariat mondial d'écraser le capitalisme.

Les fautes de la direction du prolétariat mondial (III^e Internationale), puis le rôle contre-révolutionnaire de celle-ci ont donné de la force à la résistance du système capita-

liste ; les tentatives que fait le capitalisme pour dominer le mal qui le ronge ne constituent que des remèdes passagers mais ils peuvent passagèrement réussir par le simple fait que le capitalisme ne rencontre pas encore en face de lui un parti révolutionnaire mondial pour déjouer ses manœuvres.

Après l'expérience de la révolution russe, le capitalisme a forgé un moyen de résistance au bolchevisme. Ce moyen, le fascisme, aurait été impuissant s'il n'y avait pas eu

en Russie l'abandon des positions bolcheviques. Le capitalisme s'est équipé pour les combats décisifs, si les partis ouvriers n'avaient pas trahi, il aurait été vaincu dans ces combats. Le capital financier triomphe

momentanément, son système n'en reste pas moins en déclin. Il triomphe non seulement par la force mais surtout par le fait que le prolétariat est livré immobilisé par ses organismes officiels.

10) fascisme et guerre

LE fascisme, c'est le remaniement de l'Etat bourgeois pour faire face à la crise économique et politique qui découle de la situation de décadence de cet Etat. Le fascisme, c'est la résistance ultime dans l'agonie déterminée par la crise économique.

Les systèmes de dictature de la bourgeoisie sont multiples ; pendant la période de montée du capitalisme, le système est démocratique. Pendant la période de crise, le système démocratique a d'abord été sérieusement rogné de toutes parts, puis est venu le bonapartisme, c'est-à-dire la forme gouvernementale instable entre la démocratie et le fascisme ; par son état d'instabilité, le bonapartisme crée une situation favorable au développement du fascisme, à l'exploitation des masses petites bourgeoises contre le prolétariat. La démocratie avait immobilisé la classe ouvrière par ses grandes organisations ; le bonapartisme avait tenté d'annuler ou d'équilibrer la pression des grandes organisations ouvrières et fascistes, le fascisme brise les organisations ouvrières et démocratiques d'une façon définitive et manie la terreur pour empêcher tout développement indépendant du mouvement ouvrier.

L'existence de la forme d'Etat fasciste renforce les caractères impérialistes de l'Etat. La forme démocratique d'un impérialisme n'empêche pas cet impérialisme d'être un impérialisme, la forme fasciste ne fait que renforcer son caractère.

Le fascisme est une solution inéluctable des classes dirigeantes pour leur sauvegarde et c'est pourquoi la forme d'Etat fasciste exerce sur un « impérialisme démocratique » ennemi, une attraction réelle parmi les couches influencées par le capital financier. Il y a un lien de profonde solidarité entre exploités, la cupidité impérialiste domine les rapports. Bismarck a favorisé l'écrasement de la Commune, Foch a rendu des troupes à Noske. Mais Bismarck et Foch ont fait payer la note comme « vainqueurs ». Ceci illustre l'attitude des puissances impérialistes. Il ne s'agit pas d'attribuer à la seule crainte de la révolution « la Paix de Munich ». La crainte de la révolution provoquée par la guerre existait certes, comme elle existe toujours. Elle existait particulièrement dans les Etats fascistes et quoique ceci paraisse assez

paradoxal, le chantage fut encore à leur avantage et fut un facteur « d'entente » entre les exploités. Mais en dehors de cette crainte de la révolution, à Munich, les différents impérialismes connaissant les moyens dont ils disposent, ont eu une conscience d'auto-conservation. Ils n'avaient pas une supériorité assez nette les uns sur les autres. Toutes ces raisons ont influé sur le pacte qui a abouti à la capitulation des Etats démocratiques. Il n'y a pas de paix durable entre impérialismes, la fièvre de la guerre suit des courbes agitées. Les économies sont dressées pour la guerre et chaque jour se développe plus profondément cette crise économique qui pose pour chaque impérialisme, avec une grande acuité, le problème des débouchés.

Les impérialismes les plus forts veulent même s'entendre pour mettre le monde en coupe réglée, mais le nouveau partage ne peut se faire sans heurt entre eux, heurts qui entraîneront les peuples dans un massacre sans exemple.

La guerre impérialiste, sous des formes larvées, s'installe dans un nombre grandissant de secteurs : Chine, Espagne, Europe Centrale, Colonies... Les impérialismes tentent d'éviter la généralisation de cette guerre et les impérialismes à structure fasciste progressent peu à peu dans le chaos créé de la sorte.

Malgré toute la phraséologie pacifiste, Munich et le reste, il n'y a aucune consolidation de la paix ; tout au contraire, la généralisation de la guerre impérialiste approche ; la raison essentielle en est la situation désastreuse des différents impérialismes, quelle que soit leur structure ; leur lutte active pour de nouveaux débouchés et de nouvelles ressources.

Les impérialismes à structure fasciste font un effort immense pour modifier en leur faveur la situation des marchés, mais ils sont loin d'y être parvenus. Des budgets de guerre fantastiques pèsent sur tous les impérialismes et la généralisation du conflit approche.

La dégénérescence du régime soviétique s'accroît chaque jour et entraîne une tendance à l'autonomie des républiques fédératives ; la conception socialiste associait tou-

tes les républiques fédératives, la conception stalinienne dissocie.

Dans le jeu mondial, l'Amérique n'entend nullement laisser subsister l'emprise de l'impérialisme à structure fasciste en Europe et dans le monde et la lutte se poursuit vigoureusement et s'accompagne d'attitudes politiques comme les discours de Roosevelt.

En Europe, les impérialismes à structure fasciste essaient chaque jour de gagner du terrain. Ils ont acquis des positions importantes, ce qui leur donne l'initiative du jeu. Ils comptent sur l'écrasement de l'Espagne républicaine pour modifier assez considérablement le rapport des forces en Europe. Les impérialismes à structure démocratique préfèrent, en Espagne, Franco aux éventualités d'une victoire républicaine qui risquerait de poser à nouveau les problèmes de la révolution prolétarienne.

Le gouvernement bonapartiste Daladier tente de regagner des positions au cas de la victoire de Franco ; il se couvre à gauche et à droite mais en réalité la ligne fondamentale continue comme sous Blum à être celle de l'appui à Franco. L'équivoque démocratique permet au gouvernement de collaborer à la pression chauvine exercée sur les masses immobilisées par l'appui de leurs organisations traditionnelles, sous cette pression.

En réalité, le capitalisme traverse une crise fantastique et il ne peut la surmonter,

1) la situation en France

DES victoires de juin 1936 à novembre 1938 s'est développée toute une période riche en leçons pour le mouvement ouvrier.

Juin 1936, victoire de l'action directe de classe qui devait être limitée par les chefs, avec l'appui « loyal » des centristes (Pivert, 1936).

Juin 1936, expérience des conceptions fondamentales des formations prolétariennes : Nous n'aborderons pas ici les positions stalinistes, les positions socialistes qui sont des positions de manœuvre connues de tous. Nous aborderons les positions politiques qui leur ont permis de progresser parce qu'elles ont constitué un appui dans les masses où les préjugés électoraux et parlementaires sont encore vivaces.

Alors que les centristes s'affalaient dans des « appuis loyaux » à la participation ministérielle, alors que les centristes partageaient les illusions, c'est-à-dire donnaient encore une excuse aux trahisons des chefs, les communistes internationalistes ont orienté

au milieu des difficultés les plus terribles, que par l'appui ouvert des pseudo-internationales ouvrières dont le délabrement continue à s'accroître : U.R.S.S. pour la III^e, Belgique, Tchécoslovaquie, colonies, pour la II^e.

La tâche des bolcheviks-léninistes n'est pas de se livrer à des pronostics de date quant au déclenchement de la guerre. L'essentiel est qu'ils comprennent que la préparation de cette guerre pèse sur tous les rapports économiques et sociaux. La course à la préparation de la guerre précipite, dans un but de nivellement des forces productives, les démocraties vers une structure autoritaire ; ce passage de la démocratie au fascisme est une phase de la préparation de la guerre et c'est au milieu d'une lutte profonde en France que ce passage se fera.

Les communistes internationalistes réaffirment leur attachement au défaitisme révolutionnaire et leur condamnation de la véritable trahison des « croisades » démocratiques. Les communistes internationalistes réaffirment la position de leur congrès sur la question de la guerre et des nations opprimées.

Nous rejetons les formules équivoques : sabotage dans certains pays fascistes, opposition politique dans d'autres pays, pseudo-démocratiques. Nous appliquons partout la tactique du défaitisme avec les mots d'ordre appropriés au rapport de forces dans chaque cas.

leur activité avec leurs faibles forces par le mot d'ordre des comités et des soviets, vers la constitution du second pouvoir, du pouvoir propre, indépendant, des masses ouvrières et paysannes, pouvoir destiné à briser par la démocratie des soviets la forme d'Etat bourgeois.

Les centristes du P.O.U.M. avaient disloqué les embryons des soviets existant en Espagne ; les centristes, en France, avaient, pendant cette période plus de confiance dans les services du Ministère que dans les comités de masse. L'expérience en Espagne comme en France n'a pas entraîné ; les radicaux, après avoir utilisé le Front populaire pour désarmer les ouvriers et liquidé l'agitation révolutionnaire, ont rompu bruyamment. Le parti radical donne peu à peu sa base de masse au fascisme de demain.

**

Dans les masses des ouvriers communistes, à la lumière de cette expérience, mûrit une profonde délimitation ; la réaction fasciste

trouve dans la désorientation qui prélude à cette délimitation une nourriture substantielle. Le Parti communiste qui, dans le Front populaire, exerce l'influence la plus large parmi les couches ouvrières, par son influence propre qui reflète encore la victoire d'Octobre, et aussi par son appareil qui a pris possession de la direction de la C.G.T. le parti communiste subit et subira encore des désertions massives. Le parti socialiste s'effondrera dans une semi-opposition ou un soutien larvé du bonapartisme ; ce parti verra s'étendre encore la brisure du P.S.O.P.

Les couches prolétariennes qui sont les moins atteintes par l'offensive de la bourgeoisie et conservent encore quelque chose des conquêtes de juin 1936 se mettront difficilement en mouvement et resteront plus ou moins liées encore aux partis traditionnels qui auront à leur égard pratiqué une politique de corruption ; mais la crise est telle que ces couches deviendront de plus en plus minces, la bourgeoisie devant reprendre plus que ce qu'elle a cédé. La paupérisation des plus larges masses accusera une poussée vers l'extrême droite et vers l'extrême gauche.

La crise économique qui, depuis juin 1936, a pris une ampleur décisive prépare donc des luttes qui sous la poussée et la menace de guerre seront vives et très riches en conséquences politiques.

En juin 1936, le parti révolutionnaire n'a pu se dégager. La bourgeoisie a cédé sans combat ; les masses ouvrières étaient enthousiastes de la direction car elles ne comprenaient pas que c'est elles qui, par leur action, avaient conquis et que la direction avait enrayé le mouvement. Elles n'avaient que l'expérience directe de la victoire ; elles n'analysaient pas les causes de cette victoire et les conséquences de leur confiance dans les chefs. Nous attendions à ce moment une seconde vague où les chefs auraient trahi, où la classe ouvrière aurait compris. Cette seconde vague, les chefs ont réussi à l'endiguer et nous nous trouvons en face d'une nouvelle période où la classe ouvrière va se trouver en présence d'une capitulation servile des directions sous quelque forme que ce soit. Mais par l'inéluctable nécessité du combat sous les coups de la bourgeoisie, une avant-garde surgira. Déjà les frissons de la crise profonde s'observent dans les syndicats de masse, les désertions sont multiples et nombreuses les batailles de postes. L'équilibre de Jouhaux ne résistera pas à la période prochaine ; les deux clans bureaucratiques verront leurs postes diminuer, les minorités réformistes chercheront à se dégager. La scission larvée s'installera dans la C.G.T.,

une aile révolutionnaire politique se développera dans l'opposition syndicale parce que les oppositions syndicales auront des perspectives confuses et des réactions diverses sans grande cohésion par leur origine même.

**

Le mouvement ouvrier a subi la secousse de la menace aiguë de guerre ; il s'est produit un affaïssement actuel relatif. Mais le fouet du bonapartisme réveillera des couches plus larges. La préparation à l'union sacrée de septembre a enregistré un gros échec ; le courant contre la guerre s'élargira dans les usines, dans les casernes ; les mots d'ordre de comités contre la guerre sont des plus justes et à ce sujet, dans la lutte contre la guerre et la lutte de classe quotidienne, les communistes internationalistes devront, conformément aux décisions de leur congrès, donner à ce courant pacifiste un contenu de classe.

Le mouvement ouvrier français a subi des défaites ; la politique du Front populaire l'a désorienté un moment mais le prolétariat n'est pas brisé. La force même des antagonismes lui fera trouver le chemin de Brest et de Toulon. Les rapports de forces se modifient entre les classes favorablement pour le capitalisme, ce qui donne à ce dernier de grandes possibilités de manœuvre, mais dans ce combat l'avant-garde se formera.

Economiquement la situation de la classe ouvrière, comme nous le mentionnons ci-dessus, s'aggrave de jour en jour ; les réserves sont à bout et les chiffres de la Caisse d'Épargne sont à ce sujet très significatifs ; la misère s'installe peu à peu en commençant par les couches ouvrières les moins favorisées et les chômeurs, dont le nombre chaque jour croît, leurs allocations sont même — cas de Seine-et-Oise — réduites.

La désorientation dont nous parlions ci-dessus se manifeste dans les classes moyennes, dans la C.G.T., dans le P.C. ; dans cette période, le fascisme élargit sa base mais n'a pas encore surgi comme une force décisive ; le parti communiste perd un nombre assez important d'adhérents et la cohésion de ses adhérents, mais il conserve par le réseau de son appareil parlementaire et syndical, secrétaires syndicaux ou délégués d'atelier, conseillers d'arrondissement, conseillers municipaux et députés, une toile d'araignée très puissante pour son influence ; le P.S. conserve le même champ d'influence et surtout parlementaire.

Le problème de savoir si ces deux formations perdront réellement leur influence avant l'épreuve de la guerre ou du fascisme est un

être apportée par l'action des militants révolutionnaires. Il est à observer à ce sujet que plus la conscience de la trahison se fait nette dans l'avant-garde, plus l'ampleur de la tâche à mener apparaît avec netteté et plus la crainte de l'effort se fait grande.

C'est en réalité, dans la période qui vient, toute une rééducation complète de l'esprit de classe qu'il faut entreprendre ; c'est la propagande marxiste élémentaire qu'il faut reprendre ; nouer des liens avec les couches ouvrières par la propagande de classe con-

tre la guerre, pour briser les liens avec l'Etat, leur faire haïr ses formes de pression, leur faire comprendre le rôle de leurs partis, les entraîner à la lutte contre le capitalisme, tout l'A.B.C. de la propagande du marxisme définie il y a un siècle, toute une lutte sérieuse, conséquente, pour les dégager de l'influence des grandes organisations.

A ce sujet nous devons observer que notre programme d'action n'est pas une série de mots d'ordre magiques ; ces mots d'ordre doivent être expliqués largement aux usines, à l'armée, aux champs.

12) évolution des couches révolutionnaires

LE regroupement d'une avant-garde de parti se fera dans l'évolution de larges couches d'ouvriers. On ne peut avoir le moindre espoir dans tous ceux qui furent les représentants appointés des organisations syndicales et politiques. Mais, de la base, des effectifs qui ont partagé les illusions du Front populaire, qui ont subi sa discipline, qui ont parfois partagé ses compromis, se dégagera une aile qui passera sur des positions révolutionnaires.

Cette aile aura la marque des fautes politiques commises et des enseignements mensongers. La conception de classe sera encore trouble, la confusion très grande dans ses rangs ; mais les cadres du mouvement ouvrier ne peuvent pas surgir de notre volonté, ils surgissent de l'expérience que fait le mouvement ouvrier. C'est cette aile-là qui permettra la formation de larges cadres nouveaux.

Il n'est pas sans intérêt à ce sujet de souligner que la plupart des ouvriers qui évoluent vers nos positions disent que « le Front populaire a trahi » ; pour nous, le front populaire n'a pas trahi, il a fait ce qu'il avait à faire. Ce n'est pas un jeu de mots. La notion de la trahison accuse la brisure des ouvriers avec leurs chefs mais exprime leur incompréhension fondamentale du phénomène du front populaire et les pousse pour l'avenir à croire qu'un « front populaire » peut être chose stable et progressive. Une grande partie des militants du P.S.O.P., du Cercle Lutte de Classe, des anarchistes, ont actuellement sur la question française et espagnole cette conception erronée et dangereuse.

**

Etre révolutionnaire, c'est vouloir la révolution, mais ce qu'on veut ce n'est pas grand-chose, si l'on ne sait pas comment le réaliser. Le regroupement révolutionnaire au degré primaire, c'est le regroupement de ceux qui

veulent la révolution sans être tous d'accord sur le « comment la réaliser ». C'est là qu'intervient notre rôle.

Le mouvement ouvrier français, dans son ensemble, est en retard sur la bourgeoisie française en ce sens que la bourgeoisie abandonne les moyens de la démocratie et que les masses prolétariennes sont encore maintenues par les chefs dans la limite des conceptions parlementaires-électorales.

Ceci n'est pas d'aujourd'hui. Il suffit de se rappeler que Cachin et Frossard furent les fondateurs du parti communiste en France. Des hommes de ce type n'ont été certes que des moyens pour l'Internationale communiste. Mais au moment où l'Internationale communiste entama la transposition du Parti sur la base des usines, se déclancha la crise en U.R.S.S. avec ses répercussions dans l'I.C. La bolchévisation eut de ce fait un objectif essentiellement fractionné, puis le stalinisme a flatté et nourri comme base d'appui en France, malgré tous ses tournants, les opportunistes et traditionnels parlementaires.

**

Inébranlables dans leur attachement à leur plate-forme fondamentale, — fil conducteur à travers la confusion des événements présents — les communistes internationalistes se doivent d'analyser avec soin, à la lueur de l'expérience, comment se forme le courant d'avant-garde dans le mouvement ouvrier. Nous aurions dû éviter des sous-estimations très graves. Une analyse plus étudiée aurait permis de comprendre à l'ensemble des bolcheviks-léninistes les possibilités de naissance du P.S.O.P., possibilités que nous avons sous-estimées.

Nous n'aurions pas dû oublier ce que nous affirmions à juste titre lorsque nous sommes entrés dans la S.F.I.O. Nous disions que la S.F.I.O. était susceptible de laisser se cris-

talliser des courants révolutionnaires ou s'orientant vers des positions révolutionnaires ; à notre départ, rien n'était changé à ce sujet sinon un grand freinage par les illusions engendrées par le Front populaire. La manœuvre que fut la constitution hâtive de la G.R., puis la crise dans nos rangs et la dissolution des G.A.R. en étaient la preuve. Nous étions coupés par la constitution de la G.R. ; malgré notre propre crise, nous avons avec beaucoup de ténacité, continué le travail dans des conditions où la création d'un parti bolchevik-léniniste qui puisse remplir le rôle de parti était quasiment impossible. La G.R. s'est développée beaucoup plus lentement que si nous avions laissé les uns ou les autres des forces dans son sein. Elle a été chassée à l'heure où, malgré le caractère centré et timoré de la plupart de ses dirigeants, elle devenait dangereuse. Elle constituait un obstacle de plus en plus gênant pour les ministrables. C'est la situation politique générale qui l'a fait rompre beaucoup plus que la volonté de ses dirigeants, regrettant cette rupture. La G.R. a été chassée parce qu'elle représentait le début dans des couches assez larges d'ouvriers de la conscience de cette fameuse « trahison » du Front populaire. Le P.S.O.P. organisera partie de ces couches d'ouvriers dans la limite où il saura prendre contact avec elles par une opposition affirmée dans un langage de classe et les entraîner dans les actions, en soutenant et en combattant par un programme de revendications ouvrières. Sur ce plan, la direction du P.S.O.P. entrave les groupes d'usine avec la fameuse indépendance des syndicats.

Nous devons, comme communistes internationalistes, dans une situation que nous qualifions de très confuse, de très difficile, faire un gros effort de compréhension de cette situation. Nous avons toujours dit, depuis la création du P.S.O.P., que l'intention de Marceau Pivert était de refaire le parti socialiste de l'époque d'avant-guerre, de

sa plus belle époque (unité du mouvement ouvrier, large démocratie dans le parti unifié, etc...). Dans la période qui vient, on ne peut pas refaire une S.F.I.O. car on ne peut pas faire un parti traditionnel de la démocratie bourgeoise en épanouissement au moment même où la démocratie bourgeoise s'écroule de toutes parts. La S.F.I.O., pour apporter un dernier soutien au régime avant d'être éliminée par le fascisme, est forcée de chasser les révolutionnaires, et les révolutionnaires ne peuvent pas refaire la S.F.I.O. ; c'est la S.F.I.O. qui continue et termine son rôle en les chassant. Le fait que la G.R. a été chassée et que le P.S.O.P. est né, doit être examiné par rapport au tournant qui se produit dans le mouvement ouvrier. Il y a dans les grandes lignes une identification d'évolution entre des couches ouvrières importantes et le P.S.O.P., un parallélisme d'aspirations, un parallélisme d'illusions dans le Front populaire, un parallélisme de confusion dans l'analyse de ce qui vient de se passer...

Marceau Pivert sera poussé par la situation au delà de son projet nostalgique.

Nous pouvons en tirer cette leçon que nous sommes toujours, et c'est notre rôle au point de vue doctrinal, très en avance sur le développement de l'expérience des masses. Il est juste qu'il en soit ainsi. Notre sensibilité politique et nos acquisitions théoriques en sont la cause ; mais il faut veiller à ne négliger aucune tactique qui permette d'en faire bénéficier des couches ouvrières importantes pour la création du parti.

De tout ce développement du mouvement ouvrier depuis trois ans, nous devons tirer l'expérience ; une aile assez large s'est détachée de la social-démocratie et du parti communiste, malgré l'existence de deux tronçons bolcheviks-léninistes, elle n'est pas venue dans nos rangs et elle ne peut pas y venir, en raison de ce qui la sépare encore politiquement de nous.

13) comment lutter pour le parti révolutionnaire

DANS de semblables conditions, il ne suffit pas d'avoir des positions bolcheviks-léninistes, de les défendre, de les propager pour constituer le parti révolutionnaire ou pour le devenir. Il faut savoir comment les défendre, comment faire passer dans les meilleures conditions des couches importantes de travailleurs sur nos positions, comment acquérir une force minima qui permette d'entraîner dans le combat des couches ouvrières plus larges, pour accrocher les masses.

Nous n'accrochons pas. Le noyau bolche-

vik-léniniste est resté fort limité, sa zone de sympathisants aussi, les couches d'ouvriers révolutionnaires sont restées très en retard sur notre évolution ; la conscience du rôle exact du stalinisme n'a imprégné qu'un nombre limité de militants ; pour beaucoup, même, le fait de cette expérience les a lassés, fatigués. Si l'on ajoute à cela la crise d'organisation des bolcheviks-léninistes, on verra que des noyaux successifs qui se sont constitués se sont partiellement dispersés. Durant trois années, les communistes internationa-

listes ont fourni un effort systématique dans tous les domaines. Ils ont manifesté dans cette lutte une grande cohésion. **Il ne faut pas sous-estimer cette cohésion, c'est un facteur très important pour l'avenir.** Nous avons tiré bien des enseignements et nous sommes bien plus préparés que d'autres groupes plus puissants numériquement aux épreuves des luttes qui viennent.

L'influence de nos idées a trouvé un aliment dans la crise du mouvement ouvrier que nous avons définie ci-dessus, nous avons fait des progrès mais aucun progrès d'organisation notable. Et il n'y a aucun accrochage possible comme organisation bolchevik-léniniste indépendante actuellement pour différentes raisons ; la pesée de l'Union sacrée, notre avance sur le développement des ouvriers révolutionnaires et la raison organisationnelle : notre faiblesse numérique qui en découle, puis une raison déterminante pour toute une période, l'existence d'une formation plus large que la nôtre et qui correspond mieux à l'évolution réelle de ces couches d'ouvriers révolutionnaires vers et non sur des positions révolutionnaires.

Lors de la création du P.S.O.P., les communistes internationalistes ont mesuré l'importance du problème, les erreurs tactiques commises à la sortie de la S.F.I.O. et ont organisé leur travail en tenant compte de ces faits. Dès avant Royan, le problème de la rentrée dans le P.S.O.P. s'est posé ; notre organisation s'y est refusée et adopta une position d'attente afin de juger les possibilités du P.S.O.P.

Pour les communistes internationalistes ne saurait jamais se poser le problème de se situer au niveau théorique d'un ouvrier centriste, c'est-à-dire d'adopter sur les problèmes fondamentaux des positions fausses parce que plus compréhensibles pour les masses. Nullement. Il ne s'agit pas, selon la phraséologie habituelle opportuniste « de ne pas heurter » et pour mieux influencer d'être plus « souple et plus habile ». **Il faut dire ce qui est, mais il faut le dire de façon à être compris, à le faire comprendre et pour cela il faut comprendre l'évolution exacte des couches qui s'orientent vers la révolution et il faut adopter la tactique propre à les faire évoluer.**

Ce n'est pas la première fois que se pose pour des bolcheviks-léninistes le problème de la tactique à adopter afin de garder contact avec l'avant-garde prolétarienne qui se forme telle qu'elle est. La vie du parti bolchevik d'avant 1917 est riche d'exemples à ce sujet, dans leurs rapports avec les mencheviks et autres fractions de la social-démocratie russe. De même, en ce qui concerne la tac-

tique de l'Internationale communiste favorable à l'adhésion des communistes anglais au Labour Party en 1920, au moment de l'offensive sur Varsovie. De même inspiration était la tactique du front unique en 1922. Plus tard, la vie des organisations bolcheviks-léninistes a connu aussi des discussions importantes ayant le même but ; par exemple lors de la rentrée dans la S.F.I.O., lors de la rentrée des camarades américains dans le parti socialiste en Amérique ; lors de la création du S.A.P. en Allemagne, une importante partie des bolcheviks-léninistes internationalement était pour l'entrée des bolcheviks allemands dans le S.A.P., bien qu'à ce moment-là nous étions encore sur la position de réforme de l'I.C. En ce qui concerne la création du P.O.U.M., nous avons condamné la liquidation de notre programme par la « gauche communiste » (Nin-Andrade), mais pas la présence en elle-même dans le P.O.U.M.

Dans le processus actuel de l'évolution de l'avant-garde révolutionnaire, le rapport des forces entre les partis traditionnels et les formations révolutionnaires centristes ou non ne permet pas d'appliquer la tactique du front unique d'organisation à organisation. On peut parfois faire le front unique à la base, certes. Mais cela n'a jamais des conséquences importantes. Le rapport des forces entre les formations trotskystes et le P.S.O.P. ne permet pas un front unique réel d'organisation à organisation. Tout au plus une parlotte commune en certaine occasion peut donner l'illusion d'un front unique. D'autre part, il est certain pour chacun de nous que d'une activité intense encore accrue, d'une surtension de nos forces, d'une propagande plus acharnée, ne surgira pas, dans la situation actuelle, un rendement beaucoup plus grand ; et comme résultat, l'arrestation systématique de nos militants. Or, il ne s'agit pas pour nous de faire quelques héros vrais ou faux, mais de faire un parti qui suscitera les plus grands actes d'héroïsme de ses militants et de la classe. Il n'est pas exagéré de dire qu'avec les perspectives politiques que nous avons devant nous, il faudra beaucoup de ténacité, d'abnégation héroïque, simplement pour tenir.

Nous abordons, comme parti communiste internationaliste, la crise politique profonde des masses avec une faiblesse dont nous devons tenir compte dans toute notre tactique. Les organisations non traditionnelles prises isolément comme le P.S.O.P. abordent également cette crise politique profonde des masses avec une infériorité de manœuvre. L'état de démoralisation et le rapport des forces rendent difficile le front unique. Il faut trouver la tactique qui permette la cohésion, le

coude à coude, dans l'expérience, laquelle ne peut qu'être profitable à notre programme politique. Il ne s'agit pas pour nous d'une tactique étroitement manœuvrière qui fera passer un à un sur nos positions des militants socialistes ou communistes parfois plus ou moins fatigués. Il s'agit de répondre aux exigences du regroupement dans la forme qu'il prend à l'heure présente, dans l'intérêt de la formation d'un noyau fondamental du parti révolutionnaire.

**

Le travail dans le « cercle Lutte de classes » est un aspect très important du problème du regroupement, mais ce n'est qu'un aspect syndical. L'orientation politique esquisse quelque forme dans l'orientation syndicale mais n'y prend pas toute son ampleur. La délimitation politique est très difficile. Dans un parti politique, on discute orientation politique, dans le « cercle Lutte de classes » on discute très peu l'orientation syndicale. C'est loin d'être pareil et c'est loin de donner la même marge de possibilités.

Une éventuelle rentrée dans le P.S.O.P. de nos militants n'impliquerait pas l'abandon du travail syndical ni du travail d'entreprise. Du tout, elle donnerait à leur travail politique syndical dans les usines et dans les syndicats une beaucoup plus grande portée, plus immédiate de conséquences.

A ce sujet, il est à noter que les dirigeants de la G.R. étaient partis de la S.F.I.O. pour faire un vrai parti socialiste et, en réalité, ils ont rencontré aussitôt dans la base des résistances très nettes sur le front populaire, sur la franc-maçonnerie ; puis, aujourd'hui, ils en viennent à une orientation tâtonnante vers une forme communiste de travail dans les entreprises. Leur regret d'avoir quitté la S.F.I.O. est resté dans la gorge ; les formes de travail que cherchent les ouvriers révolutionnaires correspondent aux obligations créées par la situation, c'est l'expérience bolchevique qui peut l'enseigner à ces ouvriers.

**

Nos divergences avec les dirigeants de la Gauche Révolutionnaire ne sont pas d'aujourd'hui. Leur conception du parti révolutionnaire, est-il besoin de le rappeler, n'est pas la nôtre, mais si nous prenons comme simple exemple la campagne publique du P.S.O.P. pour le 11 novembre (qui a d'ailleurs assez sérieusement réussi dans la région parisienne), nous avons vu ci-dessus l'impossibilité d'un front unique d'ac-

tion réel, c'est-à-dire un mot d'ordre que l'on défend, que l'on essaie d'enraciner en commun (avec une limite de critique mutuelle), il restait donc la possibilité d'une contradiction. Les formes de la propagande centrisme dans les masses rendaient à cette occasion particulièrement très difficile notre contradiction. Certes, comme bolcheviks-léninistes, nous décelions le contenu centriste des exposés faits par les orateurs ; mais le dénoncer restait sans grande portée sur les auditoires pour lesquels ce débat aurait eu un caractère savant et pédant. En réalité, le ferment de notre critique dans les rangs des ouvriers du P.S.O.P. aurait eu une portée beaucoup plus grande et beaucoup plus progressive que des contradictions dont ils gardent l'impression d'un sabotage. Le terrain réel de la contradiction dans ce cas c'est la vie et le travail en commun ; c'est dans le sein des groupes du P.S.O.P. que nos militants pourront la faire, étant donné que le rapport des forces ne permet pas le front unique.

**

Le P.S.O.P. est un produit du mouvement ouvrier ; les illusions de ses militants sont souvent celles des militants ouvriers commençant à être révolutionnaires. Beaucoup de psopistes sont et resteront figés sur leurs conceptions centristes, mais la classe ouvrière, elle, dans sa lutte, ne peut pas être figée.

C'est pourquoi il faut adhérer au P.S.O.P.

Qualifier de trahison la tactique d'entrée dans le P.S.O.P., c'est simplement faire preuve d'une intransigeance verbale qui bloque notre recherche commune d'une solution révolutionnaire sérieuse.

On ne peut pas se livrer non plus à une comparaison avec le parti communiste et le parti bolchevik de 1917 ; nous n'avons ni la tradition, ni la sélection, ni les liens comme c'était le cas dans la révolution russe entre le parti bolchevik et les masses. Sans parler des rapports différents entre les différentes fractions luttant dans la classe ouvrière. Ne nous livrons pas sans mesure à des analogies, essayons d'appliquer la tactique léniniste à la période actuelle de nos difficultés, de nos progrès.

On nous dit aussi qu'il y a des militants de chez nous qui se perdront dans le P.S.O.P., qui seront prédisposés à être centristes. Il ne peut s'agir que d'isolés. Dans ce cas, ces militants, si nous restions « indépendants », ou bien rejoindront le P.S.O.P., ou bien seront centristes à leur façon dans nos rangs

par leur activité ; ce n'est certes pas notre sectarisme de tactique qui les ferait évoluer. Par contre, sur la base d'une expé-

rience commune dans le développement de la vie et les difficultés, le nombre de ceux qui peuvent progresser est plus grand.

14) P.C.I. - P.O.I.

La décision du P.O.I. est prise : le P.O.I. ne rentre pas, pour l'instant tout au moins. La proposition d'entrée dans le P.S.O.P. est venue d'en haut internationalement, les manœuvriers de la direction du P.O.I. qui étaient contre cette tactique ne l'ont pas combattue de front mais lui ont donné seulement une forme qui ne devait pas aboutir. Ils ont préconisé l'unification avec le P.S.O.P. ; ils connaissaient fort bien les problèmes que pose une unification, ils savent fort bien qu'un parti ne se fait pas sur une base minima, que le reproche des B.-L. à la gauche communiste en Espagne, c'est justement d'avoir fait sur une base centriste, avec les maurinistes, un parti, le P.O.U.M., dans lequel ils étaient pieds et poings liés parce qu'ils avaient accepté la base minima comme base des conceptions du parti. Les conséquences sanglantes ont suivi.

Les dirigeants du P.O.I., dont un a écrit d'éloquents sottises sur la nécessité de bâtir une gauche conséquente avec... Zyromski, ont jeté l'anathème sur nous au moment des Groupes d'Action Révolutionnaire qui devaient être un organisme large animé par les B.-L. pour, entre autres, porter des militants révolutionnaires sur les positions B.-L. ; à ce moment, qui ne se déclarait pas B.-L. était un capitulard et un traître. Le parti révolutionnaire ne peut exister ou se former que sur la base programmatique fondamentale des B.-L. Proposer l'unification au P.S.O.P., c'était supposer par une discussion, faire passer sur nos positions le P.S.O.P. dans son ensemble ou au contraire espérer noyauter le P.S.O.P.

Dans le rapport des forces numériques et compte tenu du degré d'évolution des membres du P.S.O.P., c'est ce qu'on appelle vulgairement « la pêche à la godasse ». Le problème de la formation du parti n'aurait pas été résolu. Il ne se résoudra que de l'expérience commune, de cette expérience qui renouvellera le P.S.O.P. et qui, dans son développement, amènera l'aide gauche du P.S.O.P. à adhérer aux positions fondamentales de la IV^e. Nous ne souhaitons pas du tout que le P.S.O.P. se scinde pour cela ; si c'est la majorité qui adhère à la IV^e, dans le développement de la situation, ce sera tant mieux.

La direction du P.O.I. a dissimulé les perspectives politiques du regroupement de l'avant-garde dans une tentative de manœuvre contre la proposition d'entrée et aussi contre le P.S.O.P. Le P.S.O.P. a repoussé l'unification sans conséquences intérieures profitables pour la IV^e, les anti-centristes de la direction du P.O.I. se sont alors démasqués et ont triomphé. C'est un triomphe qui réserve bien des surprises, car les mêmes problèmes comme les mêmes faits posent les mêmes conséquences. La scission du P.O.I. est proche, en supposant qu'à ce sujet il n'y en eût qu'une.

A ceux qui, dans notre organisation, ont dit que nous faisons une course de vitesse avec le P.O.I., nous n'avons pas répondu. nous espérons qu'aujourd'hui ils comprendront leur erreur sur ce point. Ce qui nous a orienté dès avant Royan est d'origine principielle et politique et non inspiré par tactique envers le P.O.I. La position et la tactique suivie par l'autre tronçon B.-L. ne pouvant d'ailleurs nous être indifférentes : nous subissons non seulement les effets de ses calomnies mais aussi du discrédit que son action porte sur les B.-L.

Nous avons tenté l'unification dans les conditions les plus démocratiques, les plus loyales avec le P.O.I. La crise du mouvement pour la IV^e, la dispersion que provoquent leurs méthodes bureaucratiques, de plus en plus en honneur, nous amène à comprendre que dans de nombreux pays, une aile très importante passe sur des positions proches de la IV^e tout en s'éloignant du centre officiel et risque de s'égarer. Notre entrée doit aussi permettre de prendre nationalement et internationalement un contact sérieux avec ces camarades.

Le problème de la construction de la IV^e reste posé. Il ne suffit pas que la fraction Trotsky ait déclaré qu'elle était le Parti Mondial de la Révolution pour que ce parti ait existé dans les cadres et dans les masses. La réalisation du problème de « la construction de la IV^e Internationale » pose toujours l'unification des officiels ou non en une même organisation dans le monde, avec un statut démocratique.

15) nous n'avons pas d'illusions

NOTRE conception de l'entrée dans le P.S.O.P. n'a pas enfin pour origine un optimisme béat sur le travail et le développement du P.S.O.P. Nous connaissons la situation présente complètement, la fragilité de ce rassemblement. Le P.S.O.P. s'affaiblit par l'absence d'un programme conséquent. Il peut aussi être dissous, placé dans l'illégalité, traverser des périodes difficiles. Il n'empêche que pour poursuivre la lutte, pour assurer la plus grande portée à la répression et susciter la plus large solidarité de la classe, pour que les cadres se développent aussi pendant la répression, le coefficient quantité a une importance. Le fait qu'un militant est en contact avec une quarantaine ou une cinquantaine de sympathisants dans sa région a, dans ces cas-là, une grande importance. Le militant bolchevik-léniniste isolé dans son usine ne peut pas avoir une influence active sur une grande couche d'ouvriers. Ce militant, par sa conscience politique, ses capacités de combat, s'il se trouve parmi quatre ou cinq centristes sympathisants dans la même organisation que lui, ou parfois même, comme dans certains cas avec quarante psopistes, peut avoir dans son usine une influence plus décisive pour faire passer ses idées en actes.

Il n'y a pas de mirage pour nous, ni dans le développement de la situation qui sera difficile pour le mouvement ouvrier ni dans la situation du P.S.O.P. ni dans son développement. Ce qui décide, c'est qu'il y a là une capacité plus grande de travail, d'action, c'est par là que commence à passer, que nous le voulions ou non, le regroupement de l'avant-garde.

Ce qui décide aussi, c'est que nous croyons que l'avant-garde, dans une expérience commune et d'après les capacités que nous aurons, se regroupera sur nos positions. On objectera que quelques-uns d'entre-nous seront triés, ce n'est pas un élément suffisant pour nier toute une perspective politique. Jamais ces questions, malgré leur gravité, n'ont pesé sur les nécessités politiques.

**

Des dirigeants du P.S.O.P. ont exprimé la volonté de ne pas laisser « entrer » quelques-uns d'entre nous, de nous « décapiter ». Pierre

Frank et Molinier sont particulièrement visés. D'autres se vantent de mettre nos militants « dans leur poche ». Laissons-les bavarder sur leurs éventuels succès. Toutes les manœuvres malhonnêtes, même si elles ont, bien entendu, une façade d'impartialité, n'aboutiront pas. Le P.C.I., c'est autre chose que cette légende « d'une caisse ». Décapitez, si tel est votre souci en cette phase du regroupement ; vous vous rendrez bien vite compte que le P.C.I. a et aura des militants avec lesquels on doit compter ; n'ayez pas l'imprudence de vouloir « les mettre dans votre poche ! ».

Le fait est que se dégagent des courants importants dans les milieux ouvriers. Ces courants, nous pourrions les joindre et les organiser si l'entrée de nos militants dans le P.S.O.P. nous permet d'exercer une influence sur l'orientation du travail du P.S.O.P. vers les entreprises.

Que peut venir faire là le reproche de subir un peu trop le poids des difficultés habituelles aux organisations révolutionnaires, particulièrement de céder à la calomnie ? Nous avons subi de grandes difficultés, nous en subissons d'autres. Ce qui importe, c'est que dans tout ce qui peut arriver, les nôtres restent liés, que nous soyons susceptibles de nous développer contre toute la force de la répression et des calomnies. Nous ne considérons pas l'entrée individuellement de nos militants dans le P.S.O.P. comme l'approche d'un oasis mais le début d'un travail que nous mènerons avec ténacité.

**

Que les bolcheviks-léninistes qui ont fait des efforts immenses, produit un travail considérable, qui ont été systématiques dans leurs efforts, regardent la situation avec franchise, qu'ils réétudient notre plate-forme politique fondamentale ; qu'ils examinent la tactique la plus apte à les faire vivre dans la classe ouvrière. Ils verront qu'en novembre 1938, la « dissolution » du P.C.I. est en réalité une expression de la plus grande cohésion politique de ses membres.

Le regroupement des forces révolutionnaires passe par l'expérience du P.S.O.P. ; faisons cette expérience avec une complète honnêteté politique.

La J.S.O.P. a célébré les **3 L**

Les camarades des J.S.O.P. de la Seine ont entrepris un vigoureux travail révolutionnaire. Ils ont commencé par lancer leur journal « La Jeune-Garde » et affirmé, sous le signe des 3 L (Lénine - Liebknecht - Luxembourg) leur internationalisme de classe :

Aujourd'hui comme hier, nous restons fidèles aux 3 L. Comme eux, nous ne connaissons pas de patrie et, comme eux, nous savons que l'ennemi est chez nous, que c'est notre propre bourgeoisie qui exploite les travailleurs de la métropole et opprime nos frères, les travailleurs coloniaux. Comme eux, nous ne connaissons qu'un drapeau, le drapeau rouge des Communards et d'Octobre, et nous laissons aux traîtres le torchon tricolore des Versaillais. Comme eux, nous rappellerons inlassablement à nos camarades encasernés leur devoir de classe.

Fidèles à Lénine, à Karl et à Rosa, nous savons qu'on ne compose pas avec la bourgeoisie et nous gardons intactes notre haine et notre volonté révolutionnaire.

Aux jeunes travailleurs de tous les pays, nous rappelons l'appel que lançait, en 1918, la Ligue Spartacus :

« L'humanité se trouve placée devant l'alternative : extinction et déclin dans la barbarie capitaliste ou renaissance à travers la révolution sociale. L'heure de la décision a sonné. Si vous croyez au socialisme, c'est le moment de le montrer par des actes. Si vous êtes des socialistes, c'est maintenant qu'il faut agir. »

Lénine, Liebknecht et Luxembourg ne mourront pas. Pour qu'ils continuent à vivre, pour que leur enseignement ne reste pas vain, la Jeunesse Socialiste Ouvrière et Paysanne l'appelle, jeune travailleur. Viens lutter dans ses rangs, contre l'impérialisme français, contre l'union sacrée, contre la guerre qui mené ce, pour le socialisme par la révolution mondiale !

A. MORGAT.



Trocello, dans un groupe de grévistes de Citroën-Epinettes (mars-avril 1937) déployant « La Commune ».

L'industrie du pétrole dans la Basse-Seine

R. et M. BINET

Nous avons reçu, il y a quelques mois l'article suivant du camarade Binet, du Havre. On sait que, depuis, Binet a rompu avec les camarades du P.C.I. qui sont entrés dans le P.S.O.P. Nous déplorons qu'il l'ait fait avec un système de polémique et un ton qui ne rappellent pas le caractère de l'étude que publie « La Vérité ». Nous pensons que Binet ne tardera pas à le comprendre et aussi à abandonner une position sans issue.

FAUTE de pétrole, l'impérialisme français a failli perdre la guerre de 1914-1918.

En 1917, l'Etat-Major des armées alliées se déclara incapable d'empêcher la défaite s'il n'avait pas de plus grands stocks et de plus grandes quantités d'essence.

En 1918, les armées françaises en usèrent 100.000 tonnes en quarante jours et on peut affirmer que, pour une part, la débâcle des armées allemandes est due moins à la révolution bourgeoise qu'à la perte des champs de pétrole en Europe Orientale.

La nécessité où se trouvent maintenant les différents pays de constituer des stocks de pétrole comme ils constituent des stocks d'armes pour préparer la guerre, amène par avance une lutte âpre et sordide pour la conquête des gisements pétrolifères, pour la construction de distilleries et d'usines de raffinage dans les différents pays.

Industrie jeune, plus jeune que le reste de l'industrie capitaliste, créée par des hommes dont plusieurs vivent encore, l'industrie du pétrole réalise plus complètement que les autres toutes les tares, toutes les luttes du capitalisme moderne.

En 1870, John Rockfeller fonde la Standard Oil Company.

En 1889, Henry Deterding crée la Royal Dutch.

En 1902, la Royal Dutch s'empare de la Shell Transport qui, à l'origine Société de Transport de Coquillages, devenait Société de Transport de Pétrole et prenait le développement qu'on lui connaît maintenant.

Dès le début, la lutte se fait violente et en 1907, deux Compagnies se partagent le monde :

1°) la Compagnie Batave des Pétroles, qui s'occupe de Java, de Sumatra, de Bornéo, du Mexique et de la Russie.

2°) l'Anglo-Saxon Petroleum (Royal Dutch) qui s'occupe de la Malaisie, des Indes Anglaises, de Ceylan, de la Chine, du Siam, de l'Egypte, du Japon, de l'Australie.

A ce moment, John Rockfeller et Sir Henry Deterding se trouvaient face à face dans la concurrence, face à face les impérialistes américains et les impérialistes anglais.

La guerre de 1914-1918 permettait alors à Deterding de s'emparer de la moitié du marché de la Chine, lui donnait la possibilité de mettre le pied aux Etats-Unis et la Standard, gênée par différentes lois votées aux Etats-Unis, interdisant les trusts et par la concurrence de son rival anglais, perdait son monopole même aux Etats-Unis.

C'est l'époque aussi que choisit Deterding pour acheter au Mexique la « Mexican Eagle ».

Les Etats-Unis qui s'étaient personnellement désintéressés de la question jusqu'à ce jour, s'y intéressèrent directement et toute la politique de cette date à aujourd'hui encore avec Cardenas, sera pour toute l'Amérique soumise à une lutte forcenée pour le monopole du pétrole. Les U.S.A. s'efforceront, par une série de coups d'Etat, notamment au Mexique, de placer un gouvernement qui reprendra ces concessions à la Mexican Eagle de telle sorte que la Standard puisse l'avoir en mains. Cardenas, ni les U.S.A., n'ont pas encore dit leur dernier mot.

Enfin, dans le Proche-Orient, où jusqu'à la guerre, la « Turkish Petroleum » avait une part importante, de nouvelles batailles se livrent encore.

La France, depuis 1903, était restée en dehors du conflit. C'est à cette date en effet que différentes lois mettaient l'industrie française dans l'impossibilité de produire ou de vendre et même de raffiner du pétrole. Les droits divers étaient prohibitifs de toute exploitation.

La guerre et ses difficultés firent comprendre aux capitalistes français que leur politique pétrolière était fautive au point de vue militaire. Sur le conseil des généraux, dès le 5 août 1919, immédiatement après la guerre, paraît une loi réagissant contre cet état de choses. A cette époque encore, bien que certaines libertés aient été données, l'industrie ne répondit pas. Il faut attendre le 16 mars 1928 pour que les industriels s'intéressent à raffiner en France. A ce moment, une différence est créée entre les bruts et les produits raffinés au point de vue douane, de telle sorte que les industriels ayant intérêt à importer du brut et non des produits achevés, se décidaient à importer des crudes.

Immédiatement, ils s'occupèrent de construire une industrie. Toutefois, le gouvernement contingenté depuis 1921 et par la loi du 10 janvier 1925, toute raffinerie doit avoir en réserve un quart de sa production de l'année précédente, en brut ou en produits raffinés.

Il est évident que, dans de telles conditions, quand on songe que des usines comme celle d'Orcher ou de Port-Jérôme, dans la région du Havre, doivent stocker deux cent ou trois cent mille tonnes de produits bruts ou raffinés pour une valeur de plusieurs centaines de millions de francs, seuls des capitalistes puissants, de grandes entreprises, de grandes banques, pour tout dire de grands trusts, peuvent se permettre d'organiser l'industrie pétrolière d'un pays.

Malgré tout, l'Etat conservait un contrôle de cette industrie considérée comme indus-

trie de guerre au premier chef et, naturellement, les social-patriotes occupaient une place de choix dans l'Office National des Combustibles Liquides.

Voici la composition de cet office : Roy, sénateur ; Fayon, sénateur ; Charles Baron, député ; Barthe, député ; Engerand, député ; Bedouce, député ; Galliot-Siegler, administrateur délégué de la Société Lyonnaise des Schistes bitumés ; Bordas, Pilliard, Blanchard, Général Bloch, Dumanoir, inspecteur général aéronautique ; Douillard, commissaire général de la Marine ; Moriss, contre-amiral ; Général Jamet ; Général Serigny, président du Syndicat de l'Industrie du Pétrole ; Dentz ; Cayrol (Desmarais) ; Meny (Cie Française du Pétrole) ; Laurain ; Herrenschildt (Pechelbrönn) ; Monprofit-Rognon (S.T.C.R.P.) ; Breton, Appell, Laurent (commission administrative de la C.G.T., 5, rue de Poitiers, à Paris) ; Dupuy (Société Européenne de Pétrole) ; Vicomte de Rohan.

D'un autre côté, les industries du pétrole étaient obligées d'absorber en alcool un dixième de leur production totale de produits finis.

Une industrie est née : la consommation se développe ! Alors qu'en 1890, dix millions de tonnes de pétrole suffisaient au monde, en 1932, deux cent millions de tonnes n'ont pas suffi.

Quelle est donc la part de la France dans la production mondiale : 75.000 tonnes à Pechelbronn, 1.500 tonnes à Gabian (Hérault), 5.000 tonnes à Autin, 1.000 tonnes à Messila, département d'Oran, et un début au Maroc (Djebel Tselfat et Gharb).

Il est évident qu'avec une telle production, la France n'avait pas le centième de ce qui était nécessaire pour sa préparation à la guerre. C'est pourquoi le capitalisme français et ses généraux veillèrent, en 1919, à se garantir une réserve de stock.

A l'extérieur, reprenant la part de l'Allemagne dans la « Turkish Petroleum », soit 23,75 %, le traité de paix de 1919 donnait à la France une partie des gisements de l'Irak.

Dès ce moment, une société fut créée qui prit le nom de Compagnie Française des Pétroles et immédiatement la Compagnie Worms du Havre (Ateliers et Chantiers de la Seine-Maritime) s'empressait d'aller construire des réservoirs à Tripoli. Presque successivement, cet établissement (Worms) constituait sous des noms divers des flottes de pétroliers pour le transport des bruts de l'Irak en France.

C'est ainsi que fut constituée notamment la Compagnie Auxiliaire de Navigation et

qu'en 1938, elle vient d'acheter une nouvelle flotte de sept pétroliers.

La Compagnie Française de Pétrole se réservait l'exploitation des pétroles de l'Irak et constituait un certain nombre de filiales spécialisées : la Compagnie Navale des Pétroles pour le transport et la Compagnie Française de Raffinage pour le raffinage et la distribution.

La Compagnie Française de Raffinage, ou C.F.R., constituée avec cinq maisons françaises de distribution en 1929, avait l'appui de l'Etat. On trouvait à la tête de son Conseil d'administration comme Président : Ernest Mercier, qu'on connaît par ailleurs dans l'électricité, et comme Secrétaire : le frère du susdit : Maurice Mercier. On retrouvait également différents membres de conseils d'administrations d'autres Compagnies Pétrolières qui, toutes, recherchaient plus ou moins directement l'appui de l'Etat et une part des pétroles de l'Irak, notamment P. Desmarais.

Différentes raisons firent choisir Le Havre comme principal port pétrolier de France et deux raisons surtout le firent choisir :

1°) il était plus près du consommateur et notamment des grandes régions industrielles de Paris ;

2°) il était plus éloigné que toute autre ville d'une attaque possible, si l'on exclut l'Angleterre.

De plus, il disposait de la voie navigable la meilleure de France vers Paris : la Seine ; il avait un réseau ferroviaire de premier plan, l'un des plus modernes. Son port est le plus profond de France. Il avait à sa disposition et dans l'arrière pays, des terrains vierges étendus et un outillage spécial. Trois sociétés le choisirent particulièrement pour leurs plus grandes usines : la C.F.R., la S.F.A.R., la Vacuum. D'autres s'en servirent comme port d'escale et d'attente.

Nous avons dit plus haut que Le Havre est doté d'un outillage spécial. Qui donc donnait cet outillage au port du Havre ? Quel fut le groupement capitaliste suffisamment informé, suffisamment riche et suffisamment soutenu pour obtenir et créer l'outillage particulier du port du Havre ? La Compagnie Industrielle et Maritime (C.I.M.) dont le Président du Conseil d'administration : Bourgeois, était en même temps Président de la Société des Docks du Pétrole.

Cette Compagnie possède douze cents mètres de quai à la cote moins quatorze. Elle a construit une gare d'escale des plus modernes. Elle réorganisa un Palace : l'Hôtel Frascati, construisit un Hôtel d'Emigrants au

Parc de la Hève et son emblème fut une grande mouette d'or. Cet emblème signe ou surmonte tous les travaux ou tous les édifices de la C.I.M.

Examinons son développement :

En 1919, elle fait sa première demande de concession et le 19 juillet 1922, à la suite de cette demande, elle obtient la concession du terre-plein sud et le quai nord du port du Havre.

Ce premier chantier s'ouvre en 1924 et l'apportement ouest est inauguré le 26 mars 1926 par le pétrolier « Inverarder ».

Il s'agissait pour la C.I.M. seulement de réceptionner et d'entreposer le pétrole et elle eût, dès 1922, un dépôt de 125.000 mètres cubes dans différents réservoirs.

Face au trust unique qui, jusqu'ici, groupait la clientèle du pétrole, elle réunit la clientèle fragmentaire en Fédération des Indépendants et comme premier acte de son activité elle fit tomber le prix de l'essence de 50 %. Devant la violence de cette attaque, le trust céda, mais la C.I.M. elle-même, ébranlée par l'effort qu'elle avait dû fournir pour remporter la victoire, dut fléchir. Un compromis intervint : la C.I.M. augmenta son prix, le trust diminua le sien. Une commission paritaire de cinquante et un membres fut chargée de l'établissement des prix. Une fois de plus, à coups de marchandage et de concurrence, l'entente capitaliste se faisait sur le dos du consommateur !

Au moment de cet accord, c'est-à-dire en 1925, Le Havre recevait par année 225.826 tonnes de brut alors qu'en 1871 il en recevait 15.000 tonnes et en 1884, 48.000 tonnes. La C.I.M. ne cessa pas son développement mais, au contraire, son accord avec le trust lui permit un nouvel essor.

Nous avons dit que son premier apportement fut inauguré le 26 mars 1926. Un deuxième apportement était inauguré le 28 novembre 1930 par le pétrolier « Well Fied ». Enfin, un troisième apportement était prévu pour le chargement des bateaux-citernes et le transbordement aux réservoirs. Le nouveau bassin aux hydrocarbures n'est encore que le premier des trois qui sont prévus.

Son essor ne s'arrêtait toujours pas ! Sa première concession datait du 19 juillet 1922. Elle demanda une deuxième concession qui lui fût accordée le 31 mars 1931, ce qui portait la surface de terre-plein mis à sa disposition à vingt-sept hectares portant quarante-sept réservoirs contenant 158.399 mètres cubes. Le 23 juillet 1931, une troisième concession lui est accordée sur laquelle elle construit immédiatement dix-neuf réservoirs

dont dix de 1.600 mètres cubes et trois de 1.040 mètres cubes. Elle dispose à ce moment d'un total de 184.350 mètres cubes et, d'autre part, différentes usines peuvent grouper seize réservoirs pouvant stocker 57.550 mètres cubes (notamment Desmarais).

Par la construction de nouveaux réservoirs, la C.I.M. possède effectivement soixante et onze réservoirs de 1.000 à 10.000 mètres cubes, soit un total de stockage de 210.000 mètres cubes. Elle a à sa disposition deux bassins pétroliers de 230 mètres sur quatre-vingt-onze mètres, quatre appointements pour quatre navires-citernes de dix-huit cents tonnes et elle construisait dans la région parisienne, à Gennevilliers, cent-vingt-neuf réservoirs

ORCHER

La C.F.R., dont nous avons vu l'importance, possède deux usines en France : l'une à Gonfreville-l'Orcher, l'autre à Martigues. La principale de ces usines a été construite dans notre région, à Gonfreville-l'Orcher.

En 1852, la mer baignait Orcher. Peu à peu, par le dépôt des alluvions et des vases, de vastes étendues se découvrirent et la mer recula de trois kilomètres. Sur cette étendue marécageuse jusqu'en 1931, on n'avait mis que quelques bestiaux, mais, en juin 1931, on donnait le premier coup de pioche de la nouvelle usine.

Deux ans plus tard, ou plus exactement vingt-trois mois plus tard, le premier chaland d'essence raffinée partait de Gonfreville-l'Orcher, c'est-à-dire que l'une des plus importantes usines de France, sinon la plus moderne, avait été construite durant ce temps.

Pendant deux ans, quinze cents ouvriers peinèrent sur ce chantier. Trois cents mille mètres cubes de remblais portèrent le niveau du terrain de la cote 7 m. 90 à la cote 8 m. 30. Une digue longue de trois kilomètres fut construite pour protéger les installations contre les grandes marées. Un port fut creusé sur le canal de Tancarville en déplaçant 800.000 mètres cubes de cailloux et de sable. Treize cents mètres de quai en palplanche, quinze kilomètres de rigoles de drainage furent creusés pour assainir le terrain. Les établissements couvrent cent cinquante hectares.

Parmi les ouvriers qui construisirent l'usine, plusieurs centaines de travailleurs étrangers, Italiens pour la plupart, participèrent aux travaux. Naturellement, le Parti communiste (rayon du Havre) qui alors était

pouvant contenir quarante mille mètres cubes.

La C.I.M., enfin, construisait, jusqu'aux principales usines de la région du Havre, des pipe-lines, l'un de dix kilomètres jusqu'à la Compagnie Française de Raffinage, l'autre de trente-cinq kilomètres jusqu'à la Société Franco-Amérique de Raffinage (S.F.A.R.) et à la Vacuum de Port-Jérôme.

Ces pipe-lines d'un diamètre de deux cents cinquante millimètres, sont alimentées par deux pomperies électriques, l'une de la C.F.R., l'autre de la S.F.A.R., placées sur le terre-plein sud.

Enfin, cinq mille cinq cents mètres de voies ferrées, rattachées au réseau, desservent ses différents établissements.

encore révolutionnaire, et les Jeunesses Communistes, menèrent une lutte intense et développèrent une propagande énorme sur ce chantier.

Divisée en un grand nombre d'entreprises, sous la direction de tâcherons, l'exploitation y était brutale et les conditions de travail désastreuses. Travaillant dans l'eau et la boue, les ouvriers devaient se munir constamment de bottes qui parfois ne suffisaient pas à les protéger. Grâce à de nombreuses luttes, ils obtinrent, durant ces travaux, différentes primes et améliorations. Des cellules nombreuses, des sections syndicales unitaires puissantes y furent construites à un moment où les organisations syndicales et politiques étaient difficiles à construire et dangereuses pour leurs adhérents. Différents journaux d'entreprises polycopiés y furent diffusés et des grèves y furent menées même par les seules Jeunesses Communistes, notamment à l'entreprise Babcock et Willcock.

Dès que l'usine fut construite, l'exploitation, pour y être différente, n'en fut pas moins très poussée dans l'intérêt du capitalisme. Quinze ingénieurs de moins de trente ans prirent la direction de l'entreprise, cherchant à obtenir un rendement maximum avec un prix de revient plus bas, et une rationalisation très approfondie permit par exemple, dans l'atelier de distillation, de transformer deux milles tonnes de brut par jour avec, comme personnel, un chauffeur, un pompiste, deux opérateurs, deux aides opérateurs, soit avec six employés au total.

Au point de vue matériel, cette usine, pour n'être pas la plus moderne, est cependant l'une des meilleures de France ! Presqu'entièrement construite avec du matériel français, sauf le craking qui sort des usines

Krupp, elle dispose d'une centrale électrique de 2.450 kw. à 3.200 volts. Elle peut donner vingt-neuf tonnes de vapeur sous trente-cinq kilogs de pression à l'heure. Pour l'instant, ne disposant que de systèmes de prédistillation, de distillation, de raffinage et de craking, il ne lui est pas possible encore de traiter les huiles et les graisses. Toutefois, les constructions continuent alors qu'une partie de l'usine est déjà en marche et, dans très peu de temps, elle sera en état de traiter ces produits.

Actuellement capable de fournir 800.000 tonnes, cette usine, par son développement, doit arriver à fournir 1.500.000 tonnes de produits finis par an et, dès 1933, elle fournissait par jour 1.000.000 de litres d'essence, soit un cinquième de la consommation française. Elle est capable de stocker dans ses réservoirs 325.000 mètres cubes de produits divers, mais, quand elle sera transformée, elle pourra stocker 600.000 mètres cubes. Elle consommera 6.500 mètres cubes d'eau par heure contre 3.600 qu'elle consomme actuellement. Elle produira 4.875 kw par heure d'électricité contre 2.450 actuellement. Elle sera alors la plus grande raffinerie de France et produira un tiers de ce qui est nécessaire à ce pays.

Les méthodes de corruption du personnel et de mouchardage y sont développées à la manière américaine. Durant la construction de l'usine, des flics privés y ont été plusieurs fois démasqués par les organisations ouvrières et cependant des portefeuilles d'ouvriers furent volés dans les vestiaires, des boîtes furent fracturées pour tenter de découvrir les cartes syndicales ou les cartes d'organisations ouvrières qu'alors il était dangereux de posséder.

Maintenant, toutes sortes d'avantages ont

PORT-JEROME

Nous avons vu plus haut comment a été construite l'usine de la C.F.R. à Gonfreville-l'Orcher. Nous allons voir maintenant ce qu'un autre groupe capitaliste a pu faire à Port-Jérôme. Il s'agit de la Raffinerie de la S.F.A.R.

Le décret du 1^{er} avril 1931 a désigné onze sociétés se répartissant les importations de pétrole brut en France. La Standard Franco-Américaine de Raffinage ou Standard Française, obtint un contingent de 20,04 % d'importation. Au moment où la C.F.R., inachevée, ne peut traiter que 800.000 tonnes, la S.F.A.R. est la plus grande raffinerie d'Europe avec un traitement de 1.000.000 de tonnes de brut, rendement qui peut être triplé, et elle peut fournir 800.000 tonnes de produits

été donnés au personnel pour essayer de le gagner à la cause du patronat : assurances-vie, primes diverses, caisses de retraite, soins médicaux. Une cité de 80.000 mètres carrés, des maisons et des chalets ont été mis à la disposition du personnel. Un hôtel a été construit pour loger les célibataires avec soixante chambres, et tout le personnel de maîtrise et les employés sont logés ou transportés dans des conditions très avantageuses pour eux.

Cependant le personnel est l'un des plus combattifs de la région, l'un des mieux organisés et, s'il a été maintes fois trahi par les chefs syndicaux, il a souvent réagi contre eux. C'est que les travailleurs qui y sont employés savent fort bien l'importance pour la bourgeoisie de posséder une telle usine à un endroit où elle est relativement à l'abri des agressions extérieures. Ils savent l'importance pour l'armée bourgeoise que peut avoir le pétrole mais ils savent aussi quels risques ils courent constamment par les conditions de travail auxquelles ils sont soumis.

Continuellement menacés par l'incendie, journallement menacés par les émanations de gaz nocifs qui parfois vont jusqu'à couvrir la ville du Havre, ils ont, depuis le début, mené la lutte contre la guerre et contre les chefs ouvriers traîtres qui la préparent. Et, cependant, le nombre de militants dits ouvriers qui ont trahi est maintenant assez élevé dans cette usine. C'est qu'à la tête du Conseil d'administration, ainsi que nous le disions plus haut, se trouve le tout puissant M. Ernest Mercier, militant du Front populaire et des « Amis de l'U.R.S.S. ». Il est évident qu'avec un tel chef, un tel patron, certains militants syndicaux, staliniens pour la plupart, sont prêts à toutes les capitulations.

raffinés. Or, la consommation française actuelle est d'environ 4.000.000 de tonnes.

Son rôle est non seulement de raffiner le brut pour donner de l'essence et des pétroles mais encore de traiter des huiles de graissage et, pour la première fois en Europe, ces huiles ont été traitées par le phénol.

Desservie par une ligne de chemins de fer, celle de Bréauté-Beuzeville à Lillebonne, qui a été prolongée spécialement jusqu'à Port-Jérôme par un embranchement particulier, elle a été construite tout au bord de la Seine sur une largeur de 750 mètres et une longueur de deux kilomètres cinq cents, soit 190 hectares. 600.000 mètres cubes de remblais prélevés dans la Seine ont été épanchés sur ce terrain. 4.000 ouvriers ont été em-

ployés pour sa construction et un personnel fixe de 1.000 employés et ouvriers la dessert actuellement. 800 pieux de béton, 3.500 pieux de bois ont fixé le terrain qui était mouvant à cet endroit comme à Orcher.

Cette raffinerie est divisée en ateliers rectangulaires en plan avec quatre grandes avenues coupées par sept rues transversales d'un développement total de douze kilomètres. Les méthodes qui ont été employées pour la construction de la C.F.R. ont aussi été employées pour la construction de l'usine de Port-Jérôme mais multipliées par dix. Pour nous, militants ouvriers, qui sommes descendus maintes fois sur ce chantier, il fut toujours très difficile d'y pénétrer car, dès le début, il fut clos de hauts grillages gardés militairement par des gardiens largement payés. Les ouvriers y furent astreints à porter un uniforme de travail avec, sur la casquette, un numéro d'ordre visiblement épinglé. Tous ceux qui, extérieurement, ne portaient pas cette marque étaient impitoyablement chassés. Les appareils photographiques y furent absolument interdits et la fouille était de rigueur à l'entrée et à la sortie du chantier.

Ces méthodes ont été naturellement maintenues dans l'exploitation de l'usine.

Il fallut dans ce véritable désert, amener l'eau potable, l'électricité, construire des égouts, mais le patronat, pour s'assurer un personnel dévoué, construisit en même temps, au nord de son usine, une cité-jardins qui prit le nom de « La Petite Campagne », construisit un hôtel, une salle de fêtes, des ter-

rains de sport. Il employa les mêmes méthodes de corruption qu'à la C.F.R.

L'usine inaugurée le 5 juin 1934, comporte actuellement une chaufferie de cinq chaudières fournissant de la vapeur à 28 kilos de pression et des conduites qui portent 17 à 20 tonnes de vapeur par heure aux deux turbines de la Centrale électrique. Trois alternateurs fournissent du courant triphasé à 50 périodes sur 2.000 volts. Elle consomme 60.000 mètres cubes d'eau par jour pris à la Seine par quatre pompes et les eaux usées sont rejetées par sept kilomètres d'égouts. 450 kilomètres de canalisation de toutes sortes sillonnent l'usine. Contre l'incendie, de même qu'à la C.F.R., 20 kilomètres de conduites portent la mousse carbonique sur tous les points de l'usine, à la S.F.A.R., 120 bouches d'incendie à trois prises d'eau peuvent fournir 500 mètres cubes d'eau à l'heure. Seize postes fixes peuvent fournir de la mousse carbonique et le personnel est astreint à des manœuvres régulières contre le feu.

La S.F.A.R. a un stock de 30.000 mètres cubes de brut dans neuf bacs à la C.I.M. au Havre et, sur place, peut stocker d'une part 90.000 mètres cubes dans un parc de stockage spécial pour les produits légers et 15.000 mètres cubes dans quinze réservoirs à bitumes. Nous ne comptons pas ses réservoirs de produits lourds qui portent son total de stockage à environ 150.000 mètres cubes.

D'après les chiffres que nous avons, la S.F.A.R. ne semble pas avoir atteint son tonnage légal de stockage qui devrait être d'environ 250.000 mètres cubes.

VACUUM

A Port-Jérôme, également, a été construite une importante raffinerie appartenant à la Vacuum Oil Company, société anonyme française. Les différentes usines de cette société ont été établies sur des terrains ayant une largeur d'environ 400 mètres le long de la rive droite de la Seine et s'enfonçant perpendiculairement à celle-ci sur une profondeur de 2.700 mètres environ, dépassant ainsi une superficie de 100 hectares.

Elles ont été placées spécialement dans le voisinage immédiat, d'une part, de la Seine qui doit recevoir un port annexe de Rouen et elle entend profiter de toutes les facilités de transport car le régime du fleuve lui permettra d'être accessible par toutes marées aux navires montant et descendant, d'autre part, en attendant l'achèvement des travaux commencés dans l'estuaire de la Seine, le pétrole brut est aisément amené par chalands-citernes automoteurs aux Raffineries de la Vacuum.

Sa capacité journalière de travail est de 1.000 tonnes en huile brute. Le système de distillation comprend deux unités du type « pipe stills » comportant chacune deux tours, une tour atmosphérique et une tour sous vide. Ces appareils ont été particulièrement prévus pour permettre le traitement des huiles de graissage. D'autre part, un dispositif de distillation secondaire du même type sert au fractionnement des huiles de graissage et à la redistillation.

Enfin, pour le traitement des produits ne servant pas à la fabrication des huiles de graissage ainsi que pour utiliser l'excès de gaz oil et de fuel oil qui découle de la distillation des huiles brutes, une unité de cracking munie de trois fours a été construite et l'essence qui est obtenue de cette unité de cracking est soumise au raffinage par l'acide sulfurique.

Il va sans dire que ces traitements sont des plus malsains, d'autant plus qu'une ins-

tallation frigorifique munie de compresseurs d'ammoniaque est utilisée pour le déparaffinage des huiles.

La production de vapeur de l'usine atteint 135 tonnes à l'heure à 24 kilogs de pression. La Raffinerie compte 275 moteurs électriques et 250 pompes. La longueur des tuyauter-

ries qui parcourent l'usine est d'environ cent dix kilomètres.

Placée au côté de la S.F.A.R., dont nous avons parlé plus haut, elle a été construite dans les mêmes conditions et les ouvriers et employés y subissent le même genre d'exploitation.

PETIT-COURONNE

La Seine servant d'artère principale aux canalisations pour le pétrole dans la Seine-Inférieure, une autre usine importante a été construite dans la région de Rouen.

Cette usine est sous le contrôle de la Royal Dutch (Jupiter). Commencée en août 1931, la nouvelle usine a été terminée en juillet 1932.

En quinze mois, la production annuelle de la Société Jupiter en produits raffinés a été portée de 200.000 à 850.000 tonnes si l'on compte son usine de Pauillac. Capacité de stockage : 676.000 tonnes, dépôts en vrac : 150, wagons-citernes : 858, chalands-citernes : 78, camions : 458, ouvriers et employés : 5.000, ingénieurs : 100. Le tonnage distribué a passé de 100.000 tonnes à 1.000.000 de tonnes.

Un premier ensemble était déjà à cet endroit en service depuis 1929 sur une superficie de 40 hectares traitant 200.000 tonnes de pétrole, part du Vénézuéla, par an.

A l'est de la route Rouen-Bordeaux, des réservoirs de produits bruts contiennent 55.000 tonnes et des réservoirs de produits finis contiennent 300.000 tonnes.

Derrière ces réservoirs se trouvent deux cités ouvrières.

Entre la route susdite et la Seine se trouvent des installations de raffinerie et de distillerie. Trois kilomètres cinq cents de voies ferrées relient l'usine au réseau de l'Etat.

Or, en 1930, des travaux ont été entrepris pour compléter cet ensemble par une installation pour la livraison en vrac des bitumes. Enfin, au cœur même de cette usine, en 1932, a été construite une nouvelle usine pouvant fournir 400.000 tonnes d'essence, de pétrole et d'huile combustible.

Dans la même période, les Ponts et Chaussées ont creusé un petit bassin dans la Seine pour la nouvelle raffinerie.

Ce nouveau bassin a une surface d'eau de six hectares, une passe de cinquante mètres et une profondeur de sept mètres cinquante aux basses eaux. Il possède un garage pour les chalands et une chaufferie sur un terre-plein avec une salle de pompes à vapeur, un magasin, des ateliers de réparation, une salle de repos pour les marins, des distributeurs

d'eau douce et de gas oil, un réfectoire et une salle à manger.

Les deux pompes vidant les pétroliers avec un débit de 700 mètres cubes à l'heure et des pompes peuvent remplir simultanément deux chalands avec un débit de 900 tonnes à l'heure de produits finis.

Cette usine reçoit 693.000 tonnes de brut par an et expédie 570.000 tonnes de raffinés.

Les réservoirs, par transformations successives, ont été portés de 75.000 tonnes à 181.000 tonnes, puis 291.000 tonnes ; douze kilomètres de tuyauteries assurent une protection efficace et, paraît-il, suffisante contre l'incendie.

**

Si nous jetons un regard sur l'ensemble des chiffres de la production française de pétrole, de la consommation française de pétrole et de la production des raffineries de pétrole de la région Basse-Seine, nous constatons qu'actuellement déjà par leur stock et leur capacité annuelle de traitement, les usines de la région Basse-Seine seraient capables de fournir la France toute entière pendant une année normale sans renouvellement des entrées ou des stocks.

En effet, la consommation annuelle française est de 4.000.000 de tonnes, soit environ 4.730.000 mètres cubes. La production pendant l'année 1936 de toutes les usines françaises a été de 7.446.800 mètres cubes alors que pendant la même période les usines de Basse-Seine pouvaient fournir 3.301.397 mètres cubes. Ce qui est remarquable, c'est que, d'un seul coup, sans presque d'efforts particuliers, et dès la première année de guerre, les usines de Basse-Seine pourraient faire passer leur production de 3.300.000 mètres cubes à 6.500.000 mètres cubes (chiffres arrondis), c'est-à-dire que la production du temps de guerre de notre région Basse-Seine égalerait d'un seul coup la production totale française d'une année normale.

Jetons maintenant un regard sur l'effort gigantesque qui a été mené depuis la guerre par l'impérialisme français.

Nous avons dit, au début de cette étude, que devant la nécessité pour l'impérialisme de se fournir en pétrole d'une façon massive

pour faire face à une guerre et assurer le fonctionnement normal de ses engins motorisés, l'impérialisme français s'était efforcé de construire de toutes pièces une industrie puissante et de s'assurer des ressources en brut suffisantes pour renouveler en tous temps les stocks considérables qui la constituaient.

Cependant ce sont seulement quelques grands capitalistes qui comprirent complètement la nécessité de cet effort.

Aussi, aussitôt après la guerre, Bérenger (sénateur) et Sir Walter Long (représentant de l'Angleterre), par les accords du 3 mars 1919, se partagèrent le butin de la Turkish Petroleum pour l'exploitation de la part allemande (Dutsche Bank : 25 %). L'accord ne fût pas total. Le Ministère des Finances, les grands établissements de crédit, les banques françaises et les grands industriels français refusèrent leur concours. Seul Ernest Mercier, créateur du « Syndicat d'Etudes Pétrolières » qui devient plus tard la « Compagnie Française de Pétrole », prit la direction de la propagande et de l'organisation de l'industrie du pétrole. Actuellement, il a directement ou indirectement sous son con-

trôle, par des hommes de paille, la plus grande partie des usines de pétrole et seul Aslan Finaly le concurrence avec la Standard Franco-Américaine.

Toutefois, avec l'appui tout puissant des différents gouvernements qui se sont succédé et plus particulièrement encore l'appui des gouvernements de Front populaire, dont Mercier s'est assuré le concours en devenant « Ami de l'U.R.S.S. », après avoir été « Croix de Feu », il s'est assuré la suprématie presque certaine à plus ou moins brève échéance, à moins que les travailleurs y mettent bon ordre !

Dans notre région, nous avons dit qu'il possédait déjà la C.F.R. et qu'indirectement il avait des intérêts chez Jupiter.

Mais, dès le début, la Maison Worms, ainsi que nous l'avons dit plus haut, avait commencé à construire des bacs à pétrole en Irak. Depuis, cette société, avec l'appui de l'Etat, n'a pas cessé de multiplier ses activités.

Créatrice de la Compagnie d'Orbigny, de la Compagnie Havraise Péninsulaire, de la Compagnie Auxiliaire de Navigation, ayant

STOCKAGE et PRODUCTION

Entreprises	Réservoirs	Stockage	Capacité de traitement	Production en temps
C.L.M. (Havre)	71	210.000 m ³		
Divers (Desmarais compris)	16	57.550 m ³		
C.F.R. (Orcher)	165	330.000 m ³	945.614 m ³ (800.000 t.)	1.773.050 m ³ (1.500.000 t.)
S.F.A.R.	46	150.000 m ³	1.182.033 m ³ (1.000.000 t.)	3.546.099 m ³ (3.000.000 t.)
Vacuum Oil Company		75.000 m ³ (environ)	354.610 m ³ (300.000 t.)	354.610 m ³
Jupiter (Petit-Couronne) ..	31	291.428 m ³	819.140 m ³ (693.000 t.)	819.140 m ³
Total	329	1.113.978 m ³	3.301.397 m ³	6.492.899 m ³

Consommation annuelle française normale : 4.728.100 m³ (4.000.000 tonnes).
Production en 1936 : 7.446.000 m³.

une flotte sous son nom (Worms), cette Société vient, il y a un mois à peine, d'acheter quinze nouveaux navires pétroliers dans différents ports européens.

Quels sont les dessous de l'histoire ? Voilà ce que nous allons essayer de montrer.

L'article premier du décret-loi du 17 juin 1928 prévoit que l'Office National des Combustibles Liquides (dans lequel siègent un grand nombre de socialistes) apportera son concours financier sous forme de participation au capital (prêts ou garantie de prêts) à des entreprises ayant pour objet le développement de la flotte des tankers dans les conditions prévues par le décret du 14 juin 1928.

Cette nouvelle flotte, qui constituera la flotte de la Société Française de Transports Pétroliers, n'a pas manqué de profiter de cette disposition et le gouvernement vient de lui accorder 9.000.000 de francs de crédits et un maintien de 30 % de participation au capital à venir en cas d'augmentation de ce capital.

En échange, l'Office prendra 6.000 sur

12.000 parts bénéficiaires de cette Société (Décret du 3 septembre 1938).

L'ensemble du capital de la Société doit se répartir de la manière suivante :

Office National des Combustibles Li-	
guides	30 %
Un certain Monsieur Poulin	20 %
Worms	50 %

et il est entendu dans les coulisses que Monsieur Poulin serait éliminé de la Société avant deux ans par Worms, mais ce ne sont que les coulisses capitalistes !

Enfin, tout récemment (en septembre 1938), M. de Monzie a promis l'organisation d'un port pétrolier à Dunkerque, exactement comme un port pétrolier a été organisé au Havre et comme un autre est en voie d'organisation à Rouen.

La France est actuellement, dans ces conditions, l'un des premiers pays importateurs et raffineurs de pétrole et aussi l'un des premiers consommateurs de pétrole du monde.

Après le 30 Novembre 1938

Gare aux manœuvres des traîtres pour sauver la face après le 30 novembre ! Déjà s'avancent les stratèges du Parlement. À l'action des usines ils préfèrent « l'effervescence des couloirs du Palais-Bourbon ». Après avoir aidé Daladier à torpiller l'action extra-parlementaire des travailleurs, ils se livreront à des simagrées qui permettront au gouvernement de « légaliser », sur le terrain parlementaire, sa victoire.

D'autres, tels Dumoulin, Belin et Cie, vont poursuivre leur manœuvre au nom d'une inexistante et impossible « indépendance du syndicalisme », pour sauver les appointements des permanents en empêchant une trop forte dégringolade des effectifs syndicaux. La lutte syndicale pour les revendications professionnelles est dominée par la lutte pour la direction politique de la société, elle n'en est pas indépendante.

Le combat oppositionnel dans les syndicats pour écarter de la direction les Belin et les Frachon et tous ceux qui, autour de Jouhaux, le traître d'hier, le traître d'aujourd'hui, le traître de demain, se chamaillent entre eux pour les places, le combat pour y garder les ouvriers qui auront tendance à quitter les syndicats, doivent être renforcés ; mais ils ne sauraient suffire.

Action parlementaire, action syndicale, c'est de la lutte révolutionnaire contre le régime capitaliste que dépend leur efficacité. Quand les travailleurs occupèrent les usines en juin 1936, le Parlement vota aisément les 40 heures, les Syndicats obtinrent rapidement les conventions collectives ; les organisateurs de la défaite n'avaient, à ce moment-là, peur que d'une trop grande défaite du capital ! C'est là que se trouve le secret de la victoire de demain, de la préparation d'une nouvelle direction, issue de la classe ouvrière et donnant à celle-ci la certitude de ne pas être trahie.

Pour organiser la classe ouvrière contre le régime, pour lui permettre le contrôle et la gestion des entreprises et de la Société tout entière, se pose la création des CONSEILS D'ENTREPRISE, élus par les assemblées générales de tous les travailleurs, syndiqués ou non, Français ou immigrés, jeunes ou vieux. Conseils d'entreprises élus en dehors de toute

légalité bourgeoise, constamment contrôlés et révocables par les travailleurs, agissant suivant les décisions et les intérêts de ceux-ci, indépendamment de la loi bourgeoise, s'appuyant sur la force des prolétaires armés, organisés dans les MILICES OUVRIÈRES. Conseils d'entreprises qui, demain, avec les Comités élus des paysans et des soldats, constitueront les SOVIETS, base du pouvoir des ouvriers et des paysans.

Une fois de plus, à l'expérience du 30 novembre, se vérifie qu'il n'y a pas de victoire prolétarienne sans parti révolutionnaire du prolétariat. Sans une avant-garde organisée, riche de l'expérience de l'histoire, forte d'une analyse minutieuse des forces en présence, mûe par un esprit de résolution et d'audace, il n'y a pas de victoire décisive pour le prolétariat. Les hommes de la II^e, de la III^e Internationale et de l'appareil syndical ont, par leur trahison, préparé la défaite du 30 novembre et préparent des désastres plus terribles encore.

Est-il possible de le constater et de continuer à conseiller aux travailleurs, comme le P.S.O.P. l'a hélas fait la semaine précédente, de suivre à l'entreprise les directives des traîtres ? Est-il possible de n'être qu'un syndiqué discipliné qui vient, après l'action, apporter sa critique dans des organisations où manque très souvent la démocratie ouvrière la plus élémentaire comme le « Cercle Lutte de Classe » s'est limité à le préconiser ?

Quelle force auraient eu les révolutionnaires le 30 novembre si, malgré leur petit nombre, ils avaient concentré leurs efforts et préparé en commun, là où cela leur était possible, des actions de la classe ouvrière en dehors des « ordres » des traîtres patentés qui sévisent à la tête des organisations ? Même dans cette journée noire du 30 novembre, les exemples ne manquent pas de la combativité et de l'esprit d'initiative des ouvriers échappant à la tutelle des organisations officielles. Exemple de nombreux travailleurs du métro qui, se voyant paralysés par la consigne syndicale de « l'inertie » en face des ordres de réquisition, ont cherché de nouvelles formes de résistance. Exemple des travailleurs de Clermont-Ferrand, exploitant la faiblesse des forces armées concentrées par le gouvernement à Paris et dans un petit nombre de grandes villes, ont élevé des barricades, bloqué l'hôtel des postes, la gare, et obligé le Préfet à céder.

Exemple venant après celui de la défense de chez Renault, tenu caché par les journaux qui, d'une façon différente de la grande presse bourgeoise, mentent également aux travailleurs. Si chez Renault, il y avait eu une action commune des révolutionnaires, une connaissance du plan de l'usine, une préparation de la résistance à la police, les manœuvres des Costes et des Morizet n'auraient pas si aisément triomphé, la résistance n'aurait pas été improvisée dans quelques ateliers divisés à coups de boulons ou de barres de fer, l'exemple mémorable de Goodrich soulevant la banlieue ouest eût été dépassé de très loin.

Après la défaite de la grève, la bourgeoisie crie bien fort victoire, elle veut pousser ses avantages ; les plus excités de ses porte-paroles voient déjà la classe ouvrière définitivement écrasée et matée. Qu'un tel calcul soit faux, cela dépend non pas des contorsions des traîtres pour continuer de tromper les ouvriers, mais de la capacité des militants d'avant-garde, divisés dans différents groupes, à construire le parti de la révolution prolétarienne, LA IV^e INTERNATIONALE, dont le programme est si redouté de tous les ennemis du prolétariat que, malgré la faiblesse et les divisions des partisans de la IV^e Internationale, cette fois-ci encore, des staliniens jusqu'à la Rocque, la « bête trotskyste », la IV^e Internationale sont furieusement dénoncés à la répression.

(« La Commune, 1^{er} décembre 1938. »)



LA PRESSE STALINIENNE

DEVANT LE PROBLÈME DE LA GUERRE

LA presse stalinienne de ces dernières semaines est tout entière consacrée à la « capitulation » de Munich et à la nécessité de réaliser, nationalement et internationalement, le front des partisans de la politique de « fermeté » pour la défense des démocraties bourgeoises contre le fascisme.

Jamais il n'est apparu aussi clairement que la

bureaucratie stalinienne entendait sacrifier jusqu'au bout les intérêts de la classe ouvrière à la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Après la trahison de la Révolution chinoise, la trahison du prolétariat allemand. Hier, la trahison de la Révolution espagnole. Aujourd'hui, on prépare la trahison du prolétariat français.

L'internationale communiste

C'est « l'Internationale Communiste » qui, dans son numéro de décembre 1938 (N° 12) donne le ton. Elle s'ouvre par un article de G. Dimitrov contre le « complot de Munich » dans lequel sont préconisés l'unité de la II^e et de la III^e Internationales et la convocation d'une conférence ouvrière internationale pour « rallier toutes les forces du prolétariat international contre la ligue criminelle de Munich ». Dimitrov définit ainsi la conception stalinienne de la « défense de la paix » :

Il est impossible de réaliser la défense de la paix universelle, la défense des peuples contre l'agression fasciste armée, avec des déclarations et des adjurations pacifistes verbales. Il faut une lutte active, il faut une résistance énergique. A l'attaque du fascisme armé il faut opposer le poing cuirassé des peuples.

Bien entendu, la politique d'alliance avec l'Etat-major et avec de Kérillis ne saurait aller sans une lutte contre l'avant-garde révolutionnaire. Et Dimitrov écrit :

On ne doit pas se donner l'illusion que l'unité de la classe ouvrière peut être réalisée sans une lutte contre ses adversaires qui œuvrent dans les rangs du mouvement ouvrier lui-même, contre les ennemis du pays du socialisme, contre ceux qui se font le véhicule de l'influence bourgeoise sur le prolétariat, contre les agents trotskystes du fascisme et tous ses autres agents.

Dans le même numéro est affirmée la nécessité d'une justification théorique de la nouvelle politique stalinienne :

Nous ne convaincrions pas les grandes masses et nous nous trouverons nous-mêmes en difficulté si nous ne donnons pas le plus solide fondement théorique à notre politique du Front populaire, à notre attitude à l'égard des luttes nationales pour la liberté, à notre caractéristique du fascisme comme « dictature des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins et les plus impérialistes du capital financier », à nos efforts de constituer un front mondial antifasciste, ainsi qu'à notre défense de la démocratie bourgeoise contre les attaques du fascisme.

Et c'est Peter Wieden qui prétend apporter la justification demandée en ces termes :

D'accord avec les trotskystes, Henri De Man développe la « théorie » qu'aujourd'hui, nulle part dans le monde, la démocratie ne s'oppose au fascisme, mais que l'opposition existe uniquement entre l'impérialisme « rassasié » et l'impérialisme « affamé ». Ce serait le propre des guerres modernes, sans exception, de détruire partout la liberté, de la détruire « également chez les peuples qui se laissent entraîner à la guerre par leur amour de la liberté ».

Et comment les choses se présenteraient-elles en Abyssinie? Est-ce que dans ce cas à l'impé-

rialisme italien « affamé » s'opposa un impérialisme abyssin « rassasié » ? Ou bien la situation n'était-elle pas plutôt que le peuple abyssin mena une guerre pour la liberté nationale en défendant son indépendance contre l'agresseur fasciste ?

Et que dire de l'Espagne ? Est-ce que les impérialismes « affamés » allemand et italien y affrontent l'« impérialisme espagnol rassasié » — ou bien le peuple espagnol ne mène-t-il pas plutôt une guerre pour la liberté nationale contre les agresseurs impérialistes ? Et le peuple chinois ne mène-t-il pas une guerre pour la liberté nationale contre l'impérialisme japonais ?

Le marxisme a toujours distingué entre les guerres de brigandage impérialistes et les guerres révolutionnaires pour la liberté, entre guerres « injustes » et guerres « justes ». Marx et Engels n'étaient point de l'avis que toute guerre est « imple et absurde », ils pensaient, au contraire, que dans des conditions déterminées, la guerre peut être un instrument de la libération des peuples et des classes opprimées. Lénine a développé cette idée en l'exprimant de la façon la plus claire et parfaite. Dans sa polémique contre Rosa Luxembourg (Sur la brochure de Junius), il a magistralement réfuté l'affirmation qu'à l'époque de l'impérialisme déchaîné il ne peut plus y avoir de guerres nationales. Il a montré comment des guerres nationales peuvent se transformer en guerres impérialistes et comment, d'autre part, des guerres impérialistes peuvent se transformer en guerres nationales. Il a expliqué qu'au cas où l'Europe, en raison de la faiblesse de la classe ouvrière, connaîtrait un retour en arrière généralisé, de grandes guerres nationales y seraient également possibles.

Il a fait remarquer que des guerres nationales menées contre l'impérialisme par les colonies et les semi-colonies ne sont pas seulement probables, mais inévitables.

Les « trotskystes » se sont toujours affirmés pour le soutien de l'Abyssinie et de la Chine, justement parce qu'il n'y a pas d'impérialisme abyssin ni d'impérialisme chinois et parce que, dans un cas comme dans l'autre, il s'agit d'une guerre nationale menée par un pays colonial ou semi-colonial contre un impérialisme oppresseur. Mais la France, bien loin d'être un pays colonial ou

semi-colonial opprime elle-même des millions de travailleurs coloniaux. Et peut-on prétendre lutter pour une guerre de libération nationale lorsqu'on défend l'intégrité de « l'Empire français », c'est-à-dire lorsqu'on légitime l'oppression des peuples algérien, tunisien, marocain, indochinois, malgache par l'impérialisme français ?

Pour l'Espagne, dès juillet 1936, des « trotskystes » partaient comme volontaires dans les colonies internationales. Mais il ne s'agissait pas, là encore, de la lutte d'un impérialisme contre un autre impérialisme, mais bien de la lutte de la classe ouvrière espagnole contre la bourgeoisie de son propre pays, contre les Weygand et les Kérislis de son propre pays.

Citons encore de « l'Internationale Communiste » cette phrase qui apporte un singulier démenti aux stalinien qui affirment que la politique de fermeté n'est pas la guerre :

Il n'y a qu'une seule voie pour sauver la paix : la politique de lutte résolue contre l'agresseur fasciste, politique qui devra être décidée à écraser collectivement l'agresseur, au besoin, par la force et à main armée, pour sauver ainsi un pays assailli et la paix. D'hypocrites sermons pacifistes sur la paix à tout prix ne servent qu'à encourager les brigands fascistes. Le triste exemple de la Tchécoslovaquie en fournit une preuve suffisante. Aussi constitue-t-il, pour tous les peuples et pour tous les amis de la paix, un avertissement pressant.

Ce qui veut dire, en clair : « Sauver la paix, c'est faire la guerre », comme l'affirmait, aux plus beaux jours de 1915 ou de 1916, la bourgeoisie française.

Ne croirait-on pas entendre aussi cette même bourgeoisie française qui, au lendemain de la mobilisation de 1914, affirmait que la guerre ne durerait que quelques semaines, lorsqu'on lit dans l'article de P. Wieden :

Dès le premier jour, la guerre s'avérait désespérée pour le fascisme allemand. Il ne pouvait pas la risquer, il devait capituler. Et si, malgré tout, il l'eût risquée, en peu de mois il se fût effondré sur le front extérieur et intérieur. C'est ce que savaient les fascistes allemands, c'est ce que savaient leurs complices réactionnaires en Angleterre et en France, et c'est justement pour cela qu'on en vint au complot de Munich.

la correspondance internationale

Le numéro du 28 janvier (N° 4) commémore l'anniversaire de la mort de Lénine et s'ouvre par un article de D.-Z. Manouïlsky, tout imprégné de zèle « anti-munichois ». Tout imprégné aussi de zèle stalinien puisqu'on peut y lire que la dictature du prolétariat est une doctrine « léniniste-stalinienne » que le parti bolchévique a été « forgé, éduqué et trempé par les deux géants de la pensée et de l'action révolutionnaire — Lénine et Staline — » et que les « grands classiques du marxisme » sont Marx, Engels, Lénine et Staline.

Manouïlsky insiste particulièrement sur la nécessité de « sauvegarder et consolider le front unique et populaire » et entend, lui aussi, apporter une

justification théorique à l'appui de la défense des « démocraties » contre le fascisme :

Lénine nous a enseigné que toutes les questions de politique intérieure et extérieure doivent être examinées et résolues du point de vue des intérêts vitaux du prolétariat et de sa lutte pour l'affranchissement de tous les travailleurs. C'est ainsi que Lénine envisageait le problème des « guerres ». Non pas de la guerre en général, mais, d'une façon concrète, de chaque guerre prise à part. Lénine nous a enseigné que « le marxisme qui ne descend pas au niveau du petit bourgeois terre à terre, veut

que l'on fasse une analyse historique de chaque guerre prise à part, pour établir si cette guerre peut être considérée comme progressive et servant les intérêts de la démocratie ou du prolétariat, et dans ce sens, légitime, juste, etc... » (Tome 19, pages 198-199, édition russe).

Qu'est-ce qui distingue la situation actuelle de celle qui existait à l'époque de la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918?

1° Le capitalisme n'est plus un système mondial dominant sans partage ; outre les pays capitalistes, l'Union soviétique, la citadelle avancée du prolétariat mondial, la patrie de tous les travailleurs, dont la défense contre l'agression étrangère est un devoir sacré pour les travailleurs du monde entier ;

2° Il existe non seulement des Etats impérialistes en général, mais des Etats impérialistes qui ont instauré chez eux une sanglante dictature fasciste ; qui ont créé un bloc d'agresseurs ; qui rassemblent autour d'eux les forces ténébreuses de la réaction des pays capitalistes et ont entrepris, d'un commun accord, un nouveau partage du monde par la violence. Contribuer par tous les moyens à la défaite de ces gouvernements fascistes est le premier devoir des travailleurs de tous les pays ;

3° L'objet du partage impérialiste, ce n'est plus aujourd'hui uniquement les pays coloniaux et semi-coloniaux, mais l'Europe elle-même (Autriche, Tchécoslovaquie, etc...), où la possibilité apparaît maintenant de guerres antifascistes nationales, de guerres pour l'indépendance du pays, de guerres justes.

Exactement comme en 1914 il existait non seulement des Etats impérialistes en général mais une démocratie bourgeoise en France et le tsarisme en Russie, tout disposés, d'ailleurs, à s'entendre pour un nouveau partage du monde « par la violence ».

Et comment pourrait-on soutenir que le fait que l'objet du partage impérialiste ne soit pas seulement les pays coloniaux et semi-coloniaux est un fait nouveau? Que signifieraient donc, dans ce cas, la disparition, au lendemain de la guerre mondiale, de l'Autriche-Hongrie et l'apparition de pays aussi artificiels que la Tchécoslovaquie?

Dans le même numéro de « La Correspondance Internationale », G. Péri prétend tirer le bilan de la politique extérieure de Georges Bonnet, en se plaçant, bien entendu, du point de vue de l'intérêt « national » et sous le titre : « Sauver l'Espagne, c'est sauver la France », J. Berlioz rend compte de la Conférence nationale du Parti Communiste Français qui s'est tenue du 21 au 23 janvier. La Conférence nationale, comme Péri, a abandonné la défense de la classe ouvrière pour la défense de la « France » et, sous la plume de

Berlioz refleurissent, le plus naturellement du monde, les expressions lancées par Drumont, le créateur de l'antisémitisme d'avant-guerre :

C'est tout de suite, a souligné la Conférence, qu'il conviendrait de suivre la politique recommandée depuis si longtemps par le Parti communiste, d'accomplir des actes qui, en sauvant l'Espagne martyr, FERAIENT RECULER L'ANTI-FRANCE. Tout le reste n'est qu'hypocrisie.

Les délégués ont approuvé avec enthousiasme le rapport de Maurice Thorez qui indiquait d'abord que tout devait être actuellement subordonné au soutien de l'Espagne. SI LE GOUVERNEMENT AGISSAIT DANS CE SENS, à déclaré le secrétaire général du Parti, NOUS METTRIONS AU SECOND PLAN TOUT CE QUI NOUS OPPOSE A LUI, ET NOUS L'APPUIERIONS.

Parce que les assises de Gennevilliers étaient pénétrées de l'amour profond que les communistes éprouvent pour leur pays, la presse avait reçu l'ordre d'étouffer les débats ou de dénaturer des discours où s'exprimait la fierté française.

Tout sacrifier aux intérêts de la défense nationale : telle est la ligne politique définie par le gouvernement aux ordres du capitalisme. Telle est aussi la ligne politique des stalinien et Thorez est tout prêt à passer l'éponge sur les décrets-lois et les poursuites contre les grévistes du 30 novembre, à condition que le pacte franco-soviétique ne soit pas menacé.

Il n'est point étonnant, après cela, que la Conférence ait marqué une violente offensive contre les « trotskystes » :

La Conférence a donc consacré une grande partie de son temps à mettre en garde les adhérents contre toute pénétration dans leurs rangs d'idéologies malsaines, de la contrebande trotskyste en particulier. Elle a décidé de vulgariser le plus possible l'Histoire du parti bolchevik qui va être éditée, en langue française, dont les leçons essentielles sont celles de la nécessité d'une doctrine intangible et de la destruction impitoyable de toutes les influences étrangères qui essaient de se glisser dans le prolétariat.

Toute la presse stalinienne même actuellement grand bruit autour de cette « Histoire du Parti Communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. » dont il va être publié une traduction française sur laquelle « La Vérité » aura à revenir. Dès maintenant, il est aisé de prévoir qu'une telle « Histoire » ne peut être que falsifiée car la bureaucratie stalinienne a trop de noms à faire oublier.

cahiers du bolchevisme

Le premier numéro (Janvier) comprend un long article de Florimond Bonte sur « Le problème de la paix ». F. Bonte se réfère, lui aussi, à Lénine, et prétend justifier la trahison stalinienne par l'existence de l'Union Soviétique et par « l'établissement de dictatures fascistes en plusieurs

pays européens ». Il examine la position prise par le Congrès extraordinaire du Parti Socialiste, qui s'est tenu les 24, 25 et 26 décembre 1933, et déclare que le Congrès « s'est prononcé dans sa majorité pour la réalisation d'une politique de paix consécutive ». On sait, en effet, que le Congrès a

adopté une motion présentée par Léon Blum et qui reprend

« un certain nombre d'idées fondamentales qui nous sont depuis longtemps familières et que tous les militants de notre Parti communiste se sont efforcés de diffuser par leur propagande méthodique dans le pays, malgré les incompréhensions et les déformations, malgré vents et marées, parce qu'elles étaient conformes aux intérêts de la France, qui sont inséparables des intérêts de l'humanité et de la paix. »

F. Bonte tente ensuite de justifier le ralliement des staliniens à la défense nationale en ces termes :

« C'est parce qu'elle s'est rendue compte de la gravité de cette situation que la majorité du Parti socialiste a déclaré que la défense de la France contre toutes les agressions ou entreprises qui menaceraient l'intégrité de son territoire, la plénitude de sa souveraineté et de son indépendance politiques, exige que soit portée au plus haut degré l'efficacité technique de l'appareil de défense nationale.

Nous nous rappelons quel tollé de protestations souleva notre affiche « Staline a raison » que nous avons fait placarder au lendemain même du communiqué donné à Moscou le 16 mai 1935, à la suite des entretiens entre Staline et M. Pierre Laval.

Dans le concert des railleries et d'attaques dirigées contre le Parti communiste, des voix montaient, qui nous accusaient d'avoir renoncé à l'internationalisme et d'avoir glissé aux positions du nationalisme. Certains sont allés répétant que nous avons changé, car nous étions autrefois contre la défense nationale, contre les crédits militaires, contre les armements. « Vous préconisez, disaient-ils, en cas de guerre impérialiste, le défaitisme révolutionnaire et vous soutenez le droit à la libre disposition, jusque et y compris la séparation d'avec la France des peuples coloniaux ».

Ce n'est pas là une contestation qui puisse gêner le moins du monde un communiste français.

Maurice Thorez a répondu à ces critiques par les remarques judicieuses de son discours « l'heure de l'action » :

« Tout cela est parfaitement vrai, disait-il. Et tout cela était parfaitement juste dans le moment où nous le disions. Mais la situation a changé et notre politique, identique sur le fond, qui est la lutte pour les intérêts présents et futurs de la classe ouvrière, s'est modifiée dans la forme, dans son expression, dans ses mots d'ordre, de propagande et d'action. »

Oui, la situation a subi des modifications essentielles. Nous les avons déjà indiquées, c'est

commune

« Commune » est une revue pseudo-littéraire qui fut créée voici plusieurs années par l'Association des Ecrivains et Artistes Révolutionnaires.

L'A.E.A.R., devenue l'Association Internationale des Ecrivains pour la Défense de la Culture, a été peu à peu abandonnée par tous ceux qui ne sont pas staliniens 100 % ou qui ne mangent pas

l'existence de l'Union soviétique et la présence des dictatures fascistes. »

Ne sommes-nous donc plus en régime capitaliste ? Et les exploités de chez nous seraient-ils donc moins nos ennemis que les exploités des autres pays ? Et, surtout, est-ce en faisant confiance à l'impérialisme français, à son Etat-major et à son armée bourgeoise, alliés naturels du fascisme, qu'on pense libérer le prolétariat ?

Sans doute, les staliniens parlent sans cesse de « l'armée républicaine » et F. Bonte cite un passage d'un discours de Thorez que ne manqueront pas d'apprécier les travailleurs qui furent mobilisés au mois de septembre :

« Les officiers républicains et français que la capitulation de Munich a indignés, ont pu se rendre compte de l'esprit qui animait les réservistes de septembre. Nulle force matérielle ne peut compenser la force morale de l'idéal populaire de liberté et de paix, du devoir librement accepté, du sacrifice noblement consenti. »

Où étaient-ils donc ceux qui consentaient noblement « le sacrifice » ? Dans les bureaux de « l'Huma » ? A Bordeaux ? Certainement pas, en un tout cas, sur la ligne Maginot ni à la gare de l'Est.

Florimond Bonte, se référant à l'article de Dimitrov publié par « l'Internationale Communiste », conclut, lui aussi, en demandant la réunion d'une Conférence ouvrière internationale et il livre le secret de toute cette agitation « antimunichoise » :

« Mais, s'il est nécessaire de porter au plus haut degré l'efficacité technique de l'appareil de défense nationale, il n'en est pas moins vrai que la France ne pourrait résister seule à une coalition d'adversaires et que, par conséquent, sa sécurité implique nécessairement l'existence de contacts d'assistance mutuelle avec des Etats pacifiques comme elle.

Notre pays ne peut accepter, sous aucune condition, de rompre les liens avec la Russie soviétique, l'Est européen ; s'il commettait cette faute, il signerait son arrêt de mort car il est bien évident que l'Allemagne hitlérienne, ayant obtenu sa liberté d'action en Europe centrale, orientale et balkanique, s'appuyant ainsi sur un potentiel de forces matérielles formidables, se retournerait contre lui, isolé, devenu proie facile et enviable pour Hitler, réalisant successivement tous les articles du plan de « Mein Kampf ».

C'est l'aveu cynique que toute la politique de l'Internationale Communiste et, plus particulièrement, du Parti Communiste Français, n'a pas en vue le moins du monde les intérêts de la classe ouvrière mais seulement le maintien du pacte qui lie l'U.R.S.S. à l'impérialisme français.

au râteau stalinin et « Commune » n'est plus que le degré le plus bas de la servilité littéraire. Les collaborateurs ? L'équipe de « Ce Soir », de « l'Huma », « d'Europe » de feu « Vendredi » : les Aragon, Nizan et autres Jean-Richard Bloch, tout prêts à renier aujourd'hui ce qu'ils affirmaient la veille. Qu'à ceux-ci soit venu s'adjoindre

l'ancien profasciste H. de Montherlant, qui eut toujours le goût de fabriquer des héros avec la peau des autres, une telle rencontre n'est point faite pour surprendre au moment où les staliniens retrouvent le sens de la « grandeur française » en compagnie de Buré, de Kérellis et du G.D.V. Faucher. Pas plus que ne pourrait surprendre le fait que Benda se range allègrement dans le clan des « clercs » qui trahissent puisque, aussi bien, c'est le même Benda qui, depuis plusieurs mois, affirme que ce sont les staliniens qui se montrent les meilleurs défenseurs de « l'honneur de la France ».

Staline et ses représentants de la rue de Grenelle sont des maîtres exigeants et pour les bien servir — sinon avec honneur, du moins avec profit — on ne saurait trop multiplier les protestations de loyalisme. C'est sans doute pour cela qu'il n'est pas, dans le dernier numéro de « Commune » (N° 65 de janvier) qualifié de « numéro d'étreennes », un article, une chronique, un compte rendu de film — si l'on met à part une courte nouvelle de Marie Colmont, la seule qui ne risque plus rien puisqu'elle est morte — qui ne s'élève de quelque façon contre le « complot de Munich ».

C'est un long article de J.-R. Bloch qui donne le ton. Ledit J.-R. Bloch se sent particulièrement « humilié » par la politique de Daladier :

« L'individu s'est trouvé humilié sans relâche en tant que membre d'une nation qui lui avait valu jusque-là respect, considération et honneur, le républicain s'est trouvé humilié en tant que citoyen d'une démocratie édifiée par l'héroïsme de ses pères, le socialiste s'est trouvé humilié en tant que membre d'un Parti qui proclamait naguère hardiment ses responsabilités dans l'élaboration d'une nouvelle moralité internationale.

Rentré chez lui, il entend dire que nos équipes de football, de rugby, de basket-ball, de tennis, de course à pied, d'athlétisme et de natation se sont fait écraser par ces Soviétiques, ces Allemands, ces Italiens...

Le père revient du bureau : « les affaires déclinent, les Allemands enlèvent notre clientèle, font des prix plus bas, produisent mieux et à meilleur compte, notre marine disparaît, les Italiens nous concurrencent dangereusement... »

La complainte de l'existence française, dès que l'on sortait de la classe ouvrière, de la paysannerie et de ce que M. Daladier a appelé « les deux cents familles », était l'humiliation. Humiliation sur le plan de la famille, des cou-

europe

La revue « Europe » a quelque peu changé de physionomie. C'est, en effet, maintenant, une entreprise stalinienne 100 % dont on a débarqué Guéhenno, suspect de tiédeur patriotique. Le Comité de rédaction a été remanié et comprend des noms significatifs : Romain Rolland, Aragon, J.-R. Bloch, G. Friedmann, René Maublanc, etc..., tous larbins bien connus. Il n'est pas jusqu'à l'éditeur qui n'ait été changé et l'administration de la revue est maintenant assurée par les Editions Denoël, nouvelle succursale des E.S.I., qui édite, entre autres, Aragon et des livres du genre « tu célèbre « Espionnage en Espagne » dont il a été longuement parlé dans un précédent numéro

tumes, de la société, des affaires, de l'esthétique, de la vie collective. »

Pour J.-R. Bloch, qui est un patriote bien chatouilleux, de telles humiliations sont, évidemment, intolérables.

Un seul remède : l'abandon de la politique munichoise. La guerre ? Il en vaut mieux courir le risque que de continuer à perdre des matches de football. Et, pour sa part, J.-R. Bloch accepte d'autant plus volontiers le risque qu'il n'est pas mobilisable :

« Nous avons été contre Munich en sachant que le risque couru était des plus faibles. Mais apercevant les conséquences inquiétantes et inévitables de la fausse paix, de la paix fourrée, de la paix truquée qu'on essayait de nous imposer et qu'on nous a imposée, je dis que nous aurions été contre Munich même au prix de risques militaires plus grands que ceux auxquels nous avons été réellement exposés. »

Dans le même numéro de « Commune », un certain François Thuret appelle à la rescousse les « Souvenirs » d'un secrétaire de Bismarck, dans lesquels on trouve des perles de ce genre :

« Je fis observer à la femme du jardinier, note voluptueusement Busch, qu'elle ne pourrait plus douter de la chute prochaine de Paris après avoir vu le général venu pour négocier. Elle répondit furieuse comme un chat en colère : « Ce général est un traître, comme Bismarck, comme Napoléon qui a commencé la guerre avec la Prusse avant que nous ne fussions prêts. Tous nos généraux sont des traîtres et M. Favre aussi... Mais quand nous aurons un gouvernement sûr, nous vous déclarerons de nouveau la guerre, et alors... » tous les Prussiens kapout, kapout ! »

Et un certain Jean Fouquet termine ainsi un article sur la nouvelle année :

« L'occasion est bonne, de repartir d'un pied léger, à l'aube de la nouvelle année. La belle et bonne année que je vous souhaite, une année sans Daladier ni Bonnet, une année d'union, une année française enfin.

38 est mort ! Vive 39 !

Et, en même temps, n'en déplaise à nos gouvernants : Vive la France ! »

En 1914, les larbins de plume chargés de maintenir le « moral » avaient eu, au moins, la pudeur d'attendre la déclaration de guerre !

de « La Vérité ». Parmi les collaborateurs figure, comme par hasard, l'Association Internationale des Ecrivains pour la Défense de la Culture.

Le numéro du 15 janvier (N° 193) publie sous le titre « Histoire de Septembre », une introduction de Nizan lui-même, à « un récit des événements diplomatiques du mois de Septembre » dont on annonce la parution prochaine et une « Réponse à Jean Giono », par René Arcos, qui est, lui aussi, un stalinien-maison. On sait quelle fut, en septembre, l'attitude de Giono, objet de conscience. Il va sans dire que nous n'approuvons pas une telle attitude, qui est absolument insuffisante.

Mais la réponse que publie « Europe » est d'une faiblesse affligeante. Un seul, un unique argument : Jean Giono a la Légion d'honneur. Pour des révolutionnaires, c'est, en effet, une qualité qui se suffit à elle-même, mais cet Arcos est vraiment un gaffeur qui aurait bien dû se souvenir qu'on ne doit pas parler de corde dans la maison d'un pendu. Car, enfin, n'est-ce pas le « grand » camarade Jean-Richard Bloch lui-même, qui siège

au Comité de rédaction d'« Europe », qui, voici quelques années, alors qu'il n'était que chevalier de la Légion d'honneur, sollicitait de de Monzie, alors ministre de l'Instruction publique, une rosette d'officier, qui fut d'ailleurs accordée ? Et M. René Arcos a-t-il songé à tous les parlementaires staliniens confrères de Jean Giono en Légion d'honneur ?

les volontaires

Dernière née des entreprises staliniennes, cette revue a pour premier but, si l'on en croit « Commune », de « combattre la politique munichoise ». Les collaborateurs : Julien Benda, Nizan, Pozner, Friedman, Montherlant, etc... et un certain Claude Morgan qui collabore aussi à « Commune » et aux « Cahiers du Bolchevisme ». A la tête de cette équipe que l'on retrouve dans toute la presse stalinienne, Renaud de Jouvenel qui dirige aussi une collection aux Editions Sociales Internationales et qui, depuis plusieurs années, a conduit à la débâcle un certain nombre de publications stalino-littéraires.

En tête du premier numéro (N° de décembre 1938) figure une déclaration qui donne le ton de la maison :

« Les accords de Munich ouvrent dans l'histoire de l'Europe une ère nouvelle.

Politiquement, cette capitulation sans précédent compromet non seulement la sécurité, mais l'existence de la France, en livrant l'Europe centrale au pangermanisme, et n'assure pas la paix.

Ideologiquement, elle marque l'acceptation implicite des théories racistes, inséparables du fascisme, et négatrices de toute civilisation.

Moralement, elle signifie une défaillance de la raison et de la volonté. Cette défaite sans lutte est le produit d'une conjonction de l'ignorance et de la peur, d'une dévirilisation des hommes.

C'est donc non seulement un redressement politique, mais aussi et avant tout un redressement idéologique et moral, ainsi qu'un regroupement international des forces opposées au fascisme, qui s'impose comme premier devoir à ceux qui n'acceptent pas de voir disparaître, avec la France, ce dernier rempart de la liberté, les valeurs de paix, de progrès et de foi dans l'homme qui font sa civilisation.

Telle est la tâche pour laquelle nous sommes aujourd'hui « volontaires ».

que faire ?

Ce n'est pas par erreur que nous plaçons cette revue, qui fut un moment l'organe de camarades oppositionnels, dans la presse stalinienne. Après la dissolution de la G.R. et la formation du P.S. O.P., Ferrat et ses amis sont restés membres de la S.F.I.O. et ce n'est pas trop s'avancer que de dire que, comme Zyromski, ils ne sont là que pour faire le travail du P.C.

Quelques citations d'un dernier numéro de « Que Faire ? » (N° 49) sont, à cet égard, convaincantes.

Dans le même numéro, un article de l'avocat pro-stalinien Philippe Lamour reprend les arguments « antimunichois » :

« Hé oui, un beau jour, dans un coup de panique, on se laisse embarquer par quelque coquin tortueux, échappé d'un couloir de banque, aux côtés d'un vieux puritain aux ordres des marchands et on va, en quelques instants, livrer quelques siècles d'honneur français à quelques siècles d'appétit germanique.

Il n'y a plus, désormais et pour des années, qu'un problème posé en France. C'est celui de l'existence même de la France.

Demain, l'agresseur se présentera aux portes de l'Alsace, appuyé sur son formidable empire de 130 millions d'hommes devant une France de 38 millions d'habitants, encerclée de tous côtés, coupée de ses communications avec des réserves coloniales. »

Inutile d'insister. Bornons-nous à épingler ces quelques lignes de Renaud de Jouvenel dans le numéro 3 (N° de février 1939) :

« Au surplus, il serait dans l'intérêt même du capital français de suivre une politique plus française. En effet, la politique qu'il suit à l'heure actuelle amènera mathématiquement une révolution assez violente pour le faire disparaître définitivement, révolution qu'il aurait retardée en acceptant un régime aussi peu dangereux pour lui que le régime socialiste nuance Blum. »

Ainsi, les staliniens et leurs amis veulent à tout prix démontrer au capitalisme qu'ils sont ses meilleurs défenseurs. On s'en doutait déjà.

1914 a aussi connu de tel « volontaires ». Ils s'appelaient Barrès, Jouhaux, Renaudel, Cachin. Aujourd'hui rien n'est changé et, comme en 1914, les « volontaires » sauront toujours, au moment opportun, trouver des « sursis d'appel ».

Sur Munich :

« Trois mois après Munich, seuls des aveugles peuvent encore croire que la capitulation des démocraties occidentales a « sauvé la paix pour une génération ».

A propos de la Tunisie :

« Il ne s'agit pas de réaliser le droit de libre disposition immédiatement et à tout prix ; en

dehors d'une politique démocratique d'ensemble, en dehors de la démocratie complète, ce droit se transforme comme le suffrage universel, en une duperie. »

Sur l'Espagne :

« Le chemin de l'Espagne, chemin de lutte nationale et sociale à la fois, de collaboration fraternelle des peuples libres contre le fascisme, ou le chemin de Munich, chemin de capitulation, de réaction et d'esclavage intérieur et extérieur. Il n'y a pas de troisième voie. »

Si. Il y a une autre voie, la seule : la voie révolutionnaire.

Sur le Congrès extraordinaire du Parti Socialiste :

« Certes, la position antifasciste prise par Léon Blum est loin d'apparaître suffisante. Cependant, les commentaires faits par Blum et ses amis ont précisé les aspects assez flous de son texte. Ils reconnaissent notamment qu'il faut rejeter comme une duperie toute politique d'accords avec le fascisme au détriment d'autres peuples, qu'il faut organiser à l'échelle internationale la résistance au fascisme, qu'il faut stimuler dans les masses le sentiment de la lutte pour la liberté et contre la servitude. »

Pas plus qu'ils n'ont à retenir quelque chose de « l'Humanité », les militants révolutionnaires n'ont à retenir quelque chose de « Que Faire ? ».

vivre libre

Sous ce titre, l'éditeur Grasset publie des cahiers irréguliers rédigés par Jean Giono. Dans le deuxième numéro, celui-ci a réuni un certain nombre de textes dans lesquels est définie son attitude en face de la guerre impérialiste.

Giono est objecteur de conscience. Une telle attitude est manifestement insuffisante et ne saurait être celle d'un révolutionnaire et nous n'approuvons pas un instant Giono, pacifiste petit-bourgeois avec lequel il n'y a, de notre part, aucun accord possible.

Ceci étant dit, indiquons que ce deuxième numéro de « Vivre libre » apporte quelques vérités qu'il convenait de dire et qu'il pourra être lu avec fruit par nos camarades. Giono, par exemple, démontre, à l'aide de textes, que des staliniennoires, comme Romain Rolland et Langevin, ont menti au cours du mois de septembre et, fort justement, il écrit :

« S'il n'y a plus aucun danger pour la civilisation humaine à se servir de la guerre, si la guerre chimique a perdu depuis trois ans toute sa virulence, M. Langevin se doit — et

nous doit — d'écrire un livre scientifique pour nous l'annoncer. »

Parlant de la mobilisation, Giono écrit :

« Et je n'oublie pas Daladier. Il a félicité la nation française de son sang-froid. Il n'y a pas eu de sang-froid. Il y a eu une terreur sans nom... Au matin de ce mercredi 28 septembre 1938, tous les soldats qui étaient en face les uns des autres : Allemands, Italiens, Français, étaient recouverts de cette glacieuse gravité. Les chefs de gouvernement s'apercevaient avec stupeur qu'ils ne regardaient pas du tout l'ennemi d'en face mais qu'ils semblaient de leur regard immobile, avoir trouvé des ennemis personnels tout près d'eux et avec lesquels on pouvait prévoir qu'ils désiraient avoir bientôt un règlement de compte. »

On s'explique aisément, après cela, que Giono qui, par ailleurs, approuve les accords de Munich et s'élève contre les « révolutionnaires professionnels » au nom de l'individualisme cher à tous les réformistes, soit devenu pour les staliniennoires l'ennemi public N° 1.

clé

C'est là le titre du bulletin mensuel dont la Fédération Internationale de l'Art révolutionnaire indépendant publie le premier numéro. (N° de janvier).

Ce premier numéro s'ouvre par une déclaration « Pas de patrie » dont voici la conclusion :

« Nous dénonçons en les décrets-lois visant les étrangers — indésirables pour la bourgeoisie réactionnaire — une tentative d'avilir dans ce pays la personne humaine en créant une première catégorie d'hommes sans droit ni dignité légale, voués à des persécutions perpé-

tuelles du seul fait qu'ayant résisté à l'oppression ou fui les lois inhumaines, ils n'ont plus de « patrie légale ».

La F.I.A.R.I. groupe des intellectuels qui se refusent à la fois au fascisme et aux mensonges staliniennoires générateurs d'union sacrée. Elle a droit à la sympathie des militants révolutionnaires mais pourquoi faut-il que parmi les premiers adhérents figure un certain Thirion qui, sauf erreur, est bien le même que le Thirion de « Que Faire ? » Nous posons simplement la question : Que vient donc faire ce pro-stalinien à la F.I.A.R.I. ?

cahiers de Lénine sur la dialectique de Hegel

Ce sont de simples notes prises par un disciple conséquent de Marx en lisant cet ouvrage, que le philosophe français Taine compare dans sa correspondance à un casse-tête chinois. Lecture pénible pour Lénine lui-même, si l'on se reporte à certains passages des commentaires. « La transition de la quantité en qua-

lité, écrit Lénine, est si obscure dans cet exposé théorique et abstrait, qu'on n'y comprend rien ». Et les mêmes difficultés se retrouvent, lorsqu'il s'agit du passage de l'être à l'essence ou de l'unité des phénomènes. N'en déplaise aux auteurs de l'introduction, l'esprit limpide de Lénine n'est pas à son aise avec les textes abstraits, mais il

excelle, dès qu'il en a saisi le sens, à découvrir, sous la paille du jargon philosophique, le bon grain des choses.

Tels qu'ils sont, les Cahiers présentent pour nous un double intérêt. D'abord, ce sont des remarques faites tout bonnement, en dehors de toute prétention, sur une question théorique fondamentale, par un militant, pour qui l'appellation d'honnête marxiste eût été sans aucun doute le plus grand des éloges. D'autre part, la date même où sont écrits ces Cahiers n'est pas sans importance. Nous sommes à la fin de 1914. La guerre vient d'éclater et l'Internationale a sombré dans la trahison. C'est du milieu de cet effondrement général du mouvement ouvrier et de la

débâcle idéologique que Lénine juge indispensable de remonter jusqu'aux sources mêmes du marxisme, afin de mettre le prolétariat révolutionnaire en possession d'une méthode efficace d'action. Et cette méthode s'avérera, trois ans plus tard, comme une arme terrible entre les mains des exploités.

A signaler dans l'introduction un certain nombre de propos flatteurs qui, par le ton, rappellent à s'y méprendre les flagorneries de commande dont on encense, lorsqu'il s'agit d'un rapport sur la production de l'or en U.R.S.S., par exemple, « le plus grand des génies de tous les lieux et de tous les temps ». Mais la mémoire de Lénine est au-dessus de ces petites bassesses. — L. L.

Pour faire réfléchir les 200.000 "héros" que l'État-major français a prévus pour enfoncer la ligne Siegfried

Pétain, le plus noble, le plus humain de nos chefs militaires,

Léon BLUM (« Le Populaire »)

**

MANIFESTATION A AJACCIO

LE 4 DECEMBRE

« Sur un même rang et se donnant le bras pour témoigner de leur parfaite communion d'idées sur le plan de l'attachement à la France, se trouvaient les présidents des associations politiques corses : Comité Central Bonapartiste, Parti radical-socialiste, P.P.F., Parti communiste et Parti socialiste, etc... »

(« Le Temps », 6 décembre 1938.)

**

MEETING A TUNIS, LE 11 DECEMBRE

« Le secrétaire des Jeunesses Communistes était assis entre le délégué du P.S.F. et celui du P.P.F. Chacun paraissait rayonnant, heureux de sentir apaisées les inimitiés quotidiennes. »

(« Paris-Soir », 12 décembre 1938.)

Les origines du nouveau parti révolutionnaire

DE LA LUTTE CONTRE LA DEGENERESCENCE DU PARTI COMMUNISTE A LA LUTTE POUR
LE NOUVEAU PARTI DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE

L'INTERNATIONALE de Lénine et de Trotsky s'est transformée en agence du Guépéou ; l'histoire de cette transformation peut être suivie avant tout dans les œuvres et la presse des bolcheviks-léninistes. Mais comment s'est édiflée la résistance au stalinisme, comment a été préparée la voie de la IV^e Internationale, cette tâche encore en cours ne se trouve qu'en partie tracée dans une presse toujours à faible tirage, dans des journaux dont beaucoup eurent un caractère éphémère ; c'est dans des bulletins intérieurs que l'on trouve les éléments les plus importants pour écrire cette histoire. Dans une série d'articles, nous nous bornerons à évoquer les lignes essentielles du développement des bolcheviks-léninistes en France ; nous efforçant de gagner de nouvelles couches de militants, notamment des jeunes, nous veillons à assurer la continuité de notre mouvement qui a, depuis 15 ans, assuré la continuité de la tradition d'Octobre et du marxisme révolutionnaire.

C'est au parti communiste français que nous nous rattachons, plus particulièrement à sa gauche qui, pendant les années 1920 à 1924, s'efforça, avec l'aide de l'Internationale communiste, de faire de la S.F.I.C. un véritable parti révolutionnaire, débarrassé de l'opportunisme et libéré du centrisme. Dans le livre qu'il écrivit vers 1931-1932, sur « l'Histoire du Parti Communiste français », Ferrat donne de cette période une vue relativement juste ; pour la suite, il cuisina l'histoire selon les nécessités du moment du stalinisme, dont il était un fonctionnaire (1), c'est dire que l'histoire y est sérieusement maltraitée.

1923-24 marque une solution de continuité dans l'histoire de l'I.C. et de ses sections. Défaite de la révolution allemande, crise dans l'économie soviétique, mort de Lénine. C'est la montée en U.R.S.S. de la bureaucratie. La perspective de la révolution prolétarienne va être perdue par le parti dirigeant, la conception du « socialisme dans un seul pays » commence à percer. La lutte contre le « trotskysme », forgée de toute pièce, commence. A la tête de cette lutte se trouve la troïka Zinoviev-Kamenev-Staline (ce dernier encore bien dans l'ombre) qui s'efforce de consolider ses positions en plaçant ses hommes dans les différentes sections de l'I.C., en recourant à tous les moyens bureaucratiques pour les faire dépendre du sommet de l'Internationale et non de la base ouvrière des partis communistes. Cette opération se fait sous le drapeau de la « bolchevisation » des partis communistes.

Le P.C. français venait à peine de se délivrer des Frossard, Méric, Paul Louis, de toute une kyrielle de municipalistes et de francs-maçons ; il avait mené un rude combat contre l'occupation de la Ruhr. La « bolchevisation » arrêta son développement en un parti bolchevik. Sous la direction de Treint et Suzanne Girault, à cette époque instruments de Zinoviev, le P.C.F. subit une transformation de fond en comble ; aux anciennes sections sont substituées des cellules d'usines dont la création n'existait que sur le papier. Au bout de plusieurs mois, quand le parti commence à fonctionner, les opposants ont été écartés, la vie politique a été étouffée, le règne de l'appareil a commencé.

Dans les cadres dirigeants du P.C., la majorité est, au fond, hostile à la « bolchevisation », mais elle ne tient pas tête. Il y a ceux qui cèdent devant l'autorité de Moscou, ceux qui se laissent corrom-

(1) Bien qu'ayant officiellement rompu avec le P.C., Ferrat manie aujourd'hui aussi sa plume dans la ligne des intérêts présents de la bureaucratie stalinienne.

pre assez rapidement. Quelques-uns seulement résisteront. On trouve parmi eux Souvarine, ex-secrétaire du P.C.F., qui édita « le Cours Nouveau » de Trotsky, qui va reprendre la publication du « Bulletin communiste » et est exclu en 1924-25. Il dénonce les méthodes de corruption, mais n'apporte aucun programme. Il commence à être gagné par ce qui le ruinera totalement en quelques années : le scepticisme.

Un autre groupe d'opposants se trouve exclu en 1925, celui de Monatte, Rosmer et Delagarde. Monatte publie alors « la Révolution prolétarienne », dont les tendances syndicalistes passent rapidement de la sympathie au communisme à un anti-communisme systématique. Rosmer reste à mi-chemin entre le communisme et le syndicalisme.

Quant à la masse du P.C.F., elle ne comprend pas ce qui se passe ; elle reste « avec Moscou », sans comprendre la crise russe, elle suit les « bolchevisateurs » qui exploitent avec habileté contre l'opposition bolchevik-léniniste de l'U.R.S.S. les positions profondément opportunistes des opposants de France sur le premier ministère labouriste en Angleterre (2).

**

1925, la bolchevisation fait ses ravages. Mais le P.C. tient le coup dans une lutte violente contre la guerre que fait au Maroc l'impérialisme français.

Pendant cette période surgit une nouvelle opposition. Elle groupe la majorité du groupe parlementaire, des militants syndicaux, etc... Elle se manifeste par une « lettre des 250 », signée par 250 membres des cadres du parti, à l'I.C. Cette lettre dénonce le régime anti-démocratique, quelques fautes de la direction, mais reste tout à fait en dehors des questions internationales, elle ne met nullement en cause la direction internationale. Aussi celle-ci parvient-elle assez facilement à résorber cette opposition, d'autant plus qu'elle opère un tournant à droite et qu'à cet effet, Staline utilisera Boukharine pour combattre Zinoviev et sa fraction.

De cette opposition droitiste des « 250 », il ne restera, en fin de compte, qu'un petit groupe exclu en 1926, comprenant les Paz, Roy, Lemire, Lorient... Ce groupe publiera une revue « Contre le Courant » avec l'aide de l'opposition russe. Cette revue, dont il sortira de 1926 à 1929 une quarantaine de numéros, présente un double aspect : c'est d'un côté la boîte aux lettres et aux documents de Trotsky, c'est, d'autre part, l'inconsistance, la crasse politique des rédacteurs français. Lorient retournera, avant de mourir, au syndicalisme dit révolutionnaire ; Roy au syndicalisme tout court et se trouve aujourd'hui à « Syndicats ». Les Paz, après des incidents dont nous traiterons ultérieurement, finiront dans la cour de Léon Blum.

**

L'I.C. a fait un tournant à droite. Doriot et Sémard ont remplacé Treint et Suzanne Girault à la direction. Thorez commence à monter dans la carrière bureaucratique. Contre la politique de trahison de Staline — Boukharine, notamment en Chine et en Angleterre — on aura la première édition du Front populaire — se forme le bloc de Zinoviev et de Trotsky. La lutte va internationalement aboutir en novembre 1927, au X^e anniversaire d'Octobre, à l'exclusion de l'opposition du parti bolchevik, à la capitulation de Zinoviev, à la déportation de Trotsky et des bolcheviks-léninistes.

En France, une opposition de gauche se dresse qui sera exclue en 1928. Elle publie « l'Unité léniniste », avec Treint, Suzanne Girault (qui capitulera et retrouvera une place dans le P.C.), Barré et Faussecave.

**

Le P.C.F., sur les ordres de l'I.C., fera, en juin 1928, un nouveau tournant gauchiste. On entre dans la « troisième période », marquée de grèves générales sans grévistes, de manifestations et de barricades uniquement dans les colonnes de « l'Humanité », d'appels à la lutte contre un chômage alors inexistant, à la « politisation » bureaucratique des syndicats et des revendications économiques de la classe ouvrière, etc... Dans cette période, nouvelle crise du P.C.F., des oppositions sourdes se développent dans son sein. Mais les groupes oppositionnels antérieurement exclus sont eux aussi en décomposition. Souvarine n'a qu'un cercle d'admirateurs. Le groupe « Contre le Courant » se divise en quelques unités de part et d'autre. Le groupe Treint a fondu comme beurre en poêle. Nous arrivons ainsi au début de 1929 ; Staline fait expulser Trotsky de l'U.R.S.S. et l'exile en Turquie. Une nouvelle page va bientôt commencer.

(à suivre.)

(2) Le Bureau Politique du P.C.F. avait adressé à cette occasion son salut au ministère Mac Donald.

DOCUMENT

Un organe pour la construction de la IV^e Internationale pendant la révolution en Espagne

Nous publierons, à partir de ce numéro, les principaux articles parus dans « Le Soviet » édité par un groupe de militants bolcheviks-léninistes en Espagne pendant les années 1936-1937.

Les textes ci-dessous ont paru dans le numéro 2 de « Le Soviet » (20 janvier 1937).

On parle des pays démocratiques antifascistes, de pays fascistes et de « boches » pour cacher la politique de trahison et d'union sacrée, à la tête de laquelle se trouve la bureaucratie stalinienne.

La politique du front populaire, de la II^e Internationale, de la bureaucratie soviétique et de la III^e Internationale, enchaîne la classe ouvrière au char de l'impérialisme démocratique, vainqueur de la guerre mondiale 1914-1918, qui a imposé à la moitié de l'Europe vaincue, sa loi des traités de Versailles, générateurs des fascismes et de nouvelles guerres impérialistes, tant qu'existe le capitalisme, dont Staline est devenu le meilleur allié, avec sa politique du « socialisme en un seul pays ».

Pour assurer sa victoire, la classe ouvrière doit rompre avec cette politique, dressant une politique de CLASSE CONTRE CLASSE, avec le mot d'ordre : LES SOVIETS PARTOUT.

La victoire de la révolution des travailleurs espagnols libère, non seulement la classe ouvrière du régime féodal capitaliste et du joug impérialiste international, mais ouvre une ère nouvelle à la révolution mondiale.

La lutte pour le pouvoir, pour un gouvernement OUVRIER-PAYSAN, avec les mots d'ordre : A LA PORTE LES MINISTRES BOURGEOIS du Front populaire, TOUT LE POUVOIR AUX COMITÉS (Soviets) des ouvriers, paysans et soldats, doit passer au premier plan de la guerre civile, pour vaincre la guerre et faire triompher la révolution. La bourgeoisie espagnole, aidée par la finance internationale, a relevé la tête, derrière les partis petits-bourgeois et leurs hommes. Ces partis demandent ouvertement, avec insistance depuis quelques mois, la dissolution des comités et des commissions de contrôle des travailleurs, créés par la lutte armée. La classe ouvrière doit répondre avec toute son énergie révolutionnaire à la contre-révolution qui se cache dans les partis petits-bourgeois, stalinien, etc..., en constituant dans tout le pays des comités (des véritables soviets d'ouvriers, paysans et soldats) qui sont les véritables organes de la DEMOCRATIE OUVRIÈRE et du pouvoir prolétarien.

La Chambre française, de De Kérillis à Péri, Blum, etc..., vient d'approuver à l'unanimité une loi contre l'envoi des volontaires à l'Espagne révolutionnaire. Ce sont les symptômes de la préparation de l'union sacrée.

Le sénateur Cachin et « tutti quanti » redeviennent ce qu'ils ont été : les social-patriotes de 1914. En empoisonnant la classe ouvrière avec la politique du Front populaire, le but principal des partis de la II^e et de la III^e Internationales est celui d'empêcher l'unité des travailleurs dans la lutte armée contre le capitalisme et le fascisme

international sur la base d'un véritable internationalisme prolétarien révolutionnaire.

Pendant qu'Hitler et Mussolini envoient hommes, armes, etc... aux assassins de Franco, les diplomates démocratiques et soviétiques jouent encore l'inférieure comédie de la neutralité. Si les travailleurs ne savent pas s'opposer à cette politique, l'Espagne révolutionnaire deviendra une Abyssinie du fascisme et de la finance internationale. La révolution est arrivée dans une phase décisive dans une situation vraiment dramatique. Sans un redressement de toute la politique des partis et des organisations ouvrières, nonobstant le formidable héroïsme des travailleurs espagnols, la contre-révolution pourra provisoirement avoir raison.

La faillite de la démocratie et du parlementarisme bourgeois, que l'on veut encore maintenir en Espagne, est reconnaissable dans tous les aspects de la vie politique et sociale européenne et mondiale. Ce ne sera certainement pas (ceci est démontré par les expériences tragiques internationales d'Allemagne, d'Autriche, d'Italie, etc...) l'aide de la social-démocratie et du stalinisme à travers le Front populaire élargi qui pourra sauver de la banqueroute la démocratie parlementaire bourgeoise qui est entrée avec la guerre mondiale 1914-1918 dans la phase impérialiste de putréfaction du capitalisme.

La victoire contre le militarisme fasciste ne peut pas être obtenue seulement sur le terrain militaire et avec un gouvernement de Front populaire dans le cadre de l'Etat bourgeois avec le respect de la propriété privée ; mais pour assurer la victoire de la guerre civile et de la révolution intestine liées, il faut exproprier et désarmer la bourgeoisie, sur la base de la socialisation des moyens de production, de la propriété et de la banque, terre aux paysans, liberté au Maroc, etc... De cette manière seulement, on peut avoir la certitude que les troupes de Franco, une partie mercenaire et une partie contrainte par la terreur fasciste, ne pourront pas maintenir la lutte sur les deux fronts, celui militaire et celui politique social, qui trouvera un écho derrière l'armée et même dans l'armée des généraux de la contre-révolution. C'est le seul moyen d'en terminer avec la « Quinta Columna » qui est maintenue et organisée par les propriétaires et les bourgeois qui se trouvent de ce côté et qui n'ont pas encore été inquiétés par la révolution.

La classe ouvrière manque d'Etat-major : il lui manque un parti, une direction révolutionnaire pour la conduire à l'assaut du capitalisme et du fascisme, et à la victoire du socialisme. Le dilemme fondamental actuel est : REGROUPEMENT DE TOUTE L'AVANT-GARDE DU PROLETARIAT REVOLUTIONNAIRE IBERIQUE SOUS UN NOUVEAU DRAPEAU ET UN NOUVEAU PROGRAMME : CEUX DE LA IV^e INTERNATIONALE.

“sur l'enclume”

A propos de la conférence du P.O.I. du 17 janvier.

« Le noyau bolchevik-léniniste s'est efforcé d'empêcher la collaboration du P.O.U.M. au gouvernement de la Généralité, ce qui a attiré l'hostilité des dirigeants (rapport du camarade Rous à la conférence nationale du P.O.I. du 1^{er} janvier). Nous posons une simple question au camarade Rous : De quelle façon le noyau... bolchevik-léniniste s'est-il efforcé d'empêcher cette collaboration ? Peut-être par le travail politique que Rous, etc., n'ont même jamais essayé d'entreprendre, par leur manque de perspective révolutionnaire nationale et internationale sur les problèmes de la révolution espagnole, ou peut-être par la grande activité déployée par les représentants officiels du Secrétariat international, à distribuer les insignes de la IV^e Internationale à tort et à travers ? D'autre part, nous ne comprenons pas de quelle hostilité des chefs veut parler le camarade Rous. Même avant la collaboration au gouvernement de la Généralité, le P.O.U.M. n'a jamais été un parti bolchevik-léniniste et les dirigeants n'ont jamais éprouvé, au fond, une grande sympathie pour les B.-L. D'où vient donc cette hostilité ? Les représentants officiels du S.I. ont-ils vraiment gêné les dirigeants du P.O.U.M. par leur critique ? Nous ne croyons pas. Les délégués officiels du S.I. ont fait si peu de bruit et de critique révolutionnaire, et ont restreint ce qu'aurait dû être leur travail d'avant-garde révolutionnaire à un si mesquin et stupide travail d'intrigues, que les chefs du P.O.U.M. ont eu à peine le temps de remarquer leur présence en tant qu'organisation. Ce travail n'a servi qu'à discréditer les idées bolchevik-léninistes, la IV^e Internationale et le camarade Trotsky.

Certainement les délégués officiels ont obtenu un résultat : non pas celui de regrouper et de renforcer le minuscule groupe B.-L. qui existait et qui aurait dû jouer un rôle important dans la révolution, mais celui de diviser les camarades, les décourager, tout en éloignant en même temps les camarades espagnols, militants du P.O.U.M., QUI AURAIENT ETE CENT POUR CENT BOLCHEVIKS-LENINISTES S'ILS S'ETAIENT TROUVES DEVANT UN SERIEUX TRAVAIL A FAIRE.

Le camarade Julien pense, lui, qu'« il faut s'abstenir de participer à la conférence de Barcelone et démasquer cette entreprise de confusion ».

Pourquoi ne pas participer à la conférence ? A cette conférence du P.O.U.M., participeront les militants qui sont l'avant-garde du prolétariat espagnol et qui luttent depuis six mois avec une énergie farouche, sans trouver d'issue vraiment révolutionnaire devant eux. Le camarade Julien veut-il dire que les B.-L., depuis Paris, doivent encore une fois se contenter de constater et de « démasquer » ? Nous pensons, nous, qu'une délégation de camarades B.-L. doit participer à la conférence de Barcelone, seulement cette délégation doit ETRE CHOISIE PARMIS LES CAMARADES B.-L. QUI LUTTENT EN ESPAGNE, et qui pourront présenter, non pas un cliché standard mais une plate-forme authentiquement en rapport à la situation espagnole. Sur ce point nous sommes entièrement d'accord avec le camarade Moulin qui dit qu'« il faut aider les B.-L. du P.O.U.M. » tout en faisant du groupe B.-L. de Barcelone, un groupe autonome. Nous travaillons avec acharnement à l'unification des véritables B.-L. d'Espagne, qui est la seule condition de marcher en avant dans la voie de la IV^e Internationale. — Sonia.

critique de la résolution politique du comité central élargi du P.O.U.M.

DICTATURE DU PROLETARIAT OU DICTATURE DE LA BOURGEOISIE

Nous croyons utile de revenir sur cette « résolution politique » par le fait qu'elle définit, dans son ensemble, la ligne politique et l'orientation générale du P.O.U.M. et qu'elle constitue, malgré ses « erreurs », un important document élaboré dans le feu de la guerre civile. Sur un autre journal, il a été publié un article traitant des aspects différents, sur cette « résolution politique ». Notre critique est seulement une critique objective, froide, comme elle est exigée par la situation de la révolution. Cette critique est faite dans le seul but de contribuer à la clarification des vastes problèmes de la révolution. L'instrument de vérification de la justesse ou de la fausseté d'une politique est constitué par la critique marxiste. Lorsque cette critique n'est pas faite sur la base de calomnies et de falsifications. Nous demeurons fidèles à ces principes du marxisme révolutionnaire et nous ne reculerons pas, devant aucun obstacle, qui puisse se présenter dans le cours de la lutte.

En quels termes est posée la question du pouvoir dans cette « résolution politique » ? Pour le Co-

mité central du P.O.U.M., la consigne fondamentale actuelle est : dissolution du parlement bourgeois et ASSEMBLEE CONSTITUANTE DES DELEGUES DES COMITES D'USINES, REPRESENTANTS DE PAYSANS, DELEGUES DU FRONT, GOUVERNEMENT OUVRIER-PAYSAN, DEMOCRATIE OUVRIERE.

Comme on peut le voir, la « résolution politique » parle de démocratie ouvrière en général... de dissolution du parlement bourgeois, pour le remplacer par une Constituante, etc... La « résolution politique » ne fait aucune allusion à la dictature du prolétariat. Que signifie ceci ? un oubli ? Le P.O.U.M. n'est-il pas un parti marxiste qui, avant la révolution, se réclamait des principes de la dictature du prolétariat ? Que signifie démocratie ouvrière ? Qui peut garantir la démocratie ouvrière, de l'Etat et de la dictature de la bourgeoisie ? Le P.O.U.M. abandonne-t-il les principes du marxisme révolutionnaire défini par tous les maîtres du socialisme scientifique : que la société est divisée en classes, les oppresseurs et les opprimés, et que la société capitaliste est constituée par une dictature de classe contre les quatre classes ? C'est une notion fondamentale admise par tous les socialistes de la

III^e Internationale et en particulier par tous les communistes de la III^e Internationale des quatre premiers congrès, que : la démocratie ouvrière ne peut pas exister pleinement dans un régime bourgeois, ni non plus dans un régime « intermédiaire » entre le capitalisme et le socialisme, jusqu'à ce que la classe ouvrière n'ait pas conquis le pouvoir politique, brisé la machine de l'Etat bourgeois, et instauré la DICTATURE DU PROLETARIAT.

LA CONSIGNE FONDAMENTALE ACTUELLE EST : DICTATURE PROLETARIENNE OU DICTATURE BOURGEOISE.

Le mot d'ordre de dissolution du Parlement est un mot d'ordre juste par lui-même, seulement la « résolution politique » ne dit pas comment doit être entreprise cette dissolution. Cependant, malgré la façon dont il est lancé, ce mot d'ordre pourrait jouer un rôle de premier ordre s'il était accompagné d'une agitation politique, et des mots d'ordre : **A la porte les ministres bourgeois, DISSOLUTION DU PARLEMENT DE LA REPUBLIQUE CAPITALISTE, VIVE LA CONSTITUANTE.**

Seulement, sans se faire ni donner d'illusions aux travailleurs sur la Constituante, sans perdre de vue la consigne fondamentale actuelle, c'est-à-dire de faire passer au premier plan la lutte pour le pouvoir, travailler pour un gouvernement ouvrier-paysan et préparer les congrès des Comités (Soviets) des ouvriers, des paysans et des soldats, avec le mot d'ordre : **TOUT LE POUVOIR AUX SOVIETS.**

Le C.C. du P.O.U.M. ne peut pas ignorer que : « l'histoire enseigne qu'aucune classe opprimée n'est parvenue à la domination, et n'a pas pu y parvenir sans passer par une période de dictature pendant laquelle elle s'empare du pouvoir politique et abat par la force la résistance désespérée qui ne s'arrête devant aucun crime, qu'ont toujours opposée les exploités. **DANS LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE, DES QUE S'AGGRAVE LA LUTTE DE CLASSE QUI EST A SA BASE, IL N'Y A PAS DE MILIEU ENTRE LA DICTATURE DE LA BOURGEOISIE ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT. TOUS LES REVES D'UNE SOLUTION INTERMÉDIAIRE NE SONT QUE LAMENTATIONS REACTIONNAIRES DES PETITS-BOURGEOIS.** » (Thèses de Lénine sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat.)

La tentative de vouloir combiner le système des Comités (soviets) des ouvriers, paysans et soldats, c'est-à-dire la DICTATURE DU PROLETARIAT AVEC L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE, qui est la dictature de la bourgeoisie, ne montre que la pauvreté théorique du C.C. devant les nouvelles forces de la démocratie ouvrière, qui est constituée par les comités d'ouvriers, paysans et soldats, dans une situation révolutionnaire. **PRETS A SE SUBSTITUER A LA DICTATURE DE LA BOURGEOISIE, COMME ORGANES DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT.** Le devoir d'un parti révolutionnaire n'est pas seulement celui de créer ces organes et impulser leur vie révolutionnaire sur toute l'étendue du territoire, mais aussi, et principalement d'expliquer aux prolétaires que c'est seulement dans ces Comités (Soviets) qu'il existe véritablement la **DEMOCRATIE OUVRIÈRE** et la garantie de la **Révolution prolétarienne**, puisque ces Comités d'ouvriers, paysans et soldats constituent

les organes de la **DICTATURE DU PROLETARIAT.**

Quelles que soient ses « particularités » et quelle que soit son alternative, la révolution espagnole ne peut pas dévier de ces lois fondamentales : **LE PASSAGE DU CAPITALISME AU COMMUNISME, c'est-à-dire de la dictature bourgeoise à la DICTATURE DU PROLETARIAT.** A propos de la **DEMOCRATIE OUVRIÈRE**, la « résolution politique » du C.C. du P.O.U.M. ressent fortement la faiblesse de la politique du parti et des préjugés anarchistes... « Comme conditions indispensables pour la victoire définitive du prolétariat et la garantie de la révolution, il faut une vaste et profonde démocratie ouvrière qui garantisse la révolution contre toute tentative d'hégémonie dictatoriale de la part d'un parti ou d'une organisation déterminée ». Dans ce paragraphe, se trouve le secret du pourquoi le C.C. ne parle pas de dictature du prolétariat dans toute sa « résolution politique ». La dictature du prolétariat n'est pas la dictature d'un parti contre les autres partis, ou « l'hégémonie dictatoriale d'une organisation déterminée ». **LA DICTATURE DU PROLETARIAT EST UNE PÉRIODE TRANSITOIRE NÉCESSAIRE POUR DÉFENDRE LES CONQUÊTES DE LA RÉVOLUTION CONTRE TOUTE ATTAQUE DE LA CONTRE-RÉVOLUTION, CONDITION POUR ENTREPRENDRE LA RECONSTITUTION D'UNE ÉCONOMIE SOCIALISTE-COMMUNISTE, SANS LAQUELLE IL EST IMPOSSIBLE DE PARLER DE DESTRUCTION DES CLASSES ET DE MORT DE L'ÉTAT, POUR CONSTITUER UNE SOCIÉTÉ LIBRE, SANS CLASSES ET SANS ÉTAT.**

Il n'existe pas un socialiste, un marxiste, parmi ceux qui maintenant parlent contre LA DICTATURE DU PROLETARIAT, ou qui n'en parlent plus, comme le C.C. du P.O.U.M., qui n'ait pas juré ses grands dieux devant les ouvriers qu'ils occupaient cette vérité fondamentale du socialisme : et maintenant, en pleine révolution, alors que le prolétariat est en fermentation et en mouvement, qu'il cherche à briser cette machine d'oppression : l'Etat bourgeois, pour instaurer la DICTATURE DU PROLETARIAT, on trouve, non seulement ceux qui sont qui sont ouvertement contre, comme les corbeaux de la contre-révolution : social-réformistes et stalinien, non seulement ceux qui n'en parlent plus, mais de « nouvelles théories » sont construites, tendant à faire dévier la classe ouvrière de la juste voie de la révolution communiste mondiale. Dans la situation actuelle, un redressement de la politique du P.O.U.M. est-il possible ? Nous le disons franchement : ceci regarde les dirigeants du P.O.U.M. et non nous. Certainement, nous ne nous trouvons pas devant un parti bolchevik comme celui de Lénine et de Trotsky de 1917, qui opéra un tournant de sa politique demeuré historique et défini le REARMEMENT DU PARTI, avec les thèses d'avril de Lénine.

Le P.O.U.M. se réclame-t-il des principes de la révolution permanente ? D'après sa presse, il paraît que oui ? Quelques exemples : « Pour les pays où le développement bourgeois est en retard, surtout dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la **RÉVOLUTION PERMANENTE** signifie que le véritable et entier accomplissement de leurs tâches démocratiques et leur libération dans le cadre national, n'est concevable qu'à travers la

dictature du prolétariat, guide de la nation opprimée, et avant tout de sa masse paysanne ». (Thèses de la théorie de la révolution permanente. L. Trotsky.)

Est-il possible que les dirigeants du P.O.U.M. invoquent les caractéristiques particulières de la révolution espagnole, et en particulier du mouvement ouvrier pour leur abandon de la dictature du prolétariat ?

« En Espagne, on ne peut pas parler de dictature du prolétariat, car il y a les anarchistes, il y a la C.N.T. et la F.A.I. ». C'est l'explication courante donnée par les chefs du P.O.U.M. et qui a inspiré le C.C. en rédigeant sa « résolution politique ». Pourtant, la C.N.T. et la F.A.I. se sont révélées vraiment réalistes. Les anarchistes ont accepté (il ne pouvait en être autrement, étant donné leur doctrine) de participer au pouvoir avec un gouvernement de front populaire, dans le cadre de l'Etat bourgeois, à cause de la soi-disant exigence de la lutte antifasciste, que nous avons appelée, « l'antifascisme qui conduit à l'union sacrée ».

Le fait historique demeure : les anarchistes de la négation de l'Etat, de la négation de participer à n'importe quelle forme de gouvernement, ont fini par participer à un gouvernement bourgeois qui porte toutes les responsabilités du soulèvement militaire-fasciste. Nous l'avons déjà dit, il ne pouvait pas en être autrement. Le fait demeure, personne ne pourra l'effacer. La doctrine anarchiste a subi un coup... salutaire, et toutes les explications ne pourront qu'admettre le fait accompli. Lorsque la participation aux gouvernements bourgeois s'est produite dans les autres pays, non dans le mouvement anarchiste, mais dans le mouvement marxiste, qui admettait le pouvoir et l'Etat, malgré les longues discussions dans les congrès nationaux et internationaux, une série de scissions ont été faites, contre l'opportunisme de la participation. Ce fait historique... de la participation des anarchistes au pouvoir, peut devenir progressif pour le prolétariat espagnol, à la condition qu'un parti marxiste sache lui donner une juste interprétation politique et théorique. Il suffirait, pour cela, d'engager une discussion franche et continue par une action pratique du front unique de tous les partis

et organisations ouvrières, avec l'exclusion des partis bourgeois, sur la base de propositions concrètes faites aux anarchistes de la C.N.T. et de la F.A.I. pour la constitution des Comités (Soviets) sur toute l'étendue du territoire, aussi bien à la ville qu'à la campagne, en démontrant la nécessité de constituer un gouvernement OUVRIER-PAYSAN pour sauver la révolution en danger, avec les mots d'ordre : **TOUT LE POUVOIR AUX COMITES D'OUVRIERS, PAYSANS ET SOLDATS.**

Seulement, ce cette façon, les anarchistes pourront comprendre la différence qui existe entre un gouvernement ouvrier-paysan, préconisé par nous, et le gouvernement de coalition avec la bourgeoisie.

Il est certain que, non pas les chefs, mais les grandes masses de la C.N.T., etc., verraient que la **DICTATURE DU PROLETARIAT** n'est pas autre chose que le pouvoir des travailleurs avec l'exclusion des bourgeois, et la véritable **DEMOCRATIE DES OUVRIERS, DES PAYSANS ET DES SOLDATS.**

Et si les chefs de la C.N.T., etc., ont fait le « sacrifice », comme ils disent eux-mêmes, de participer à un gouvernement démocratique bourgeois, ils pourront au moins faire le « sacrifice » de laisser les travailleurs constituer eux-mêmes leurs comités ou conseils (soviets) comme organes du pouvoir de la **DICTATURE DU PROLETARIAT.**

Autrement, il ne restera de leur « sacrifice » qu'une politique de collaboration de classe avec un gouvernement bourgeois, dans le cadre de la dictature de la bourgeoisie. La classe ouvrière ne tarderait pas à voir quelle distance existe entre leur « sacrifice » et les intérêts des travailleurs qui veulent construire de leurs propres mains une **SOCIÉTÉ LIBRE.**

Les travailleurs ne tarderaient pas à comprendre que la **DICTATURE DU PROLETARIAT** n'est pas celle qu'on leur a fait croire, celle exercée par Staline, assassinant les chefs du bolchevisme et trahissant la révolution mondiale.

Ceci n'est pas du « sectarisme sclérotique » mais du marxisme révolutionnaire duquel se réclame le P.O.U.M. sans l'appliquer.

Emiliano VIGO.

la situation économique espagnole et la classe ouvrière

Après cinq mois de guerre civile, la situation de l'économie espagnole commence à avoir des répercussions assez graves, sans pourtant relater un danger catastrophique. La cause principale de cette situation est : qu'au début du mouvement, surtout au cours du premier mois, **aucun parti, aucune organisation syndicale**, ne purent et n'ont pas jugé objectivement comment se présentait la situation et comment elle devait continuer. Chacun réquisitionnait pour son propre compte : le gaspillage, la mauvaise utilisation, la mauvaise répartition, la **non-centralisation** de toutes les richesses et les ressources du pays, n'ont fait qu'accroître et créer les difficultés présentes.

La crise alimentaire, le manque particulier du pain, de viandes, de lait, de sucre, etc..., denrées de première nécessité, non seulement pour les enfants, mais pour les vieillards, les malades, les blessés, etc., est surtout due aux premières causes

mentionnées plus haut, mais aussi au **MANQUE D'ORGANISATION TOTAL.**

Le gaspillage, dans certains endroits, la **SPECULATION** d'autre part, malgré que l'on écrive, que l'on affiche et même que l'on condamne devant les Tribunaux populaires, on n'a pas encore réussi à réduire les difficultés qui persistent toujours, et ont même tendance à s'accroître, sans qu'**AUCUNE DECISION OU INTERVENTION** ne soit envisagée. La seule intervention effectuée est la réduction des salaires de ceux qui travaillent.

Le chômage qui, dans la période présente, devrait être **COMPLETEMENT DISPARU**, par suite de l'enrôlement dans les milices antifascistes, et la production du matériel de guerre, **BESTE A PEU PRES AU MEME NIVEAU QU'AVANT LE MOUVEMENT.**

.....
Roméo JULIO.

La Vérité

paraîtra
tous les 15 jours

Le troisième numéro de « La Vérité » termine à la fois une étape de notre activité et en ouvre une nouvelle. D'où son aspect un peu particulier. Nous avons été obligés de donner quelques longues études sur des problèmes d'une importance exceptionnelle, et pour expliquer notre orientation nouvelle.

Mais nous n'entendons nullement rester sur une formule de ce genre. Nous publierons « La Vérité » tous les 15 jours sur 32 pages, à un prix en rapport avec ce nombre de pages. Nous donnons un mois pour la diffusion de ce numéro, le prochain numéro sortira le 15 avril sur 32 pages, et le 1^{er} et le 15 de chaque mois paraîtra alors régulièrement « La Vérité ».

*
**

La formule que nous avons adoptée est celle d'un court éditorial, d'une seule étude importante par numéro, de rubriques régulières (internationale, syndicale...) de longueur moyenne, de documents, etc...

Un point important sur lequel nous attirons l'attention des militants à qui s'adresse cette revue, c'est qu'elle contiendra une TRIBUNE LIBRE. Autrefois, dans « La Vérité », organe du groupe bolchevik-léniniste, ultérieurement dans « La Commune », quand son format le permit, nous avons toujours ouvert les colonnes de ces organes aux militants révolutionnaires afin qu'ils puissent s'exprimer sans détour ni réserve.

Dans cette revue, nous poursuivrons cette méthode qui est d'ailleurs un des premiers points de notre programme : LA DÉMOCRATIE PROLÉTARIENNE.

Par conséquent, les militants révolutionnaires, les travailleurs qui, dans la période présente, luttent pour sauvegarder les conquêtes ouvrières et préparer le triomphe de la société socialiste, sont cordialement invités à nous écrire. Discussions sur l'orientation de tel ou tel groupe, problèmes d'organisation, leçons de luttes ouvrières, informations sur l'état et les tendances du mouvement ouvrier, en France et internationalement..., aucun sujet n'est pour nous interdit. Est-il besoin d'ajouter que la collaboration à cette Tribune libre ne signifie pas l'adhésion à la politique qui oriente « La Vérité » ?

*
**

Il est encore un point que nous n'éviterons pas de traiter. Nous savons par avance qu'il ne manquera pas de bonnes âmes pour poser la question : avec quel argent vont-ils publier leur revue ? Bonnes âmes qui croient avoir rompu

avec le stalinisme ou le réformisme, mais qui, en face de militants révolutionnaires dont l'activité trouble leur routine, retrouvent aussitôt l'argument classique des staliniens et des réformistes. Bonnes âmes qui souvent ont de l'argent que nous n'avons pas, mais qui sont dépourvues d'un programme et de conceptions pour mener le combat que nous menons sans désespérer depuis bientôt 15 ans.

« La Vérité », comme jusqu'à présent, sera publiée grâce à sa vente, aux abonnements et à une souscription ouverte en permanence.

** Qui est d'accord avec nous doit verser à la souscription. Il doit aussi nous aider à diffuser la revue parmi les ouvriers révolutionnaires, nous trouver des abonnés.*



BULLETIN D'ABONNEMENT

à " LA VÉRITÉ "

Nom, Prénoms :

Rue :

Ville :

souscrit un abonnement de SIX MOIS, et adresse la somme de 20 francs par mandat à :

FRANK, 49, Faubourg Saint-Martin, Paris-10^e.

Nos publications :

- LE PAIN, LA PAIX, LA LIBERTÉ, NE LES DEMANDE PAS, PRENDS-LES ! (Edition des G.A.R., 1935) 0 50
- LES CRIMES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES DE STALINE (Lettre de Ciliga, édition 1935)... 0 25
- A TON TOUR, PAYSAN ! par J. Desnots (août 1936) 0 25
- FALLAIT-IL PRENDRE LES USINES ? (La Grève de Juin 1936), par P. Frank 1 »
- MANIFESTE DU P.C.I. 0 25
- MANIFESTE-PROGRAMME DES JEUNESSES COMMUNISTES INTERNATIONALISTES 1 »
- LA CRISE DE LA SECTION FRANÇAISE DE LA LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONA-
LISTE :
 - Tome 1. — La scission du groupe bolchevik-Méniste (décembre 1935) 2 »
 - Tome 2. — De la scission du G. B.-L. au Congrès du 10 octobre 1936 2 »
- COMMENT ILS ONT TRAHI LA GREVE GOOD-
RICH 0 40

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimé par l'Imprimerie spéciale de « LA VÉRITÉ »
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le Soviet des P.T.T.

PROFESSEUR DE DROIT, 17, R. DE LA VILLE, PARIS

L. TROTSKY
Problèmes
d'agitation
R. S. S.

LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE

Front Populaire
Frein populaire

La Commune

LES SOVIETS PARTOUT!

Aux ordres de l'état-major, le Gouvernement poursuit La Commune... Sa répression préventive n'arrêtera pas la nouvelle vague ouvrière pour vaincre.

EN ESPAGNE
Les Espagnols se battent pour la liberté

Le Soviet de Citroën

PROFESSEUR DE DROIT, 17, R. DE LA VILLE, PARIS

L. TROTSKY
Problèmes
d'agitation
R. S. S.

La Commune

ORGANE COMMUNISTE DE PARIS

ROCQUE et DORNIOT FONT TUER!

à Asnières, comme en Algérie et en les chefs de la police et de l'armée X ordres des fascistes et du patronat

les Croix de Feu de Clichy — dont Cusinberghe, colonial Acherichour — la police massacre les qui veulent reprendre ce que la classe ouvrière a

Le Soviet de Citroën

PROFESSEUR DE DROIT, 17, R. DE LA VILLE, PARIS

L. TROTSKY
Problèmes
d'agitation
R. S. S.

La Commune

ORGANE COMMUNISTE DE PARIS

ROCQUE et DORNIOT FONT TUER!

à Asnières, comme en Algérie et en les chefs de la police et de l'armée X ordres des fascistes et du patronat

les Croix de Feu de Clichy — dont Cusinberghe, colonial Acherichour — la police massacre les qui veulent reprendre ce que la classe ouvrière a

Le Soviet de Citroën

PROFESSEUR DE DROIT, 17, R. DE LA VILLE, PARIS

L. TROTSKY
Problèmes
d'agitation
R. S. S.

EXPLOITATION

METALLO

EXPLOITATION

METALLO

EXPLOITATION

METALLO